

Le fait du jour

Câbles sous-marins : 20 000 enjeux sous les mers

Pourquoi les câbles sous-marins qui relient les États-Unis à la Bretagne sont-ils susceptibles d'intéresser la marine russe ? Parce que 99 % des données numériques mondiales transitent par le fond des océans. Et c'est loin d'être la seule raison...

Stéphane Jézéquel

● À la préfecture maritime de Brest, on prend le sujet très au sérieux. « Oui, les câbles sous-marins font l'objet d'une surveillance particulière et continue de notre part », confirme le préfet maritime de l'Atlantique, Jean-François Quéral. Depuis le début de la guerre de la Russie en Ukraine, les câbles sous-marins n'ont jamais été aussi surveillés en Manche et en Atlantique. Le moindre navire russe qui transite autour de la Bretagne fait l'objet d'un suivi et d'une surveillance rigoureuse, d'ailleurs parfois médiatisée par la Marine nationale qui cherche à le faire savoir dès que possible.

Détecter les sous-marins

Si l'écoute d'un câble, pour les informations qu'il véhicule, ne présente qu'un intérêt relatif, il y a bien d'autres avantages à approcher de ces puissantes autoroutes de l'information. De nouvelles technologies per-

mettent, via ces câbles immergés, d'écouter l'activité dans la colonne d'eau. En clair, de connaître l'état du trafic maritime et, particulièrement, la présence des sous-marins de la force de dissuasion. Là se joue la discrétion des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), censés se fondre dans les profondeurs océaniques. Un accès et une capacité d'écoute de la colonne d'eau, via ces câbles, pourraient favoriser le suivi et l'identification des sous-marins portant l'arme nucléaire. « Mais, pour le moment, pas au-delà des répéteurs de câbles positionnés tous les 80 km », précise un spécialiste. Mais assez pour préoccuper les acteurs de la force de dissuasion.

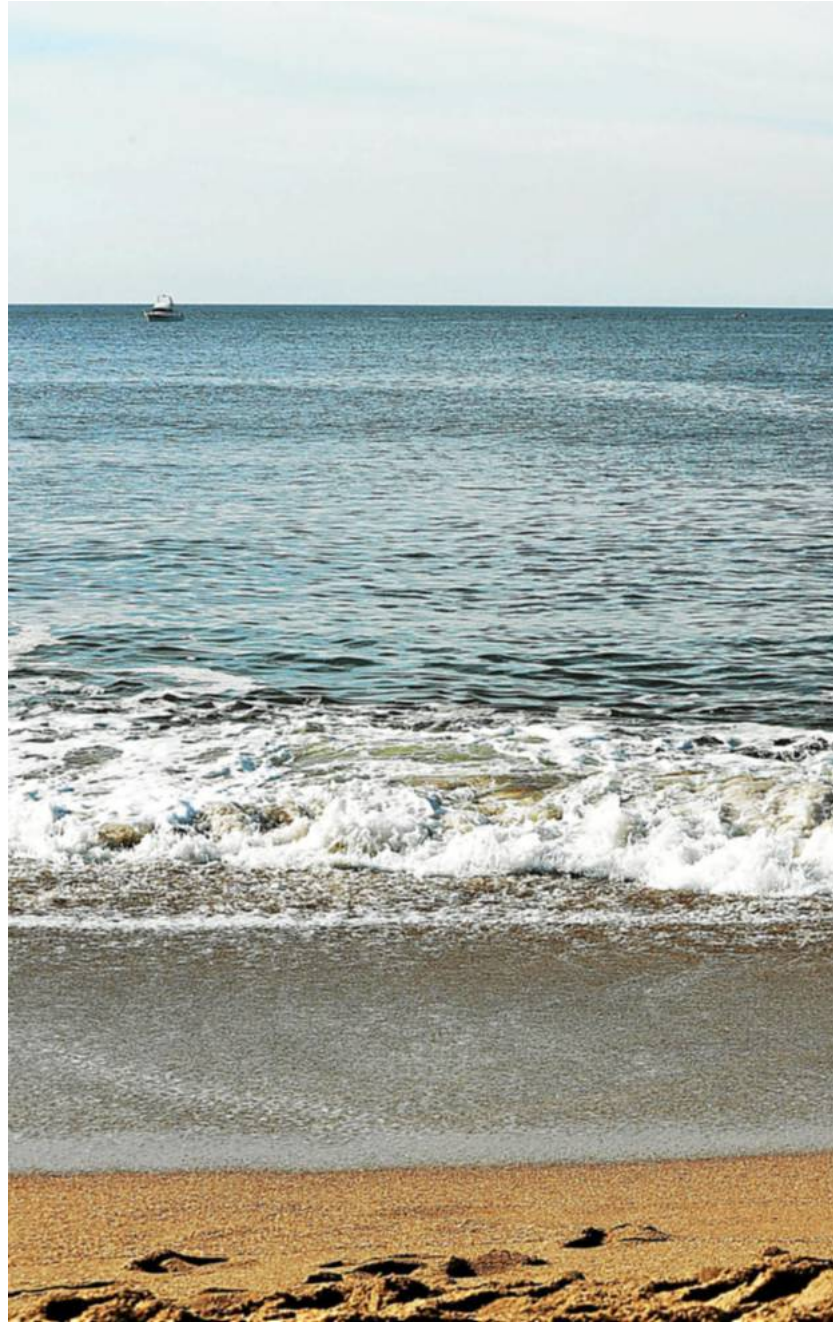
Menace de sabotage

Et le risque de sabotage ? Attenter à certaines branches de cet immense réseau de communication reviendrait à déstabiliser des systèmes et États pendant un temps donné. « En cas de rupture

d'un ou de plusieurs câbles, la densité du réseau (redondance) suffirait à réorienter l'acheminement du flux par d'autres chemins », assure Jean-Louis Le Roux, directeur des réseaux internationaux du groupe Orange. Même si d'autres rappellent, à cette occasion, la question préoccupante du reroutage de ces données via des régions ou pays moins favorables... Autrement dit, la captation potentielle des données transitant par des pays inamicaux.

« Il faudrait réussir à endommager simultanément un grand nombre de câbles pour perturber durablement un État », observe un spécialiste de stratégie militaire. « L'objectif serait plutôt de déstabiliser un pays, quelques heures durant, le temps de mener une attaque, par exemple. »

Alors, les Russes seraient-ils en mesure de venir saboter les principaux câbles qui arrivent en Bretagne ? Le scénario est sérieusement envisagé par les militaires français qui restent sur leurs gardes et



« Il faudrait réussir à endommager simultanément un grand nombre de câbles pour perturber durablement un État. »

intensifient la surveillance des bateaux suspects, notamment les navires scientifiques ou de pêche étrangement suréquipés au large des côtes françaises. Des navires également régulièrement relocalisés devant Kaliningrad, l'exclave russe de la mer Baltique... Alors que la surveillance des câbles sous-marins s'est considérablement intensifiée en Manche et Atlantique, la France a, d'ailleurs, récemment décidé de renforcer ses moyens déployés dans les grandes profondeurs.

Tout a commencé à Déolen, à Plouzané



Un des plus longs câbles de télécommunication transatlantique est encore visible à Plouzané. Jean-Louis Le Roux, directeur des réseaux internationaux pour le groupe Orange, le compare à un câble d'aujourd'hui. Photo Stéphane Jézéquel

S.J.

● Le câble métallique est encore visible sur le haut de la crique de Déolen, à Plouzané (29). Installé en 1898, il a servi jusqu'en 1959, avant l'arrivée des câbles coaxiaux et, plus tard, de la fibre optique. Le bon vieux câble métallique fonctionnait à l'impulsion électrique et sur le mode télégraphique, avec une capacité d'acheminement de 40 mots à la minute, entre la Bretagne et le continent américain. Posé sur 6 000 km, le lourd câble métallique représentait, à son époque, une véritable révolution technologique.

Il s'appelait « le direct »

C'est à l'époque le plus long câble sous-marin du monde qui rejoint les États-Unis en direct, sans passer par Saint-Pierre et Miquelon. « Le direct », comme on l'appelle, signe l'âge d'or de la télécommunication internationale. Une plaque commémorative évoque sa présence et son utilité en haut d'un spot bien connu des surfeurs locaux. Ce câble métallique imposant transmettait l'équivalent de 80 bits par seconde. À titre de comparaison, le câble

qu'Orange a posé entre Bordeaux et Boston (le câble Amitié) a une capacité de 400 terrabits, soit 5 000 milliards de fois supérieure à celui de Déolen.

Pour assurer l'impulsion électrique jusqu'aux États-Unis, il fallait une bonne production électrique au départ de Plouzané et une large équipe technique sur place.

L'anse profonde de Déolen avait été choisie pour la stabilité de ses fonds et sa relative discrétion en termes d'accès et de fréquentation. Abandonné depuis 1959, « le direct » n'a jamais été relevé et est resté sur le fond. Après des décennies passées au fond de l'eau, le câble s'est mêlé au sédiment et à la flore sous-marine. « On ferait aujourd'hui plus de dégâts à l'arracher du fond. Après son abandon, il n'a jamais été récupéré », indique Jean-Louis Le Roux, directeur des réseaux internationaux pour le groupe Orange.

Aujourd'hui privée, la maison des câbles ne connaît plus l'agitation des équipes qui se relayaient nuit et jour pour recueillir les messages en provenance du monde entier. Mais le câble reste visible et témoigne de la formidable histoire des télécommunications sous la mer.



Atterrage, en Uruguay, du premier câble de fibre optique relié aux États-Unis, en 2017. Photo d'archives Raul Martinez/EPA

574

C'est le nombre de câbles sous-marins comptabilisés dans le monde, début 2024, soit un total de presque 1,4 million de kilomètres, selon TeleGeography.

Drôle de sous-marin russe...

« On a déjà observé, en Atlantique, un sous-marin militaire russe équipé d'un plus petit sous-marin accroché à lui, capable de réaliser des opérations spéciales, se souvient un ancien parlementaire finistérien marqué par un signalement de ce type dans le golfe de Gascogne. Il était juste au-dessus d'un câble dit sensible, on était un peu avant les années 2000. »
A-t-on retrouvé des charges explosives déposées le long de ces câbles ou des dispositifs factices

pour faire monter la pression ? Les autorités militaires ne confirment aucune découverte de ce genre à l'approche des côtes bretonnes. Mais, tapis dans les profondeurs du secret-Défense, le sujet reste des plus opaques. Et les câbles sous-marins purement militaires ? Ils sont beaucoup moins nombreux que les câbles civils. Leur position se veut encore plus discrète. Leur sabotage, à un moment stratégique clé, fait également partie des scénarios envisagés.



Questions à

JEAN-LOUIS LE ROUX

Directeur des réseaux internationaux pour le groupe Orange

Où se situe Orange sur l'échiquier mondial des câbles sous-marins ?

Orange dispose ou est copropriétaire de 450 000 km de câbles sous-marins, à travers 800 points de présence dans 100 pays. Avec 1 500 salariés et 200 équipes spécifiques, nous assurons le bon fonctionnement d'un tiers de tous les câbles sous-marins en service dans le monde (1,3 million de km).

Quelle est la part des données qui passent sous la mer, par rapport aux satellites ?

99 % des données transitent sous les océans, à travers des câbles posés sur le sédiment ou les roches à l'approche des côtes.

Pourquoi le marché explose-t-il actuellement ?

Les besoins liés à l'échange de données numériques, à internet et à l'intelligence artificielle ne cessent d'augmenter. On estime que les besoins seront multipliés par sept entre 2023 et 2030, avec une progression estimée entre 30 et 40 % par an. Les Américains et les Chinois sont très actifs sur le marché. La demande explose aux quatre coins du monde. Orange est actuellement associé à la construction de 25 câbles. Sur les 400 câbles dont nous avons la responsabilité, 160 seront à changer d'ici à 2030.

Pourquoi tant de câbles à changer ?

Parce que les besoins sont énormes et que les nouvelles technologies permettent de transporter encore plus de données. Le câble « Amitié », qui relie Boston à Bordeaux, est dimensionné à 400 téraoctets. On estime que la durée de vie d'un câble est de 20 ans. Nous les changeons pour davantage d'efficacité, pas parce qu'ils s'abîment au fond de l'eau.

Observez-vous beaucoup d'incidents ?

À vrai dire, assez peu. Les casses sont,

« Les besoins en câbles sous-marins seront multipliés par sept d'ici à 2030. »

le plus souvent, dues à des glissements de terrain sous-marins, à des séismes et, plus rarement, à des croches d'engin de pêche ou des actes malveillants. Il faut parfois plusieurs semaines avant de les rétablir.

Comment détectez-vous les pannes ?

Nous sommes en mesure de détecter rapidement et précisément les incidents le long d'un câble sous-marin. En cas de rupture, nous réorganisons l'acheminement des données par d'autres câbles du réseau.

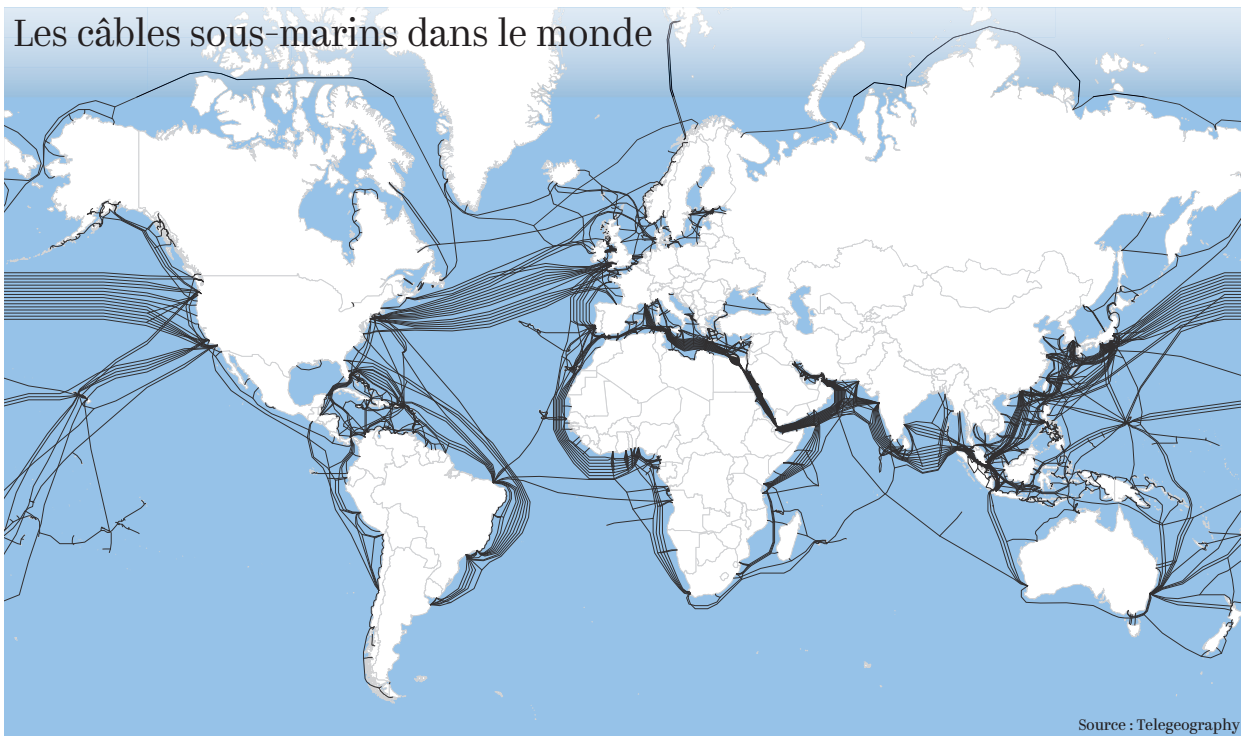
Cela signifie-t-il que les effets de la rupture d'un câble sont limités ?

On peut dire cela puisque le système de redondance nous permet de réacheminer les données par d'autres câbles en service et par d'autres chemins, le cas échéant. Pour obtenir des répercussions majeures, il faudrait mettre hors de service plusieurs câbles en même temps, ce qui paraît difficile sur le plan technique.

La position de ces câbles reste-t-elle confidentielle ?

Oui, dans la mesure du possible. Nous n'avons aucun intérêt à divulguer la position précise de ces câbles. On peut connaître ou imaginer leur cheminement global mais leur position exacte n'est jamais communiquée. Idem à propos des stations d'atterrage. Nous nous efforçons de ne pas nous étendre sur ces stations à terre également exposées au risque de sabotage.

Les câbles sous-marins dans le monde



Source : Telegeography

...et en France



APRÈS L'ATTAQUE DE L'IRAN CONTRE ISRAËL



Le président irakien, Abdel Latif Rachid, est reçu par le roi Abdallah II de Jordanie (à droite) à l'aéroport de Marka, en Jordanie, le 15 avril.

JORDANIAN ROYAL PALACE/AFP

La délicate partition de la Jordanie

Proche allié des Etats-Unis, le royaume, qui a contribué à abattre des drones iraniens, se défend d'être intervenu en soutien à l'Etat hébreu

BEYROUTH, JÉRUSALEM - correspondants

La Jordanie se trouve, depuis la riposte iranienne contre l'Etat hébreu, samedi 13 avril, dans la position, peu enviable au Moyen-Orient, de meilleure alliée d'Israël face à l'Iran. Elle est pourtant parmi ses plus virulents détracteurs depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, en octobre 2023. Son aviation a aidé à déjouer l'attaque lancée par l'Iran contre Israël, en abattant des drones iraniens entrés dans son espace aérien. Amman, d'ordinaire dans le déni lorsqu'il mène des actions controversées aux yeux de l'opinion publique, a reconnu sa participation. Le royaume hachémite se défend d'être intervenu en soutien à l'Etat hébreu, et dit l'avoir fait pour se protéger.

Ces arguments visent à calmer la colère d'une opinion publique hostile à Israël. Au sein de la population jordanienne, dont la majorité est d'origine palestinienne, des accusations de trahison ont émergé contre les autorités. Une photo du roi Abdallah II, en uniforme militaire, flanqué d'un drapeau israélien circule sur les réseaux sociaux. Mardi, le chef de la diplomatie, Ayman Safadi, a appelé la communauté internationale à ne pas perdre de vue Gaza et la Cisjordanie, estimant que le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, utilise le conflit avec l'Iran pour détourner l'attention.

Voir le Hamas écrasé

Proche allié des Américains, dépendant de l'aide de Washington, lié par une « paix froide » à Israël depuis 1994, le royaume hachémite voit ses fragilités exacerbées par le conflit à Gaza et ses répercussions régionales. Il ne veut ni d'un afflux supplémentaire de Palestiniens ni d'une déstabilisation interne par l'« axe de la résistance ».

Le régime souhaite voir le Hamas écrasé à Gaza, sans le dire publiquement en raison de la popularité du mouvement islamiste au sein de la société jordanienne. Il n'a pas répondu aux signes

d'ouverture du Hamas, dont le bureau politique en exil fut implanté en Jordanie dans la décennie 1990. Son expulsion fut l'un des premiers actes d'Abdallah II, après son accession au pouvoir, en 1999. Dans le même temps, la destruction de Gaza par Israël et les violences en Cisjordanie inquiètent Amman, qui y voit les prémices d'une expulsion forcée des Palestiniens vers l'Egypte et vers son territoire.

Alors que pèse le risque d'une escalade, Abdallah II a déclaré, dimanche, lors d'un appel avec le président américain, Joe Biden, que son pays « ne sera[il] pas le théâtre d'une guerre régionale ». L'ambassadeur iranien dans le royaume a été convoqué en réponse aux menaces de représailles de l'Iran contre la Jordanie. Avec la République islamique, les relations ont toujours été glaciales. Le roi de Jordanie a été le premier dirigeant arabe à théoriser, en 2004, le péril d'un « croissant chiite » dominé par l'Iran au Moyen-Orient.

Avec la résurgence, à Amman, fin mars, de manifestations de soutien à Gaza, appelant à la révolution de l'accord de paix avec Israël, les journalistes proches du pouvoir ont relayé la rhétorique selon laquelle le Hamas agitait la mobilisation, afin de déstabiliser la Jordanie. Fait rare, des affrontements ont opposé la police anti-meute à des manifestants, à proximité de l'ambassade israélienne (vide depuis l'automne, mais protégée par les forces de sécurité jordanienne), principal lieu de rassemblement, ainsi que dans le plus grand camp palestinien du pays, Baqa'a. Le gouvernement a toutefois fait marche arrière sur la version d'un « complot » derrière les manifestations.

La crainte que l'Iran et ses alliés, au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, cherchent à utiliser son territoire pour attaquer Israël ne s'est, elle, pas estompée. « Ils misent sur un scénario du chaos en Jordanie et utilisent Gaza pour déstabiliser le royaume », estime Amer Al-Sabaileh, un analyste jordanien. Les tentatives de contrebande d'armes venant de Syrie, destinées, selon les autorités jor-

PARMI LA POPULATION JORDANIENNE, EN MAJORITÉ D'ORIGINE PALESTINIENNE, DES ACCUSATIONS DE TRAHISON ÉMERGENT CONTRE LES AUTORITÉS

daniennes, à des groupes en Jordanie et en Cisjordanie occupée, ont augmenté.

Les milices chiites pro-Téhéran en Syrie et en Irak ont mené plusieurs attaques au drone contre Israël à travers l'espace aérien jordanien, dont l'un a été abattu par la Jordanie, fin décembre, tout comme des missiles tirés par les houthistes yéménites. Le 1^{er} avril, les brigades du Hezbollah, la milice chiite irakienne proche de Téhéran, ont menacé d'armer douze mille hommes en Jordanie. Des observateurs considèrent cependant que la menace d'une déstabilisation par le camp pro-iranien est exagérée par le pouvoir, afin de ressouder la population et de se replacer sur la carte arabe. Comme ses parrains du Golfe, la Jordanie redoute que l'image de l'axe pro-iranien s'améliore dans la région, au sein de populations propalestiniennes.

Brimades de Netanyahu

La Jordanie dispose du soutien de Washington, qui y stationne des centaines de troupes. Les Etats-Unis ont accéléré le déploiement de batteries de défense antiaérienne Patriot, après l'attaque meurtrière, fin janvier, par des milices irakiennes, d'une base américaine dans le nord de la Jordanie. En coopérant pour déjouer la riposte iranienne contre Israël, Amman a fait la démonstration qu'elle était un partenaire fiable pour Washington. En retour, « la Jordanie pourrait bénéficier d'un meilleur traitement de la part de ses partenaires occidentaux. Mais il ne faut pas s'attendre à une réciprocité de la part de Netanyahu. Il n'écouterait pas les appels d'Amman pour mettre fin à la guerre à Gaza

et aux provocations en Cisjordanie et à Jérusalem », selon Emile Hokayem, expert en sécurité du Moyen-Orient à l'International Institute for Strategic Studies.

Entre les deux pays, les relations sont à couteaux tirés depuis le début de la guerre à Gaza. Depuis novembre 2023, l'ambassadeur jordanien en Israël a été rappelé à Amman et y demeure, tandis que son homologue israélien n'est plus le bienvenu en Jordanie. Benjamin Netanyahu a multiplié les brimades publiques contre la monarchie, pressé par la droite idéologique israélienne qui perçoit Amman comme un partisan par trop ferme de la solution à deux Etats et qui conteste son magistère sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem (le mont du Temple pour les juifs).

Israël continue de faire obstacle au rôle central que la Jordanie cherche à jouer concernant l'aide humanitaire à Gaza. Les Nations unies comme la France souhaitent qu'une large part de celle-ci soit acheminée par la route d'Amman et du Caire. Israël limite ce flux à des quantités symboliques : moins de cent camions atteignent Gaza par la Jordanie chaque semaine, que l'armée inspecte à la frontière entre les deux pays, puis encore une fois à celle de Gaza.

« Les Israéliens disent qu'ils n'ont pas les effectifs nécessaires pour contrôler plus de camions, et ce n'est pas vrai », estime Jamie McGoldrick, le coordinateur des Nations unies pour l'aide humanitaire dans l'enclave. Israël a laissé dans le même temps la Jordanie parachuter symboliquement de la nourriture par les airs et privilégier un acheminement par la mer, en coordination avec Washington. « Il y a une volonté stratégique israélienne d'emmurer Gaza, au risque de laisser la famine faire des milliers de morts », constate une source diplomatique occidentale. La Jordanie, qui milite pour un retour de l'Autorité palestinienne à Gaza, est à ce titre perçue comme un obstacle à l'isolement de l'enclave. ■

LOUIS IMBERT,
HÉLÈNE SALLON
ET LAURE STEPHAN

Six pays nouent un « pacte » pour protéger les infrastructures en mer du Nord

Contre la menace russe, les Etats riverains sécurisent les pipelines pétroliers et gaziers, les parcs éoliens et les câbles sous-marins

BRUXELLES - correspondant

Réunis dans la ville côtière d'Ostende, en Belgique, en avril 2023, neuf chefs d'Etat et de gouvernement européens, dont Emmanuel Macron, signaient une déclaration visant à décupler la production d'énergie éolienne offshore et la production d'hydrogène vert à partir d'énergie renouvelable en mer du Nord. Plus discrètement, le premier ministre belge, Alexander De Croo, soulignait à l'époque la nécessité de protéger les nombreuses infrastructures critiques de cette zone maritime. En fait, les participants au mini-sommet d'Ostende négociaient aussi, discrètement, la mise au point d'un « pacte de sécurité » concernant cette zone ultrasensible à laquelle s'intéresse beaucoup la Russie.

Le 5 avril, la Norvège a été la dernière à parapher la déclaration conjointe concernant la protection des infrastructures de la mer du Nord déjà entérinée par cinq autres Etats riverains (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni), tous préoccupés par la sécurisation d'un domaine maritime qui compte de nombreux pipelines pétroliers et gaziers, des parcs éoliens, ou bien encore des câbles sous-marins servant à l'échange de données et aux liaisons Internet. Des infrastructures essentielles qui s'exposent évidemment aux risques d'espionnage et de sabotage, à l'heure de tensions croissantes avec Moscou.

Actions de prévention

« Personne n'avait oublié l'épisode Nord Stream, cela a accéléré le processus », souligne une source militaire belge, en référence aux sabotages des gazoducs Nord Stream 1 et 2, dans la mer Baltique, en septembre 2022. L'identité de leurs auteurs n'a jamais été, jusqu'ici, formellement établie – après la piste russe, des soupçons pèsent désormais sur un commando ukrainien.

Mais, dans les mois qui ont suivi, les autorités belges, danoises et néerlandaises ont successivement repéré l'Amiral Vladimirski, un bâtiment russe habituellement chargé d'étudier les fonds marins de l'Antarctique. Ce bateau, privé du système automatique d'identification, qui doit accroître la sécurité de la navigation et la gestion du trafic en mer, a croisé le long du littoral belge avant d'être repéré dans le passage du Cattégat, entre le Danemark et la Suède, puis aux abords d'un parc éolien néerlandais. Quand des journalistes danois ont tenté de l'approcher, des hommes armés et masqués sont apparus sur le pont du navire.

North Seal, une plate-forme commune sécurisée de communication et d'échange d'informations, sera développée

Seule une vérification menée actuellement permettra de déterminer si des équipements ont été endommagés ou piratés.

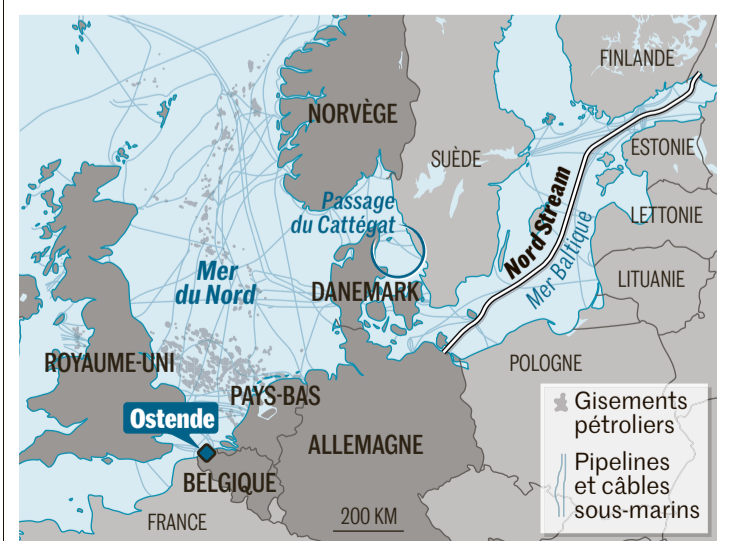
Le navire russe bénéficiait des règles de la circulation dans les eaux internationales, régies par une convention des Nations unies. « Nous ne pouvons, à l'heure actuelle, rien faire contre cela, nous ne sommes pas en guerre contre la Russie et nous respectons donc les règles du droit international », expliquait, le 9 avril, dans le quotidien flamand *De Standaard*, l'amiral Tanguy Botman, chef de la composante maritime de la défense belge.

Le renforcement des équipements de surveillance et le développement de North Seal, une plate-forme commune sécurisée de communication et d'échange d'informations, figurent parmi les objectifs principaux de la déclaration conjointe signée par les six Etats. Si la garde côtière aux Pays-Bas agit en liaison avec cinq départements, en Belgique, ils sont dix-sept, fédéraux et régionaux, indiquait M. Botman. D'où l'urgence d'une meilleure coordination, au sein des Etats et entre eux.

Selon Paul Van Tigchelt, ministre belge de la justice, chargé de la mer du Nord, North Seal permettra de repérer les mouvements suspects et les éventuels incidents, et de transmettre rapidement toutes les données aux bonnes personnes. L'OTAN et l'Union européenne seront également informées en temps réel, en vue de développer des actions de prévention et des ripostes éventuelles. La plate-forme devrait être opérationnelle début 2025.

Depuis le sabotage de Nord Stream, la surveillance par des caméras a été développée en mer du Nord, notamment près de parcs éoliens, mais la tâche se révèle gigantesque et nécessitera l'utilisation de drones aériens et de sous-marins, ainsi que le recours aux techniques de l'intelligence artificielle. De quoi aiguïser l'appétit de l'industrie de défense, qui suggère la création de partenariats avec les autorités militaires des pays concernés. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



Documents sauvegardés

LA CROIX

© 2024 La Croix. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240607-LCB-008

Nom de la source

La Croix (site web)

Vendredi 7 juin 2024

Type de source

Presse • Presse Web

La Croix (site web) • 977 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Éolien en mer : tensions sur les câbles sous-marins

Jean-Claude Bourbon

Le développement des parcs éoliens en mer, installés de plus en plus loin des côtes, suscite des demandes en raccordements auxquelles les fabricants de câbles ont du mal à répondre. En Norvège, le groupe français Nexans a inauguré, jeudi 6 juin, le doublement des capacités de son usine.

Il s'élève à 152,89 mètres, ce qui en fait le plus haut bâtiment de Norvège et le premier gratte-ciel du pays. C'est l'une des extensions de l'usine de Nexans, le fabricant français de câbles électriques, inaugurée jeudi 6 juin, à Halden, à une centaine de kilomètres au sud d'Oslo.

La tour est quasiment vide, avec seulement des machines à son sommet. Elles servent à extruder les câbles sous-marins, c'est-à-dire à les envelopper de plastique isolant, la solution verticale permettant d'assurer une circularité parfaite. Ils sont réalisés juste à côté dans une immense salle où les bobines de cuivre s'évident au fur et à mesure que les fils sont assemblés entre eux et torsadés.

Des câbles de 150 kilomètres, d'un seul tenant

Ici, les machines ne s'arrêtent jamais et

plusieurs câbles peuvent être fabriqués en même temps. « Mais rien n'est standard et chaque projet est fait sur mesure, en fonction de la longueur, de la puissance transportée et de la profondeur », explique Maxime Toulotte, directeur des nouvelles solutions chez Nexans.

Au total, le site, créé il y a tout juste cinquante ans, a doublé ses capacités, pour un investissement de 290 millions d'euros. Il fournira principalement les parcs éoliens en mer du Nord et en France. Mille cinq cents kilomètres de câbles vont pouvoir être fabriqués chaque année, dont certains de 150 kilomètres de long, d'un seul tenant, pesant à eux seuls 10 000 tonnes. Ils seront ensuite expédiés dans le monde entier par les deux navires câbliers de Nexans, qui a lancé la construction d'un troisième, encore plus grand.

L'usine de Halden est pour l'instant la plus grande du monde dans son domaine, du moins avant que les deux autres principaux concurrents du groupe français, le danois TKT et l'italien Prysmian, n'augmentent eux aussi leurs capacités de production. Cela ne devrait pas tarder car tous sont lancés dans une course contre la montre pour répondre à leurs clients. « En 2019, le carnet de commandes des trois grands câbliers eu-

ropéens, qui représentent 70 % du marché mondial, était de 5 milliards d'euros. Il atteint aujourd'hui 33 milliards d'euros », souligne Christopher Guérin, le directeur général de Nexans.

Une demande en forte croissance partout

En 2018, le groupe, dont les origines remontent à la fin du XIXe siècle et qui a été longtemps dans le giron de la CGE devenue Alcatel, a décidé de se recentrer sur les métiers de l'électrification, en abandonnant notamment la fabrication de câbles pour les télécoms ou encore l'aéronautique. Pari réussi. Il a retrouvé le chemin de la croissance et de la rentabilité. En Bourse, l'action a grimpé de plus de 300 % en cinq ans.

La demande en électricité verte explose partout pour répondre à l'augmentation des besoins et de la décarbonation. « Rien qu'avec le développement de l'intelligence artificielle, les besoins des data centers vont passer de 10 GW à 120 GW d'ici à 2030 », explique le patron de Nexans. Dans le même temps, l'Europe a prévu de lancer 110 à 120 GW d'éolien en mer, les États-Unis, 30 à 40 GW et la Chine, 50 GW.

La montée en puissance des énergies renouvelables intermittentes pousse également au développement des intercon-

Documents sauvegardés

nexions entre les pays. En 2022, Nexans a ainsi remporté le projet de construction d'un câble reliant la France à l'Irlande, puis en 2023, l'appel d'offres pour un lien de 900 kilomètres posés sous la Méditerranée, par 3 000 mètres de fond, entre Chypre et la Grèce. Un contrat de 1,43 milliard d'euros.

Les délais de livraison s'allongent

Mais le marché est de plus en plus tendu. « Nous signons des contrats aujourd'hui pour pouvoir être livrés en 2030, voire 2031. Certains projets d'éoliens en mer sont même abandonnés, faute de pouvoir être raccordés, et les fabricants peuvent se permettre de choisir leurs clients », note Gilles Etheimer, le directeur des achats de RTE, le gestionnaire français du réseau de distribution.

En Europe, les délais de livraison s'allongent sur les installations électriques, comme les stations de conversion ou les transformateurs, au point que certains alertent déjà sur les risques de pénurie, sur fond d'envolée des prix de ces matériels qui ont quasiment doublé depuis le Covid. Aux États-Unis, l'usine de Nexans à Charleston tourne à plein régime pour équiper les premiers parcs offshore qui seront construits sur la côte Est. « Notre plan de charge est rempli jusqu'en 2028 », résume Vincent Dessale, le directeur des opérations de Nexans.

Les Chinois, qui ont fortement augmenté leurs capacités, lorgnent sur le marché européen. Sans succès pour l'instant. « Les barrières réglementaires restent nombreuses », estime le directeur des achats de RTE. Les câblers européens estiment aussi avoir une avance technologique.

Les risques d'une pénurie de cuivre

« Au rythme actuel des projets, la demande de cuivre devrait très vite représenter 160 % de la consommation actuelle », assure Christopher Guérin, le directeur général de Nexans, alors que les cours sont déjà à leur plus haut niveau historique. Le groupe estime néanmoins avoir un avantage compétitif par rapport à ses concurrents, en ayant conservé ses activités métallurgiques, avec des fonderies un peu partout dans le monde, comme celle de Lens. Il transforme lui-même le cuivre, qu'il achète directement aux compagnies minières, au Chili et au Pérou, avec qui des contrats d'achat de long terme ont été passés.

Le groupe met aussi l'accent sur le recyclage. « Nous poussons nos clients à entrer dans une logique d'économie circulaire », affirme Vincent Dessale. Dans ses usines, Nexans affiche un taux de recyclage du cuivre de 15 % et compte atteindre 30 % en 2030. Un programme en ce sens devrait être présenté en juillet.

Cet article est paru dans La Croix (site web)

<https://www.la-croix.com/economie/eoli-en-en-mer-tensions-sur-les-cables-sous-marins-20240607>

Les câbles sous-marins, un marché de plus en plus tendu

Le développement des parcs éoliens en mer, installés de plus en plus loin des côtes, suscite des demandes en raccordements auxquelles les fabricants de câbles ont du mal à répondre.

En Norvège, le groupe français Nexans a inauguré, jeudi 6 juin, le doublement des capacités de son usine.



Halden (Norvège)
De notre envoyé spécial

Il s'élève à 152,89 mètres, ce qui en fait le plus haut bâtiment de Norvège et le premier gratte-ciel du pays. C'est l'une des extensions de l'usine de Nexans, le fabricant français de câbles électriques, inaugurée jeudi 6 juin, à Halden, à une centaine de kilomètres au sud d'Oslo. La tour presque vide, avec seulement des machines à son sommet. Elles servent à extruder les câbles sous-marins, c'est-à-dire à les envelopper de plastique isolant, la solution verticale permettant d'assurer une circularité parfaite. Ils sont réalisés juste à côté dans une immense salle où les bobines de cuivre s'évident au fur et à mesure que les fils sont assemblés entre eux et torsadés.

Ici, les machines ne s'arrêtent jamais et plusieurs câbles peuvent être fabriqués en même temps. «Mais rien n'est standard et chaque projet est fait sur mesure, en fonction de la longueur, de la puissance transportée et de la profondeur», explique Maxime Toulotte, directeur des nouvelles solutions chez Nexans.

Au total, le site, créé il y a cinquante ans, a doublé ses capacités, pour un investissement de 290 millions d'euros. Il fournira principalement les parcs éoliens en mer du Nord et en France. Mille cinq cents kilomètres de câbles vont pouvoir être fabriqués chaque année. Ils seront ensuite expédiés dans le monde entier par les deux navires câblés de Nexans, qui a lancé la construc-



L'usine Nexans à Halden (Norvège) est pour l'instant la plus grande du monde dans son domaine. Nexans

tion d'un troisième, encore plus grand.

L'usine de Halden est pour l'instant la plus grande du monde dans son domaine, du moins avant que les deux autres principaux concurrents du groupe français, le danois TKT et l'italien Prysmian, n'augmentent eux aussi leurs capacités de production. Tous sont lancés dans une course contre la montre pour répondre à leurs clients. «En 2019, le carnet de commandes des trois grands câblés européens, qui représentent 70% du marché mondial, était de 5 milliards d'euros. Il atteint aujourd'hui 33 milliards d'euros», souligne Christopher Guérin, le directeur général de Nexans.

En 2018, le groupe a décidé de se recentrer sur les métiers de l'électrification, en abandonnant notamment la fabrication

La demande en électricité verte explose partout pour répondre à l'augmentation des besoins et de la décarbonation.

de câbles pour les télécoms ou l'aéronautique. Pari réussi. Il a retrouvé le chemin de la croissance et de la rentabilité. En Bourse, l'action a grimpé de plus de 300% en cinq ans.

La demande en électricité verte explose partout pour répondre à l'augmentation des besoins et de la décarbonation. «Rien qu'avec le développement de l'intelligence

artificielle, les besoins des data centers vont passer de 10 GW à 120 GW d'ici à 2030», souligne le patron de Nexans. Dans le même temps, l'Europe a prévu de lancer 110 à 120 GW d'éolien en mer, les États-Unis, 30 à 40 GW et la Chine, 50 GW. La montée en puissance des énergies renouvelables intermittentes pousse également au développement des interconnexions entre les pays. En 2022, Nexans a ainsi remporté le projet de construction d'un câble reliant la France à l'Irlande, puis en 2023, l'appel d'offres pour un lien de 900 kilomètres posés sous la Méditerranée entre Chypre et la Grèce. Un contrat de 1,43 milliard d'euros.

Mais le marché est de plus en plus tendu. «Nous signons des contrats aujourd'hui pour pouvoir être livrés en 2030, voire 2031. Certains projets d'éoliens en mer sont même abandonnés, faute de pouvoir être raccordés, et les fabricants peuvent se permettre de choisir leurs clients», note Gilles Etheimer, le directeur des achats de RTE, le gestionnaire français du réseau de distribution. En Europe, les délais de livraison s'allongent sur les installations électriques, comme les stations de conversion ou les transformateurs, au point que certains alertent déjà sur les risques de pénurie, sur fond d'envolée des prix de ces matériels presque doublé depuis le Covid. Les Chinois, qui ont fortement augmenté leurs capacités, lorgnent sur le marché européen. Sans succès pour l'instant. «Les barrières réglementaires restent nombreuses», estime le directeur des achats de RTE.

Jean-Claude Bourbon

Les risques d'une pénurie de cuivre

«Au rythme actuel des projets, la demande de cuivre devrait très vite représenter 160% de la consommation actuelle», assure Christopher Guérin, le directeur général de Nexans, alors que les cours sont déjà à leur plus haut niveau historique. Le groupe estime néanmoins avoir un avantage compétitif par rapport à ses concurrents, en ayant conservé ses activités métallurgiques, avec des fonderies un peu partout dans le monde, comme celle de Lens. Il transforme lui-même le cuivre, qu'il achète directement aux compagnies minières, au Chili et au Pérou, avec qui des contrats d'achat de long terme ont été passés. Le groupe met aussi l'accent sur le recyclage. «Nous poussons nos clients à entrer dans une logique d'économie circulaire», affirme Vincent Dessale. Dans ses usines, Nexans affiche un taux de recyclage du cuivre de 15% et compte atteindre 30% en 2030. Un programme en ce sens devrait être présenté en juillet.

essentiel

Pharmacie — Accord sur des revalorisations avec l'assurance-maladie

La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France a signé vendredi 7 juin de nouvelles conditions tarifaires avec l'assurance-maladie. Les pharmaciens d'officines, qui avaient fait pression fin mai avec une grève massive, affirmaient perdre de l'argent en substituant des médicaments biologiques par des équivalents moins cher, à l'image des génériques. Ces valorisations vont permettre «de faire faire des économies à l'assurance-maladie», estime le syndicat majoritaire.

Autoroute

Nouvelles violences lors d'une manifestation contre l'A69

Un nouveau rassemblement contre la construction de l'autoroute Castres-Toulouse a dégénéré samedi 8 juin. Un CRS a été atteint par un cocktail Molotov, deux gendarmes et deux manifestants ont été blessés selon la préfecture du Tarn, qui a dénoncé des attaques d'une extrême violence, menées par «1200 individus radicaux, manifestation venue pour casser». Des milliers d'opposants écologistes avaient bravé l'interdiction préfectorale pour participer à des ateliers et à une «Manif'Action» près du village de Puy-laurens, à l'appel de collectifs locaux et les Soulèvements de la Terre.

51%

C'est la part de production aquacole dans le monde, qui dépasse pour la première fois en 2022 celle de la production halieutique, selon un rapport de l'agence des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) publié lors d'une conférence sur la conservation des océans au Costa Rica. La pisciculture, la conchyliculture et l'algoculture «fournissent 57% des produits animaux aquatiques utilisés pour la consommation humaine dans le monde». Ce commerce international est dominé par la Chine, la Norvège et le Vietnam, qui représentent le quart des exportations. Les stocks de poissons «biologiquement durables» continuent à décliner, à 62,3% en 2021.

sur la-croix.com

Méga-usines de batteries: nos industriels font-ils les bons choix?

Documents sauvegardés

L'USINE NOUVELLE

© 2024 L'Usine Nouvelle. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240610-GUNB-2214410

Nom de la source

L'Usine Nouvelle (site web)

Monday, June 10, 2024

Type de source

Presse • Presse Web

L'Usine Nouvelle (site web) •
1047 mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

La Norvège, pilier stratégique de Nexans pour ses câbles sous-marins haute tension

Nexans, deuxième câblage mondial, a finalisé un investissement de 290 millions d'euros sur son site d'Halden en Norvège. En activité depuis 50 ans, cette usine du groupe français dispose désormais de capacités et de technologies accrues pour les câbles sous-marins haute tension indispensables aux parcs éoliens offshore et aux interconnexions.

L'usine norvégienne de Nexans fait dans le gigantisme. A Halden, à deux heures au sud-est d'Oslo, se trouvent des laboratoires de tests de 30 mètres de hauteur sous plafond, peuplés de générateurs géants capables de délivrer des puissances de plus de 3 mégavolts, dans un décor digne des BD Blake & Mortimer. Au centre du site se dresse désormais une seconde tour de près de 153 mètres. Une jauge qui en ferait désormais le plus haut bâtiment de toute la Norvège.

Dans les différents bâtiments, sur plusieurs lignes dépassant parfois cent mètres de long, défilent et s'enroulent au ralenti des kilomètres de câbles d'un diamètre allant d'une petite à une large assiette. A l'extérieur, on croise encore deux massives tables tournantes, capables de stocker des sections allant

jusqu'à 150 kilomètres et pesant 10000 tonnes. Le poids d'une tour Eiffel. Ces câbles sont ensuite chargés directement sur les deux bateaux de Nexans, le Skagerrak et l'Aurora, deux monstres rouges et blancs qui s'amarrent directement au quai de l'usine grâce aux eaux profondes du fjord.

Le site norvégien de Nexans est particulièrement stratégique. C'est son plus imposant au monde pour les câbles sous-marins de haute tension - deux autres sont implantés au Japon et aux Etats-Unis. Ce n'est pas un hasard si le groupe français y a investi 290 millions d'euros depuis 2021. Cette extension de 34000 m² - l'usine frôlant désormais les 100000 m² - a permis de doubler les capacités du site pour la fabrication de câbles sous-marins extrudés pour le courant continu à haute tension (CCHT, 525000 volts), et de renforcer aussi les gammes en courant alternatif (CAHT, 420000 volts).

Au-delà de l'augmentation de capacités, Vincent Desalle, directeur des Opérations de Nexans décrit « une montée en gamme, en capacités technologiques », avec la faculté de produire les « nouvelles normes de câbles sous-marins pour les parcs éoliens offshore de grande capacité », et aussi pour les plus

grandes interconnexions de réseaux électriques. Comme pour le gigantesque projet Celtic Interconnector, contrat remporté par Nexans en 2022 pour rallier les réseaux électriques français et irlandais via une liaison de 500 kilomètres sous la mer.

L'extension de l'usine Nexans à Halden, en Norvège, a été inaugurée le 6 juin 2024 par les dirigeants et les élus locaux. © Nexans Une demande d'électrification qui explose pour l'éolien offshore et les interconnexions

La demande explose, nourrie par l'accroissement considérable de besoins d'électrification partout sur la planète et par l'essor de l'électricité verte qu'il faut acheminer, des parcs éoliens de mer du Nord vers les pays d'Europe du Sud par exemple. « En 2019, le carnet de commandes cumulé des trois grands câblages mondiaux était de l'ordre de 5 milliards d'euros, il atteint aujourd'hui 33 milliards d'euros », remarque Christopher Guérin, directeur général de Nexans.

Soulignant que les activités de transmission d'énergie du groupe sont désormais axées à « 98% sur le sous-marin. Il y a davantage de barrières à l'entrée, comme la nécessité d'avoir des bateaux pour la pose, donc moins de concurrence. Sur

Documents sauvegardés

les fermes éoliennes offshore sur longue distance, seuls 4 ou 5 acteurs en sont capables, sur les interconnexions sous-marines seulement 2 ou 3 ». Face à la demande, les lignes tournent en continu dans l'usine norvégienne, fondée en 1974. C'est ici qu'ont été conçus et produits les câbles pour la toute première interconnexion sous-marine, entre la Norvège et le Danemark. A l'époque, seulement 34 employés y opéraient contre plus de 1000 aujourd'hui, dont 100 postes supplémentaires créés avec l'extension des unités de production. Fêtant cette année son cinquantenaire, l'usine a été acquise en 1987 par Alcatel, devenu depuis Nexans, et continue de se poser comme un maillon industriel essentiel du groupe.

Les bobines de cuivre patientent avant d'être chargées dans la tréfileuse automatique. © Nexans

Dans le nouveau bâtiment, des dizaines de bobines de cuivre ou d'aluminium patientent avant d'être chargées dans l'immense tréfileuse. Sur cette ligne de 117 mètres, des automates rotatifs effectuent l'enchevêtrement des fils pour obtenir les bonnes propriétés de conduction d'électricité. Une première gaine noire isolante vient garnir le câble, encore au début d'un long parcours. L'étape suivante se poursuit dans la toute nouvelle tour, pour les opérations d'isolation par extrusion. Le câble est hissé au sommet, où se trouve le chargement des isolants. Depuis une salle blanche, pour éviter toute contamination particulière, ces isolants sont ensuite ajoutés dans le procédé pour être thermoformés autour du câble et l'isoler par deux couches fines de matériaux semi-conducteurs et d'une épaisse de polyéthylène réticulé. Le processus se fait en descente de tour pour « profiter de la gravité », explique

un opérateur. Le câble, qui a dès lors triplé d'épaisseur, poursuit sa route vers d'imposants paniers de stockage pour des procédés de dégazage, l'extrusion pouvant causer des dégagements de méthane à l'intérieur du câble. Des câbles assemblés à la verticale à une vingtaine de mètres de hauteur

Au total, une section de 10 kilomètres nécessite une semaine de production lors de cette première phase avant de reposer un mois dans un panier de dégazage. Le transit reprend ensuite pour l'extrusion de l'écran isolant, destiné à empêcher l'eau de pénétrer, via l'ajout d'une feuille de plomb, de couches de matériaux absorbants ou encore de polyéthylène. Le procédé s'effectue cette fois à l'horizontale, avant des refroidissements dans des bains d'eau à température décroissante pour éviter tout risque de craquelures.

Pour les câbles destinés au courant alternatif, et qui nécessitent d'être triphasés, une dernière étape impressionnante consiste à l'assemblage de trois câbles, à la verticale. Un carrousel gargantuesque embarque trois gigantesques paniers de câbles, surplombés de bobines déroulant en linéaire des matériaux de bourrage. Le tout s'enroule lentement à une vingtaine de mètres de hauteur pour former le câble définitif. Lequel vit alors ces derniers jours à la lumière. Après un voyage en bateau, il sera ensuite déposé au fond de la mer, enfouis à l'aide de robots sous-marins à des profondeurs dépassant parfois les 2000 mètres. C'est là qu'il pourra faire parler toute sa puissance électrique.

Documents sauvegardés

L'EXPRESS

© 2024 L'Express. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240618-EWL-m43z6x566bh6lg4enreqlyvu

Nom de la source

L'Express (site web)

Mardi 18 juin 2024

Type de source

Presse • Presse Web

L'Express (site web) • 919 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Nexans, le Français qui se rêve en champion des câbles sous-marins

Baptiste Langlois

Le géant français, dont le carnet de commandes est plein jusqu'en 2028, entend devenir le n°1 mondial du secteur.

L'anecdote pourrait figurer dans le petit livre des savoirs inutiles. Quelle entreprise possède les deux plus grandes tours de Norvège? Le français Nexans (ex-Alcatel Câbles). Cocorico! 153 mètres pour la plus haute, dont la construction s'est récemment achevée. Ce qui en fait le premier gratte-ciel du pays nordique, vante le géant des câbles électriques. Elle relègue au deuxième rang son aîné, copie quasi similaire vue de l'extérieur, une trentaine de mètres de moins, qui régnait jusqu'alors seule sur les environs de Halden, non loin de la frontière suédoise, à cent kilomètres au sud d'Oslo. Dans ces coquilles grises érigées entre fjord et forêts, nul bureau, étage ou salle de conférence. Du vide, ou presque. Seulement un laboratoire au sommet et deux tuyaux, un montant et un descendant, contenant un même câble électrique sur lequel sont apposées trois couches de polymères isolants. Ces tours d'extrusion sont essentielles dans la fabrication d'un câble sous-marin afin de garantir la protection de la partie conductrice, et donc la bonne qualité de ce

passer de dizaines de milliers de volts.

Pour décarboner l'économie et lutter contre le changement climatique, la planète doit s'électrifier. "On rentre dans une époque digne des Trente Glorieuses. Il nous faut repenser et reconstruire tous les réseaux électriques. Ce qu'il s'est passé pour les télécoms, avec plus d'un million de kilomètres de fibre optique dans les fonds marins, se reproduit pour l'énergie. Dans ce domaine, on est en train de bâtir l'équivalent d'Internet", résume Christopher Guérin, le directeur général de Nexans.

La société française rêve de devenir le n°1 mondial de l'électrification, avec une spécialisation particulière dans les câbles sous-marins haute tension, incontournables pour raccorder les parcs éoliens en mer ou pour connecter les réseaux électriques de deux nations. L'entreprise se donne les moyens de ses ambitions, avec l'extension de 34 000 mètres carrés de son usine norvégienne, chiffrée à 290 millions d'euros, et l'investissement de 300 millions d'euros dans un nouveau navire câblé - son troisième -, qui devrait être opérationnel

en 2026.

"Ils peuvent se permettre de choisir leurs clients"

Le groupe possède, en plus de celle de Halden, deux autres usines à Charleston (États-Unis) et en baie de Tokyo (Japon). Mais le doublement des capacités de production de sa fabrique historique est bienvenu, tant les tensions grandissent ces dernières années sur l'approvisionnement des câbles. Nexans, l'italien Prysmian et le danois NKT, les leaders du secteur, représentent entre 70 et 80 % du marché mondial. Les trois câblés réunis affichaient, en 2019, un carnet de commandes d'environ 5 milliards d'euros. "Aujourd'hui, c'est 33 milliards", pointe Christopher Guérin. Le volume de production augmente, mais moins vite que la demande. Résultat : les délais s'allongent. "On est rempli jusqu'en 2028", note Vincent Dessale, le directeur des opérations de Nexans, qui a déjà enregistré pour 7 milliards d'euros de commandes, "à 98 % pour des projets sous-marins".

"On signe maintenant des contrats pour

Documents sauvegardés

des projets livrés après 2030. Le rapport avec ces câblers, qui souffraient avant 2020, a complètement changé. Ils peuvent maintenant se permettre de choisir leurs clients", constate Gilles Etheimer, le directeur des achats chez RTE, le gestionnaire du réseau électrique français. Une opportunité pour quelques acteurs chinois qui tapent à la porte, espérant concurrencer les champions européens? "On n'est pas très ouverts", poursuit Gilles Etheimer. "Il existe encore un écart technique et de savoir-faire, mais on va rapidement les voir arriver", prévient toutefois Vincent Dessale, chez Nexans.

Afin de garder l'avantage, le français s'est fixé un cap clair : faire mieux avec moins. Fini la diversification. L'entreprise a opéré pendant le Covid-19 une sélection drastique : elle se concentre désormais sur quatre secteurs d'activité, au lieu de 34, tout en ayant réduit de 17 000 à 4 000 son portefeuille de clients. Une vision stratégique resserrée autour de "l'électrification du monde", dont le filon des câbles sous-marins.

Dans l'usine norvégienne de Halden, qui a intégré de nouvelles technologies de production, ils sont fabriqués au terme d'un méticuleux processus. Les bobines de cuivre et d'aluminium s'évident en continu pendant qu'un automate enchevêtre les fils aux dimensions voulues pour former un conducteur. Au fur et à mesure de sa progression serpentine dans l'immense hangar, le câble en devenir est recouvert de nombreuses couches isolantes. La fabrication dure plusieurs semaines et le câble, dont une seule section peut mesurer jusqu'à 150 kilomètres et peser 10 000 tonnes, est ensuite stocké sur une immense table pouvant supporter le poids de la tour Eiffel. Charge aux imposants navires

câblers, qui peuvent accéder aux docks de l'usine grâce aux eaux profondes du fjord, de les poser, les joindre ou les réparer au fond des mers.

Ces maillons sont aussi invisibles qu'essentiels. A lui seul, Nexans compte plus de 443 projets d'interconnexion sous-marine, soit plus de 10 000 kilomètres de câbles - la distance entre Paris et Manille (Philippines). Un seuil qui sera vite dépassé lorsque l'entreprise aura livré, d'ici à 2026, le *Celtic Interconnector*, ce projet colossal qui doit lier les réseaux électriques français et irlandais grâce à une liaison sous-marine de 500 kilomètres. Le géant câblé a également connecté à la terre 42 parcs éoliens *off-shore*, dont celui de Saint-Brieuc. Il s'occupera bientôt de ceux de Dieppe Le Tréport et... de New York. "La ville va être alimentée en énergie verte grâce à nous", se félicite Christopher Guérin. Double cocorico!

Note(s) :

Mise à jour : 2024-06-18 05:30

Documents sauvegardés

L'EXPRESS

© 2024 L'Express. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240627-EWL-vj2whxwf5fgxijjggydrjvwdm4

Nom de la source	Jeudi 27 juin 2024
L'Express (site web)	
Type de source	L'Express (site web) • 689 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Paris, Ile-de-France, France	

Avant les législatives, l'Etat investit dans les câbles sous-marins d'ASN

En s'offrant 80 % d'Alcatel Submarine Networks, l'ancienne division de câbles sous-marins d'Alcatel détenue depuis 2015 par le Finlandais Nokia, l'Etat français entérine sa politique de sécurisation d'actifs stratégiques.

A quelques jours du premier tour des élections législatives, l'Etat français entérine sa politique de sécurisation d'actifs stratégiques. Il vient de s'offrir 80 % d'Alcatel Submarine Networks (ASN), l'ancienne division de câbles sous-marins d'Alcatel détenue depuis 2015 par le Finlandais Nokia.

Annoncé jeudi 27 juin par Bercy, le rachat d'une majorité de ce groupe, considéré comme un actif crucial pour la France et qui fabrique, pose et entretient les câbles sous-marins, "démontre la capacité de l'État à investir dans des sociétés françaises afin de soutenir et développer leurs activités stratégiques", a indiqué le ministère de l'Economie dans un communiqué.

100 millions d'euros

Selon une estimation du cabinet de Bruno le Maire, l'Etat devrait déboursier environ 100 millions d'euros pour acquérir cette entreprise, l'un des leaders mondiaux du secteur et valorisée à 350 millions d'euros. "C'est une activité stratégique essentielle pour la France

puisque'elle concerne l'approvisionnement en connexion internet avec l'étranger", indique-t-on au ministère, "dans un contexte où l'on voit que les infrastructures de câbles sous-marins peuvent faire l'objet d'attaques".

Jugés critiques, les câbles sous-marins assurent en effet 99 % des communications numériques mondiales et tout dommage leur étant causé peut donc avoir d'importantes conséquences en matière de communications.

"ASN a connu une transformation importante ces dernières années et occupe une position solide sur le marché", a commenté dans un autre communiqué Pekka Lundmark, PDG de Nokia. "Je suis heureux que nous ayons trouvé un propriétaire naturel pour l'entreprise", a-t-il ajouté.

Négocié depuis près d'un an, l'accord prévoit à terme la possibilité pour l'Etat d'acquérir 100 % du capital de l'entreprise et que Nokia garde une part minoritaire dans une première phase pour faciliter la transition. La transaction devrait être définitive d'ici à la fin de l'année, si les conditions suspensives sont

levées.

Droit de regard

Entré dans le giron de Nokia après la fusion avec Alcatel-Lucent en 2015, ASN avait fait l'objet de négociations en 2019 pour un rachat par l'équipementier français Ekinops mais le processus de vente a été interrompu et l'État disposait d'un droit de regard en cas de vente. "Nokia a présenté un certain nombre de repreneurs potentiels qui ne convenaient pas forcément", souligne le cabinet de Bruno le Maire, ce qui a poussé le ministère à se positionner.

En concurrence avec deux acteurs majeurs, l'américain TE SubCom et le japonais NEC, "la société est sur une trajectoire de croissance, et entre 2019 et aujourd'hui, le chiffre d'affaires a quasiment doublé", fait-on valoir à Bercy.

ASN, qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros en 2023, compte environ 2 000 salariés, dont les deux tiers en France. Bien que rachetés par Nokia, le siège et l'usine principale de l'entreprise sont restés à Calais et son patron, Alain Biston, est aussi français.

Documents sauvegardés

L'annonce de cette acquisition est faite trois jours avant le premier tour d'élections législatives anticipées qui s'annoncent difficiles pour la majorité présidentielle. "C'est une décision qui est dans le périmètre de ce que le gouvernement a le droit de faire puisque nous ne sommes pas en période d'affaires courantes", assure le cabinet de Bruno Le Maire, qui fait valoir que "les crédits associés ont été votés en loi de finances".

L'ombre d'Atos

Autre dossier majeur, la chute d'Atos, lourdement endetté et qui peine à trouver une voie pour sortir de la crise, mobilise également depuis plusieurs mois le gouvernement, soucieux de préserver les parties les plus sensibles pour sa souveraineté de cet ex-fleuron de l'informatique.

Mi-juin, l'État avait ainsi fait une offre de 700 millions d'euros pour acheter ses activités jugées stratégiques, dont les supercalculateurs, les contrats avec l'armée et les produits de cybersécurité, afin d'éviter qu'elles ne tombent entre les mains d'acteurs étrangers.

L'Etat a également octroyé un prêt de 50 millions d'euros à l'entreprise et acquis une "action de préférence" lui permettant de mettre son veto à certaines opérations au niveau de Bull, la filiale qui construit ces supercalculateurs.

Note(s) :

Mise à jour : 2024-06-27 09:50

Documents sauvegardés

LesEchos.fr

© 2024 Les Echos. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20240627-ECF-01102286611428

Nom de la source	Jeudi 27 juin 2024
Les Echos (site web)	
Type de source	Les Echos (site web) • 727 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Câbles sous-marins : Nokia cède ASN à l'Etat français

RAPHAEL BALENIERI

Bercy va racheter 80 % de cette société spécialisée dans la conception, la pose et l'entretien des câbles via lesquels transite l'Internet mondial, pour environ 100 millions d'euros.

Après plusieurs tentatives infructueuses dans le passé, cette fois, c'est fait : Nokia va vendre la quasi-totalité d'Alcatel Submarine Networks (ASN) à l'Etat français. L'Agence des participations de l'Etat (APE) va racheter 80 % de cette filiale spécialisée dans la pose, la conception et l'entretien des câbles sous-marin pour environ 100 millions d'euros, ont annoncé Bercy et Nokia jeudi matin.

Les deux parties étaient en discussion depuis un an. La transaction valorise ASN 350 millions d'euros, dette comprise. Dans l'immédiat, le géant finlandais des télécoms, qui détenait ASN depuis 2015, conservera les 20 % restant, mais le protocole d'achat prévoit que l'Etat puisse racheter, à terme, l'intégralité des parts. Le gouvernement n'était pas le seul en lice, mais Paris est vite monté au créneau. « Les repreneurs potentiels ne nous convenaient pas totalement, c'est pourquoi nous avons décidé de réaliser cette acquisition en direct », explique Bercy.

Car si la somme peut paraître modeste,

l'activité d'ASN, elle, est stratégique. Environ 90 % du trafic Internet mondial passe par les câbles sous-marins posés au fond des mers et des océans. Or ASN, qui fut autrefois dans le giron d'Alcatel, est l'une des rares entreprises en Europe à maîtriser cette expertise. Au total, ASN a posé 800.000 kilomètres de câbles sous-marins dans le monde, soit 20 fois la circonférence de la Terre. Ses clients sont les opérateurs télécoms et les Gafam, qui financent ces câbles transcontinentaux via de grands consortiums et qui achètent ensuite la bande passante ou en vendent à d'autres.

Milieu d'un cycle

Et la demande pour ces infrastructures explose, portée notamment par l'essor du streaming. Depuis 2019, le chiffre d'affaires d'ASN a ainsi doublé pour atteindre un peu plus de 1 milliard d'euros. L'entreprise emploie aujourd'hui environ 1.000 salariés, essentiellement en France sur son site de Calais, mais aussi au Royaume-Uni et en Norvège. « ASN est l'un des leaders mondiaux des câbles sous-marins avec une position unique en Europe, explique Bercy. Il fallait protéger cette activité stratégique et sou-

veraine. Cette transaction montre l'attachement du gouvernement aux sujets de souveraineté, on le voit sur les vaccins, les médicaments et les câbles. »

Mais pour Nokia, cette activité, petite à l'échelle du groupe, était devenue moins stratégique au fil du temps. En 2019, une première tentative de vente à la société Ekinops avait échoué. Dans la foulée, Orange avait regardé le dossier, mais sans aller au bout. Les difficultés récentes de Nokia sur son coeur de marché (la vente d'équipements aux opérateurs télécoms) semblent avoir relancé le processus. Le groupe est au milieu d'un cycle : les pays commençant à être bien couverts en 5G, les opérateurs dépensent moins pour s'équiper avec de nouvelles antennes. C'est notamment le cas aux Etats-Unis, premier marché du groupe, où Nokia vient de perdre un contrat historique à 14 milliards de dollars au profit de son grand rival Ericsson. Et la 6G n'est pas encore là pour prendre le relais.

Dans ce contexte, le groupe dirigé par Pekka Lundmark a promis de réaliser entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros d'économies sur trois ans, dont 400 mil-

Documents sauvegardés

lions dès cette année. Pour cela, Nokia va supprimer entre 9.000 et 14.000 postes à l'échelle mondiale, soit jusqu'à 16 % de ses effectifs. En France, le groupe cherche à faire partir, sur la base du volontariat, quelque 360 personnes, dans son sixième plan de départ depuis 2016. Mais Bercy l'assure : les 1.000 salariés d'ASN resteront en poste. « Il n'y aura aucune rupture brutale, promet Bercy. Au contraire, nous allons maintenir le management et continuer d'investir dans l'outil industriel d'ASN. »

VIDEO. Du télégraphe à Internet : l'incroyable histoire des câbles sous-marins

La vente d'ASN va permettre à Nokia de se recentrer sur son activité Réseaux et d'augmenter sa marge sur ce métier (entre 100 et 150 points de base de plus, selon le groupe). Pekka Lundmark y voit une « très bonne étape » qui va permettre au groupe de se concentrer sur « la croissance et le renforcement du leadership technologique ». Pour ASN, qui revendique 160 ans d'histoire, c'est en tout cas une nouvelle page qui commence.

Raphaël Balenieri

Encadré(s) :

A Toulon, Orange défend sa place dans la géopolitique des câbles
<https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/a-toulon-orange-defend-sa-place-dans-la-geopolitique-des-cables-1981013>

Documents sauvegardés



© 2024 La Tribune. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240627-TF-fr_trib_1000871_1719479402

Nom de la source	Jeudi 27 juin 2024
La Tribune (site web)	
Type de source	La Tribune (site web) • 851 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Câbles sous-marins : l'Etat rachète Alcatel Submarine Networks à Nokia

Pierre Manière

Le gouvernement a signé une promesse d'achat pour acquérir 80% du capital d'Alcatel Submarine Networks (ASN) auprès de l'équipementier télécoms finlandais Nokia. L'Etat souhaitait, depuis des années, conserver cette activité éminemment sensible et stratégique dans son giron.

L'affaire était devenue un serpent de mer. Cela faisait des années que l'Etat français cherchait à conserver Alcatel Submarine Networks (ASN) dans son giron. C'est désormais chose faite. Mercredi soir, Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances, a signé une promesse d'achat pour acquérir 80% du capital du champion des câbles sous-marins auprès de Nokia. Le géant finlandais des équipements télécoms souhaitait s'en séparer, lui qui avait récupéré cette activité lors de son rachat d'Alcatel en 2015.

Le *deal* devrait, d'après Bercy, être définitivement bouclé d'ici à la fin de l'année. ASN passera alors sous la coupe de l'Agence des participations de l'Etat (APE). L'accord a été signé sur la base d'une valeur d'entreprise de 350 millions d'euros. Nokia restera, au terme de l'opération, actionnaire minoritaire d'ASN à hauteur de 20%. Mais le *deal* prévoit que l'Etat aura, plus tard, la possibilité de grimper à 100% du capital. Bercy n'était pas en mesure, ce jeudi

matin, de préciser le montant exact qui sera déboursé pour cette acquisition.

Lire aussi Télécoms : Bruxelles tire la sonnette d'alarme sur la sécurité des câbles sous-marins

Des câbles vitaux pour l'Internet mondial

Ce rachat vient mettre un point final à un très, très long feuilleton. Depuis le rachat d'Alcatel par Nokia, le gouvernement bénéficiait d'un droit de regard sur toute vente d'ASN. Et pour cause, cette activité est aussi stratégique que sensible. ASN est l'un des trois leaders mondiaux des câbles sous-marins dédiés aux télécommunications. Ces infrastructures, où transitent 99% des communications intercontinentales, constituent le véritable socle de l'Internet mondial. Ces autoroutes du numérique sont depuis toujours dans le viseur des militaires et des espions. Pour la France, il était impensable, pour des questions de souveraineté, de perdre la main sur cette activité.

Nokia a multiplié, ces dernières années, les tentatives de vendre ASN. Mains scénarios ont successivement été envisagés. Il y a eu celui d'un rachat par le français Ekinops, ou encore celui d'un adossement à l'opérateur historique Orange... Mais les négociations ont à chaque fois échoué. En 2019, Nokia a finalement décidé de conserver cette pépite. Mais d'après Bercy, le groupe finlandais, qui est aujourd'hui en pleine restructuration liée à une situation économique difficile, a choisi, il y a environ un an, de s'en séparer. Son état-major a présenté plusieurs repreneurs potentiels au gouvernement. Mais ceux-ci ont été jugés « *indésirables* » par l'exécutif, qui a donc décidé de mettre directement la main au portefeuille.

Lire aussi Pourquoi Nokia ne veut plus lâcher Alcatel Submarine Networks

Bercy justifie cette emplette par le caractère « *éminemment stratégique* » d'ASN. Aujourd'hui, les projets de câbles sous-marins se multiplient à travers le monde. Outre les opérateurs télécoms qui en ont besoin pour acheminer

Documents sauvegardés

leur trafic, les Gafam investissent des milliards d'euros dans ces infrastructures essentielles pour relier leurs data centers, et vendre leurs services numériques. Surtout, « *ces câbles sous-marins peuvent faire l'objet d'attaques* », rappelle Bercy, qui souligne le gros avantage de disposer d'une capacité de fabrication de câbles, de pose comme de maintenance avec des navires spécialisés.

Avec ce rachat, le gouvernement souhaite aussi s'assurer qu'ASN préserve son leadership et son savoir-faire mondialement reconnu. « *Il y avait un risque qu'avec le temps, l'entreprise ne fasse plus l'objet de l'attention managériale dont elle a besoin, et qu'elle souffre d'un manque d'investissement* » de la part de Nokia, explique-t-on à Bercy. Ce qui aurait pu, dans un tel scénario, déboucher sur un déclassement à petit feu. Cela dit, l'activité d'ASN, qui compte environ 1.000 employés et une importante usine à Calais, est aujourd'hui en forte croissance. Depuis 2019, son chiffre d'affaires a été multiplié par deux, à plus de 1 milliard d'euros. Dans un communiqué, Nokia justifie cette cession en arguant qu'ASN constituait une activité « *autonome et non essentielle* » au regard de son cœur de métier, qui repose sur le développement de technologies mobiles comme la 5G.

Lire aussi Les câbles sous-marins, autoroutes vitales de l'Internet mondial

Ce *deale* le timing de son annonce intervient à un moment opportun pour le gouvernement. Cette opération est, de fait, l'occasion pour l'exécutif de communiquer, à quelques jours des élections législatives, sur sa volonté de tout faire pour préserver la souveraineté industrielle et technologique de la France.

Cela fait plus de 20 ans qu'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs essuient, à cet égard, de sévères critiques. Du rachat d'Alcan par Rio Tinto, à celui d'Arcelor par Mittal, en passant par celui d'Alcatel par Nokia, mais aussi et surtout la vente d'Alstom Power à General Electric, on ne compte plus les fleurons industriels français qui sont passés, ces dernières années, sous pavillon étranger. Le rachat d'ASN et la reprise, le mois dernier, des activités nucléaires de General Electric par EDF, matérialisent, aux yeux du gouvernement, sa nouvelle politique visant à protéger les intérêts les plus stratégiques du pays.

Cet article est paru dans La Tribune (site web)

<http://www.la Tribune.fr/technos-medias/telecoms/cables-sous-marins-l-etat-rachete-alcatel-submarine-networks-a-nokia-1000871.html>

Note(s) :

Mis à jour : 2024-06-27 10:54 UTC +02:00

Pourquoi les triangulaires vont faire leur retour

Le premier tour des élections législatives, ce dimanche, pourrait se solder par un grand nombre de triangulaires, ces situations où trois candidats peuvent se maintenir au second tour. Explications.

Législatives 2024

Elles sont l'incarnation de la « tripartition » politique que les observateurs décrivent depuis plusieurs années. Dimanche soir, les triangulaires, ces seconds tours avec trois candidats, seront potentiellement plus nombreux. Beaucoup plus, en tout cas, qu'ils ne l'avaient été lors des élections législatives de 2017 ou de 2022, quand leur nombre avait été très limité, au profit des configurations de « duel ». Ce qui change cette année ? Les caractéristiques du scrutin de 2024 permettent de cocher plusieurs cases.

Une forte participation, d'abord. C'est la clé, car pour se maintenir au second tour, il faut avoir réuni un nombre de voix égal ou supérieur à 12,5 % des électeurs inscrits, stipule le Code électoral. Plus il y a de votants, plus il devient facile de dépasser ce seuil des 12,5 % des inscrits.

Par exemple, si un candidat fait un score de 20 %, mais que le taux de participation est de 40 %, il ne réunit en réalité que 8 % des électeurs inscrits. Ce candidat n'est alors pas qualifié pour le second tour. En revanche, s'il fait un score de 20 % et que le taux de participation est de 65 %, il réunit 13 % des inscrits. Il peut donc se maintenir.

« Un enjeu assez phénoménal »

Or, la participation, qui n'a cessé de décliner au fil des décennies, s'annonce plus importante cette fois. Elle devrait connaître un sursaut, comme lors de la dissolution de 1997. Le nombre de procurations est, par exemple, cinq fois supérieur à celui



Photo : Mathieu Pattier - Ouest-France.

enregistré lors des législatives de 2022. La participation des Français de l'étranger, qui peuvent voter depuis mardi, semble, elle aussi, connaître un fort regain.

Ce n'est pas un hasard, selon Antoine Bristielle, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès. Ce potentiel surcroît de participation tient d'abord à la convocation surprise du scrutin, sans qu'il soit lié à une présidentielle, alors que « d'ordinaire, les élections législatives sont des élections de confirmation du résultat de la présidentielle, ce qui va démobiliser une partie de l'électorat ».

Surtout, « il y a un enjeu assez phénoménal, qui n'existait pas ces dernières décennies : on est à quinze jours d'avoir, potentiellement, un gouvernement Rassemblement

national. »

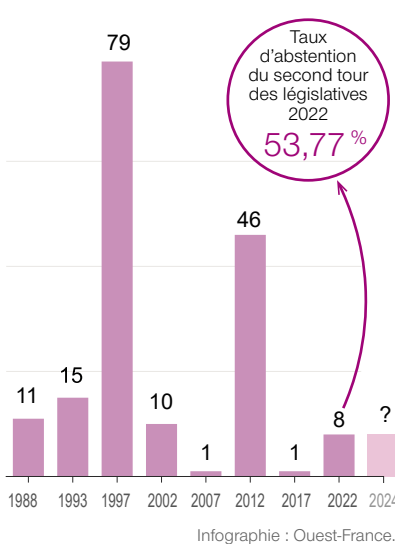
Une hypothèse qui, logiquement, mobilise les électeurs de l'extrême droite, mais aussi ceux de la gauche et du centre, pour qui la volonté d'empêcher le Rassemblement national (RN) d'accéder au pouvoir est un fort vecteur de mobilisation.

Autre circonstance favorisant les triangulaires : un nombre de candidats plus restreint. Il y a 4 011 candidats sept par circonscription. Deux fois moins que lors des législatives de 2017 (quatorze candidats par circonscription).

Une dissolution inattendue

Une différence qui s'explique par la soudaineté de la dissolution – les petites formations politiques n'ont

Nombre de triangulaires au second tour des élections législatives (avant les désistements)



Infographie : Ouest-France.

pas pu se préparer. Qui dit moins de candidats, dit aussi moins de dispersion des voix, et plus de chance de passer le seuil des 12,5 % des inscrits...

Va-t-on dépasser le nombre de triangulaires de 2012 (il y en avait quarante-six), voire de 1997 (il y en a eu soixante-dix-neuf) ?

Quoi qu'il en soit, les états-majors des différents partis ont pu réfléchir en amont à leur positionnement lorsque ce cas de figure se présentera et que leur candidat sera arrivé en troisième position.

Les candidats au second tour auront jusqu'à lundi 18 h pour déposer leur dossier en préfecture.

Maxime MAINGUET et Yiqing QI.

577 députés à élire
au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

Pour un mandat (renouvelable) de **5 ans**.



Photo : Mathieu Pattier - Ouest-France.

Au 1^{er} tour Ce dimanche

Pour être élu, un candidat doit recueillir **plus de 50 %** des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal à **25 %** des électeurs inscrits.

Sont qualifiés au second tour, **les deux premiers**, ainsi que ceux ayant obtenu un nombre de suffrages au moins égal à **12,5 %** des électeurs inscrits.

Au 2nd tour Le dimanche 7 juillet

Le candidat arrivé en tête est élu.
En cas d'égalité, le plus âgé l'emporte.

Un député représente **125 000** habitants en moyenne

539 circonscriptions se situent en Métropole

27 sont en Outre-mer

11 autres sont dédiées aux Français de l'étranger

Infographie : Ouest-France.

On pourra avoir un infirmier référent

Trois arrêtés publiés vendredi élargissent les fonctions des infirmiers, opticiens et kinésithérapeutes.

Les trois professions concernées pressaient le gouvernement de publier, au plus vite, les arrêtés les concernant, à la suite des mesures déjà votées. Il l'a fait sur le fil, avant les vacances et (surtout) les législatives. Ces mesures prises pour pallier le manque de médecins ne font pas vraiment débat entre les partis, mais sont un signal de l'effort entrepris pour l'accès aux soins.

Un décret institue donc la fonction d'infirmier référent pour les patients atteints de maladies chroniques. Pour le Syndicat national des professionnels infirmiers, cette « figure professionnelle » correspond à la notion « d'infirmière de famille » définie par l'Organisation mondiale de la santé. Concrètement, l'infirmier référent pourra assurer la coordination des soins autour du patient. Une mesure prise pour compenser le manque de médecins libéraux, mais mal vue par ceux-ci. Reste un écueil pour une mise en place rapide. Pour l'heure, aucune rémunération spécifique par la Sécu n'a encore été négociée.

Un second décret valide le lancement d'une expérimentation d'accès direct aux kinés (sans passer par le médecin donc), à condition que ceux-ci soient inclus dans une struc-



Un infirmier référent suivra les patients atteints de maladies chroniques.

PHOTO : WAVESBREAKMEDIA/MICRO - STOCKADOB.COM

ture locale de coordination des soins. La liste des six départements, qui se lanceront pour cinq ans, doit cependant être fixée par le Premier ministre.

Un dernier décret valide que les opticiens pourront adapter la prescription d'un ophtalmologiste ou d'un orthoptiste, même dans le cadre d'une première délivrance de lunettes. Jusqu'ici, ils devaient solliciter l'avis écrit du prescripteur. Les syndicats d'ophtalmistes et orthoptistes dénoncent « une perte de chance pour le patient ».

Philippe RICHARD.

Câbles sous-marins : un enjeu stratégique

Le ministère de l'Économie a annoncé s'être porté acquéreur de 80 % d'Alcatel Submarine Networks, spécialiste des câbles sous-marins.

« Je suis ravi, commente Serge Besanger, professeur de stratégie d'entreprise à l'ESCE International Business School et expert auprès du Fonds monétaire international, les repreneurs concurrents n'étaient pas envisageables, il n'y avait pas d'alternative au rachat par la France. » Ce 26 juin, le ministère de l'Économie a officialisé le rachat à 80 % d'Alcatel Submarine Networks (ASN).

L'activité des câbles sous-marins est jugée comme hautement stratégique. Actuellement, 99 % de nos communications numériques transitent par les fonds marins via ces câbles. ASN pèse à lui seul 33 % de la fabrication des câbles sous-marins dans le monde, à la première place devant l'américain SubCom (30 %). ASN exerce aussi dans la pose et la maintenance des réseaux avec sept navires câbliers, sous pavillon français, gérés par Louis Dreyfus armateurs. En Europe, très peu d'entreprises maîtrisent ce savoir-faire et ASN est de loin la plus importante.

L'entreprise est dans l'escarcelle de Nokia depuis 2015. Les offres de rachat émanant d'acteurs économiques de pays concurrents ont poussé le gouvernement français à se positionner via l'Agence de participa-



L'activité des câbles sous-marins est stratégique.

PHOTO : DENIS CHARLET, AFP

tion de l'État (APE). Dans un premier temps, le ministère a annoncé racheter 80 % de l'entreprise pour 100 millions d'euros, mais le protocole conclu avec Nokia envisage une reprise à 100 % à terme. ASN est valorisée actuellement à 350 millions et réalise un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard d'euros.

Pour Serge Besanger, il s'agit d'une « question de souveraineté » et la question du rachat par l'État français ne se posait même pas : « Personne n'a envie que ce genre d'activité soit faite par un compétiteur. »

Chloé RÉBILLARD.

La France en bref

Assurance chômage :

vers un vide juridique au 1^{er} juillet

L'ultimatum tombe décidément très mal alors que les Français sont appelés aux urnes dimanche. Les conditions actuelles de l'assurance chômage ne sont valables que jusqu'au 30 juin. Et le décret qui doit venir acter les règles à compter du 1^{er} juillet ne sera pas publié à temps. Le ministère du Travail a confirmé, hier, qu'il ne paraîtrait pas avant le scrutin. Face à un tel risque de vide juridique, sur quelles bases les chômeurs seront indemnisés ? « Le décret sera pris dans les tout prochains jours », a simplement précisé le ministère. Pour rappel, les partenaires sociaux n'ayant pas trouvé d'accord correspondant aux conditions fixées par le gouvernement, ce dernier avait repris la main sur le sujet. Son projet initial prévoit un accès aux allocations rendu encore plus difficile au 1^{er} décembre, avec une durée maximale d'indemnisation plus courte.

Marianne : Kretinsky et Stérin appuient sur pause

Face à la fronde de la rédaction de Marianne, opposée au rachat de l'hebdomadaire par Pierre-Edouard Stérin, le milliardaire, et CMI France (le groupe de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky) ont suspendu leurs

négociations. La rédaction redoute toutefois une manœuvre destinée à repousser la décision à un moment moins sensible politiquement.

Le couvre-feu maintenu jusqu'au 8 juillet en Nouvelle-Calédonie

Alors que les tensions restent vives en Nouvelle-Calédonie, même si le haut-commissariat de la République note une amélioration de l'ordre public, le couvre-feu, ainsi que l'interdiction de la vente d'alcool, ont été prolongés jusqu'au 8 juillet. Les rassemblements sont interdits de 6 h, le 29 juin à 20 h, le 30 juin. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un incendie criminel a détruit le chantier d'un centre d'intervention de pompiers, à Tontouta. Lancé en novembre dernier, le futur centre devait permettre de raccourcir les délais d'intervention auprès des habitants du secteur nord.

L'épidémie de coqueluche s'intensifie

En France, comme en Europe, l'épidémie de coqueluche bactérienne est particulièrement forte cette année. Elle s'intensifie ces dernières semaines. Le nombre de passages aux urgences a encore augmenté de 29 % la semaine dernière. Depuis le début de l'année, 80 nourrissons de moins de 12 mois, dont les trois



Les conditions actuelles de l'assurance chômage ne sont valables que jusqu'au 30 juin.

PHOTO : ARCHIVES THIERRY CREUX, OUEST-FRANCE

quarts ont moins de six mois, ont été hospitalisés. Des chiffres déjà supérieurs aux 41 cas de 2023. L'analyse provisoire des décès indique 17 décès, dont 13 chez des enfants.

Législatives : émission spéciale

Émission spéciale élections législatives, dimanche sur ouest-france.fr. Depuis notre plateau vidéo, nos journalistes vous donnent rendez-vous à

partir de 19 h 45 pour suivre la soirée électorale. Avec des analyses du service politique, nos envoyés spéciaux dans les QG des partis politiques, nos reportages en région et le décryptage des résultats de ce premier tour.

Fin de la TVA sur l'huile d'olive en Espagne

Le prix de l'huile d'olive, dont la pro-

duction est affectée par les sécheresses à répétition, ne cesse de flamber. En Espagne, le gouvernement a décidé de supprimer la TVA sur cet ingrédient essentiel, en l'incluant dans les produits de première nécessité. Ces produits, comme le pain, les fruits et les légumes, bénéficient en temps normal d'un taux de TVA de 4 % en Espagne. Mais, en période de forte inflation, comme actuellement, ce taux peut être ramené à 0 %. L'Espagne, qui fournit près de 50 % de l'huile d'olive mondiale, est, avec la Grèce, le premier consommateur au monde de ce produit, avec près de 14 litres par habitant et par an.

Feu vert à la vente de BFMTV à CMA CGM

Le régulateur de l'audiovisuel, l'Arcom, et l'Autorité de la concurrence ont donné leur feu vert au rachat par CMA CGM de la branche médias du groupe Altice (BFMTV et RMC). L'Autorité de la concurrence a toutefois conditionné son autorisation au respect de certains engagements concernant le marché publicitaire dans le sud de la France. Car l'armateur marseillais, dirigé par le milliardaire Rodolphe Saadé, possède déjà le quotidien La Provence. Pour rappel, le groupe avait annoncé le 15 mars avoir signé un accord pour

racheter Altice Media à l'homme d'affaires Patrick Drahi, pour 1,55 milliard d'euros.

Saint-Gobain acquiert le chimiste Fosroc

Le géant français des matériaux de construction Saint-Gobain annonce l'acquisition de Fosroc. Ce groupe britannique fournit à l'industrie du bâtiment notamment des additifs pour béton et ciment. Le montant de l'acquisition s'élève à environ 960 millions d'euros. Fosroc compte environ « 3 000 employés et vingt usines dans le monde, indique Saint-Gobain. C'est une référence en Inde. »

Plus de 50 000 participants attendus à Paris à la marche des fiertés

50 000 à 80 000 participants sont attendus à la marche des fiertés LGBTQ+ organisée ce samedi, à Paris. Cette marche sera placée sous le thème de la « lutte contre la transphobie qui, on l'a vu, est monnaie courante depuis plusieurs semaines et qui demande, en retour, de la transolidarité », souligne James Lepeltier, président du collectif regroupant une soixantaine d'associations. Le cortège s'élancera à 13 h 30 pour rejoindre la place de la République, où un concert est prévu.

Pauvres créatures de Floride

Emmenée par l'acteur Vince Vaughn, en grande forme, l'adaptation sérieuse d'un roman de Carl Hiaasen danse entre thriller et satire

APPLE TV+
À LA DEMANDE
SÉRIE

Né en 1953 en Floride où il a exercé la profession de journaliste – essentiellement au *Miami Herald* – pendant un tiers de siècle, Carl Hiaasen sait tout de son Etat : la beauté de sa flore et de sa faune, la dépravation d'une bonne partie de sa population, dont la fraction la plus riche semble résolue à détruire ce qui fut, il n'y a pas si longtemps, un paradis tropical. Hiaasen a chorégraphié ce kaléidoscope où dansent les pélicans et les narcotrafiquants, les lamantins et les promoteurs immobiliers véreux, en une série de romans noirs et multicolores, qui, curieusement, n'avaient, pour l'instant, pas beaucoup intéressé Hollywood.

Bad Monkey est adapté de l'avant-dernier, paru en 2015 en France chez 10/18 sous le titre *Mauvais coucheur*. On y retrouve l'humour grotesque et bienveillant de Hiaasen, porté par une sarabande d'acteurs qui endossent allègrement les rôles les plus improbables : de l'escroc manchot par choix qu'incarne Rob Delaney à la prêtresse obeah d'une île des Bahamas à qui Jodie Turner-Smith offre sa présence hiératique.

Une enquête fantaisiste

En tête de cette troupe, on trouve Vince Vaughn dans le rôle d'Andrew Yancy. Le premier épisode semble montrer Yancy au fond du trou : après avoir été muté pour indiscipline de la police de Miami à celle des Keys, ce chapelet d'îles qui prolonge la péninsule, il a réussi à se faire retirer son badge pour avoir catapulté la voiturette de golf du mari de sa maîtresse (Michelle Monaghan), ainsi que ce dernier, dans les eaux de l'Atlantique. Désormais affecté à l'inspection des restaurants – qui se révèlent plus dangereux pour les consommateurs que pour les rats – Yancy dévoile vite deux aspirations contradictoires : être le meilleur détective du monde, d'une part, refuser systématiquement l'autocensure de l'in-



Andrew Yancy (Vince Vaughn) et Rosa (Natalie Martinez) dans « Bad Monkey ». APPLE TV+

cessant flux d'insultes et de moqueries qui s'échappe de sa bouche, d'autre part.

Ce qui fait du personnage une créature étrange. Le gabarit imposant de Vince Vaughn appelle plutôt le laconisme, on dirait souvent que ce grand corps éléphant est habité par l'esprit d'un petit homme qui se venge des plus forts par le sarcasme. Pendant dix épisodes, l'acteur ne se lasse pas de jouer de cette contradiction, utilisant son éloquence aussi bien pour persécuter un agent immobilier (Alex Moffat), qui tente de vendre la monstrueuse villa voisine du coquet cabanon qu'habite notre héros, que pour séduire une légiste de Miami (Natalie Martinez), à laquelle il

remet un bras humain trouvé au bout de la ligne d'un touriste venu jouer les Hemingway.

Ce membre anonyme sert de point de départ à une enquête fantaisiste qui va et vient entre Miami, les Keys et l'île d'Andros, dans les Bahamas. C'est là que se sont réfugiés les méchants, Christopher et Eve, un petit escroc (Rob Delaney) et son épouse qui le force sans relâche à voir grand (Meredith Hagner, cette dernière parfaite en Lady Macbeth qui va au spa pour se débarrasser des taches qu'ont laissées ses mauvaises actions). Fidèle à la manière de Hiaasen, qui aime à déployer des farandoles de personnages secondaires soigneusement détaillés, Bill Lawrence, l'initiateur de la série (après avoir été celui de *Scrubs* et *Ted Lasso*) fait une place à tout le monde.

Jusqu'au gros bras qui s'est mis au service de Christopher et Eve, Egg (David St. Louis), l'un de ces salariés du crime d'ordinaire anonymes, qui trouve le temps de développer une personnalité sinon attachante, du moins complexe. Et si le singe capucin qui donne son titre à la série vous semble familier, c'est que Driggs – c'est le nom du personnage, qui tient,

dans les premiers épisodes, compagnie à un sympathique pêcheur d'Andros – est interprété par Crystal the Monkey, vétéran d'Hollywood, qui fit ses débuts dans *George de la jungle*, en 1997, avant d'apparaître dans des séries comme *The Big Bang Theory* ou *Community* et – c'est plus prestigieux – dans le film de Steven Spielberg, *The Fabelmans* (2022).

Bien sûr, cette foule de distractions sert aussi à masquer quelques faiblesses dans la mécanique policière, et la réalisation recourt souvent à des cadrages de carte postale, peut-être pour compenser tout le mal que l'on pourrait penser de la Floride à contempler ses habitants. Il n'empêche, avec son héros aussi exaspérant que désarmant, *Bad Monkey* trouve l'équilibre entre satire et thriller, qui faisait le charme de certains polars américains des années 1970. ■

THOMAS SOTINEL

Bad Monkey, de Bill Lawrence et Matt Tarses, d'après le roman de Carl Hiaasen (EU, 2024, 10 x 50 min). Avec Vince Vaughn, Michelle Monaghan, Natalie Martinez, Jodie Turner-Smith, Rob Delaney, Meredith Hagner.

Le fabuleux défi de relier le Vieux Continent au nouveau monde

Ruan Magan revient sur le projet de câbles sous-marins de l'entrepreneur Cyrus West Field

ARTE
SAMEDI 17 - 20H55
DOCUMENTAIRE

Il a fallu franchir les 3200 kilomètres entre l'Irlande et Terre-Neuve

C'est une idée folle, qui voit le jour au milieu du XIX^e siècle. Un défi technologique qui, s'il se réalisait, devrait révolutionner les relations entre les peuples en leur permettant de communiquer instantanément, s'affranchissant de toute distance. Pour transmettre un message, il y eut les torches, les tambours, les pigeons voyageurs et le cheval. Puis les services postaux, le chemin de fer. Avant que l'électricité ne bouscule tout.

L'idée folle en question, remarquablement analysée dans le documentaire *L'Aventure du câble transatlantique*, est de relier l'Europe à l'Amérique en posant au fond de l'océan 3 200 kilomètres de câbles en cuivre entre la côte irlandaise et Terre-Neuve, au Canada. Les conversations télégraphiques d'un continent à l'autre seraient ainsi possibles. Une idée que l'on doit au jeune et riche entrepreneur américain Cyrus West Field (1819-1892).

Mis en images par Ruan Magan, ce film franco-irlandais se révèle passionnant. Avec un équilibre réussi entre scènes reconstituées, photographies d'époque, témoignages d'universitaires irlandais, anglais, français et américains. Des animations colorées et didactiques permettent de mieux comprendre les subtilités scientifiques développées dans cette innovation complexe. Et l'on voit de somptueuses vues aériennes de la petite île de Valentia, sur la côte sud-ouest de l'Irlande, et de Terre-Neuve, les deux points choisis pour relier le Vieux Continent au nouveau monde.

Pour donner une idée de l'impact d'un tel projet sur l'humanité, il suffit de rappeler qu'aujourd'hui encore, 99 % des flux d'information dans le monde passent par les câbles sous-marins, le 1 % restant l'étant par satellite. En 2024, on estime qu'il y a 500 câbles sous-marins de haute technologie sur 1,4 million de kilomètres environ,

posés au fond des océans à travers le monde. Si l'on communique aujourd'hui aussi facilement, c'est grâce à cet incroyable personnage que fut Cyrus West Field et aux brillants esprits dont il s'entoura, dont le physicien William Thomson (1824-1907), pour mener à bien cette aventure hors norme.

L'expérience échoua à plusieurs reprises. De la première tentative infructueuse, le 4 août 1857, à celle, enfin probante, de juillet 1866, il aura fallu apprendre de ces échecs et perfectionner la fabrication des câbles, la façon de les transporter et la manière de les poser sans casse au fond de l'océan. Après trois tentatives avec deux bâtiments de guerre aménagés pour acheminer hommes et matériel, c'est en choisissant d'embarquer à bord d'un seul navire – le plus grand du monde à l'époque – que Field et ses équipes réussirent à câbler les 3 200 kilomètres qui séparent l'Irlande de Terre-Neuve.

L'imposant *Great Eastern* et ses 200 mètres de longueur, aménagé pour transporter 10 000 tonnes de câbles, se révéla parfait, avec sa stabilité, pour une opération si risquée. Un succès salué par le monde entier, président américain et reine de Grande-Bretagne et d'Irlande en tête. Et par une presse enthousiaste qui estimera que ces milliers de kilomètres de câbles sous-marins « ont annihilé le temps et l'espace ». Dans les années suivantes et jusqu'en 1900, d'autres pays déploieront des câbles sous les mers. Jusqu'à ce que la planète soit interconnectée. ■

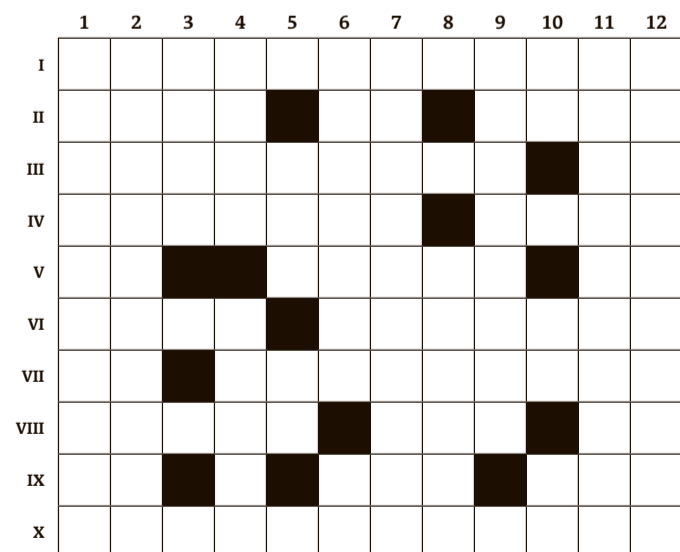
ALAIN CONSTANT

L'Aventure du câble transatlantique. Une révolution du XIX^e siècle, de Ruan Magan (Irl.-Fr., 2022, 90 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 192
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 191

HORIZONTALEMENT I. Grenouillage. II. Repoussées. III. Attrition. Dc. IV. Fred. Estival. V. Fa. Ion. Anima. VI. Ides. Sorel. VII. Tu. Tgiod (doigt). Asa. VIII. Eire. Lô. Oyat. IX. Uro. Dé. Emeri. X. Rétrospectif.
VERTICALEMENT 1. Graffiteur. 2. Retraduire. 3. Epte. Rot. 4. Nordiste. 5. Oui. Do. 6. Ustensiles. 7. Isis. Ooo. 8. Léotard. Ee. 9. Lénine. OMC. 10. As. Vilayet. 11. Dam. Sari. 12. Exclamatif.

HORIZONTALEMENT

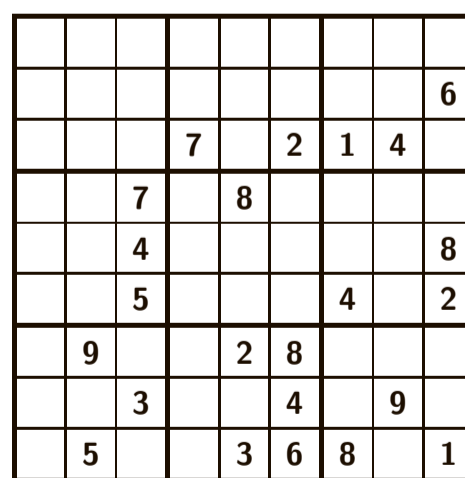
I. Même dans sa loge, elle ne distribue pas le courrier. II. Cours de Russie. Bout de métal. Folâtre. III. Agacer et harceler. Propos agaçant. IV. Se lamenter sans raisons. Ne lâche pas. V. Conjonction. Passât d'un compte à un autre. Note. VI. Ravi en éclats. Piégés par les fonds. VII. Négation. Soulage la pépie. VIII. Pour une attaque en pointe. Fait l'innocent. Dans l'erreur. IX. Note. Dégage. Cahier d'humour. X. Vraiment peu engageants.

VERTICALEMENT

1. Vit lui aussi au dépens de celui qui l'écoute. 2. Attend l'appel pour y aller. 3. Contre tout. 4. Le jaune porte le sept de carreau. Passe à Tarbes et à Bayonne. 5. Support numérique. Début d'écriture. 6. Polynésiennes de Nouvelle-Zélande. En rogne. 7. N'a pas les deux pieds dans le même sabot. 8. Cours et département. 9. Acier à forte attirance. 10. Attire l'œil du lecteur. Personnel. Tour complet. 11. Bloquèrent le développement des plantes. 12. Passeras sous la responsabilité de la collectivité.

SUDOKU

N° 24-192



7	3	4	1	2	8	9	5	6
8	1	9	7	6	5	4	2	3
5	2	6	4	9	3	8	1	7
9	6	2	3	7	4	5	8	1
1	5	7	2	8	9	6	3	4
4	8	3	5	1	6	7	9	2
3	7	5	9	4	2	1	6	8
2	4	8	6	5	1	3	7	9
6	9	1	8	3	7	2	4	5

Très difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

Chaque jeudi, le meilleur de la presse étrangère



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abonjournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Ciadella



67-69, avenue Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

En mer de Chine méridionale, la bataille des câbles sous-marins



Plus de 430 câbles sous-marins sont en service aux quatre coins de la planète. (Crédits : DR)

Margot Ruault

Espionnage, influence, lobbying... Les câbles sous-marins, vitaux pour la connexion des pays dans le monde, sont désormais au cœur des tensions entre Washington et Pékin. Et la mer de Chine méridionale en Asie du Sud-est est l'un de leur terrain d'affrontement.

C'est une drôle de guerre qui se joue, loin des yeux du grand public, à des kilomètres de profondeur sous les eaux de la mer de Chine méridionale. A cet endroit, des câbles sous-marins permettent de connecter l'Asie du Sud Est au reste du monde. Téléphonie, internet, envoi de mails, achat sur internet... Au total, dans le monde, plus de 430 câbles de ce type sont en service, d'après les données du centre de recherche [Telegeography](#). Une gigantesque toile qui permet d'assurer 99% des communications entre les continents.

Mais depuis quelques années, les tensions se sont cristallisées dans cette région d'Asie. Pékin a notamment rendu de plus en plus difficile aux entreprises du secteur d'obtenir des permis afin de poser ou de réparer les câbles installés en mer de Chine. En effet, d'après le droit international, les projets de câbles situés

dans un rayon de 12 miles nautiques autour d'un territoire doivent obtenir une autorisation du pays en question, rappelle Michael Delaunay, docteur en science politique et spécialiste des câbles en Arctique. La Chine rallonge ainsi les délais et impose des exigences plus strictes.

Pire, les entreprises doivent également demander un permis auprès des autorités chinoises au-delà de cette distance, car le pays revendique une grande partie des eaux de la mer de Chine méridionale, en violation du droit maritime international.

« *C'est une demande illégale mais les entreprises jouent le jeu pour ne pas se mettre la Chine à dos et voir les délais encore augmenter* », précise Michael Delaunay.

Résultat, de nombreux projets sont retardés. A l'image du câble SJC2, censé relier le Japon et Singapour en passant par Hong-Kong, le Vietnam ou encore la Corée du Sud, retardé de plus d'un an. Un des détenteurs du câble n'est autre que l'entreprise américaine Meta. « *Un tel retard signifie pour les entreprises des dépenses supplémentaires, des assurances qui augmentent, des banques moins enclines à financer de futur projet* », énumère

ÉCONOMIE

En mer de Chine méridionale, la bataille des câbles sous-marins

le spécialiste. Des tensions en mer de Chine qui font également craindre des actes possibles de **sabotage**. Les îles Matsu, administrées par Taïwan, ont souffert à plusieurs reprises de coupures de câbles, les communications étant interrompues parfois pendant quelques semaines. Des incidents à répétition qui laissent penser une possible implication de la Chine, sans que cela ne soit néanmoins vérifiable.

La Chine écartée des projets américains

Un contexte de tension qui découle notamment de la nouvelle guerre froide que se livrent la Chine et les Etats-Unis sur ces infrastructures stratégiques. D'après un spécialiste du secteur souhaitant rester anonyme interrogé par *La Tribune*, les Chinois prennent notamment des mesures de rétorsion face aux Américains.

« *Depuis 2018, les Américains ont commencé leur lobbying pour empêcher les Chinois de poser de nouveaux câbles, six projets ont déjà été affectés* », pointe de son côté Michael Delaunay.

En 2019, le projet Pacific Light Cable Network, censé relier Hong-Kong aux Etats-Unis, est bloqué par les autorités américaines. Financé par Google, Facebook et un partenaire chinois, Dr Peng Telecom & Media Group, il est en partie abandonné. Les Américains ne veulent plus de nouvelles connexions directes avec la Chine ou de partenariat avec une entité chinoise.

Par ailleurs, les Etats-Unis, aussi, mettent du temps à délivrer les permis aux entreprises concernant les câbles situés dans leur zone, pointe cet expert anonyme. Avec des projets qui prennent 6 mois à 2 ans de retard, sur les cas les plus récents.

Parmi les raisons invoquées : la sécurité. Les deux pays se suspectent mutuellement d'espionner les informations transitant par les câbles. Ils craignent également que les équipementiers puissent rajouter des dispositifs d'espionnage directement sur les infrastructures. Un scénario digne d'un film mais qui n'est pas non plus irréaliste. En 2013, Edward Snowden avait notamment révélé que les services secrets britanniques capturaient les données de câbles transatlantiques entre l'Europe et les Etats-Unis. Un programme nommé Tempora, écrivait alors *The Guardian*. Mais il n'y pas que les Américains qui s'inquiètent. L'Union européenne a approuvé **une déclaration commune** sur les câbles sous-marins lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York en septembre. Elle vise à « **garantir que les infra-**

structures câblées sous-marines soient sûres », au regard de la sélection des fournisseurs et en « **matière de cybersécurité** ». Même si la Chine n'est pas citée, ces précautions font bien référence au contexte actuel estime Michel Delaunay.

Bataille d'influence

Outre les menaces sur la sécurité, les pays cherchent surtout à prendre une place plus importante sur le marché. « *Depuis le Covid, les Etats se sont réveillés sur l'importance des câbles par rapport à la souveraineté numérique. Ils réinvestissent dans le secteur* », pointe l'expert. Avec son projet des « **Nouvelles routes de la soie numérique** », la Chine développe des projets à l'international, comme PEACE, le câble reliant l'Asie à l'Europe en passant par l'Afrique.

En réponse, les Etats-Unis installent dans le Pacifique des câbles exclusivement américains, reliant les îles de la région, explique l'expert. Les Américains font même du lobbying auprès des pays d'Asie pour exclure la Chine d'éventuels projets. C'est le cas au Vietnam qui cherche à installer de nouveaux câbles. Ils mettent ainsi la pression pour qu'Hanoi évince le producteur chinois HMN, révèle **Reuters**.

Contournement de la mer de Chine

Ces projets vont désormais de plus en plus contourner la mer de Chine méridionale. Ils devraient coûter plus cher aux entreprises. Mais sur le long terme, les compagnies devraient économiser des coûts puisque la Chine ne pourra plus faire retarder les projets. Elles évitent également des risques dans cette zone territoriale disputée.

Deux projets, qui évitent la mer de Chine, sont déjà en cours. Le premier, **Apricot**, vise à relier Singapour, les Philippines, Taïwan ou encore le Japon. Il est produit par l'entreprise américaine SubCom. Le second, **Echo**, fournit par l'équipementier japonais NEC et appartenant à Google et Meta, doit rattacher les Etats-Unis, à l'Indonésie et Singapour.

Le risque pour la Chine est de se retrouver isolée. « *Pour l'instant, aucun projet de câble ne vise à connecter la Chine en 2025, c'est assez historique* », pointe Michael Delaunay. D'après lui, cette situation peut devenir problématique alors que « **la demande de capacité de transmission des données augmente de façon exponentielle** ». Ce qui peut aussi, à terme, freiner le développement de l'intelligence artificielle, une technologie vorace en données. ■

Documents sauvegardés



© 2024 Le Parisien. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20241104-PFR-f6871de0f267c3271fd6347f8c4f7371b447d
c5d

Nom de la source

Le Parisien (site web)

Lundi 4 novembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Le Parisien (site web) • 774
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Pourquoi l'État français rachète une entreprise de câbles sous-marins

Vincent Vérier

Un pourcentage résume l'enjeu. Aujourd'hui, plus de 90 % du trafic Internet mondial circule par des câbles sous-marins, posés à même le fond, à plusieurs milliers de mètres sous le niveau des mers et des océans. Une véritable toile d'araignée métallique, qui relie les différents continents entre eux, et dont le marché, de la production des câbles jusqu'à leur installation et leur entretien, se partage grosso modo entre trois sociétés : une Américaine TE SubCom, une Japonaise NEC et une française Alcatel Submarine Networks, plus communément appelée (ASN).

Tombé dans l'escarcelle du finlandais Nokia à l'occasion du rachat d'Alcatel-Lucent en 2015, dont l'ASN était une filiale, l'État a toujours gardé un œil attentif sur cette société tricolore. Aussi, quand l'entreprise nordique a décidé de se séparer d'au moins une partie d'ASN, le gouvernement français s'est rapidement mêlé aux discussions.

Faute de reprenneur jugé suffisamment satisfaisant, le précédent gouvernement a annoncé en juin 2024 que l'agence des participations de l'État (APE) aller monter au capital à hauteur de 80 %. Quatre

mois plus tard, c'est cet accord qui sera signé ce mardi par Antoine Armand, ministre de l'Économie, à Calais (Pas-de-Calais), là où est installée l'usine de fabrication des câbles. Avec ses 600 emplois, elle concentre la moitié des 1 370 salariés de l'entreprise en France. Le reste, soit 700 personnes, est basé au Royaume-Uni et en Norvège.

De l'espionnage ?

Un rachat qui détonne ? Pas forcément. L'ASN c'est plus de 800 000 km de câbles posés au fond des eaux, soit une vingtaine de fois la circonférence de la Terre, notamment entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Elle réalise aussi la maintenance de plusieurs centaines de milliers de kilomètres de câbles, à la fois quand ils sont rompus par des chalutiers, comme c'est parfois le cas en Méditerranée, ou par les ancres de puissants navires de guerre comme les porte-avions. Ils arrivent aussi que des événements naturels, comme les séismes ou les tsunamis, abîment cette infrastructure constituée notamment de métal et de fibre optique.

« Et quand vous avez accès à ces câbles sous-marins vous avez accès à l'ensemble des informations qui y circulent »,

confie une source qui connaît bien le dossier. De l'espionnage ? « Pas forcément, poursuit la même source. Vous pouvez restreindre ce qui circule. Ou ça peut être un sujet d'impact économique ou de pression politique ».

Et un autre spécialiste de citer deux exemples : « Il y a quelques années, le gouvernement américain a fait ce qu'il fallait pour plomber le projet de câble entre San Francisco et Hongkong pour affaiblir la place financière chinoise. Et plus récemment, un câble abîmé le long de la côte africaine a eu un impact non négligeable sur l'économie des pays qu'il desservait ». Lors du déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les intentions du pays de Vladimir Poutine à l'encontre de ces connexions sous-marines ont inquiété les démocraties occidentales.

Un enjeu de souveraineté et de rentabilité

D'ailleurs, du côté de l'APE comme du côté du ministère de l'Économie, on assume cet investissement d'environ 100 millions d'euros au moment, où certains parlementaires, en plein débat budgétaire, prônent une vente d'une partie des participations de l'État. « C'est un enjeu

Documents sauvegardés

de souveraineté et d'indépendance technologique pour la France et ses partenaires européens », insiste Bercy.

Au total, l'ASN dispose de sept navires, une partie pour installer les câbles, une autre pour la maintenance. « On regrette qu'il n'y ait pas eu un rapprochement avec Orange, confie Sébastien Crozier, président du syndicat CFE-CGC chez l'opérateur. Il y avait du sens. Nous disposons d'une flotte d'une demi-douzaine de navires. Cela permettait d'atteindre une taille concurrentielle ».

En tout cas l'État s'est engagé à ce que ce changement au capital, où il pourrait atteindre à terme, 100 %, n'ait pas d'impact sur l'emploi. Au contraire ! « C'est un marché porteur, estime Bercy. C'est un projet à la fois de souveraineté industrielle et aussi de rentabilité. Les besoins sont réels, les flux de données à faire circuler sont en croissance permanente. » Le ministère de l'Économie prévoit ainsi que le chiffre d'affaires de l'entreprise aujourd'hui d'un milliard d'euros pourrait doubler voire tripler dans les prochaines années.

Alors pourquoi [Nokia](#) vend ASN ? « Ils ont expliqué publiquement que c'est un choix stratégique de leur part de se désengager de toute l'activité sous-marine, décrypte Bercy. Ils veulent se recentrer sur les réseaux terrestres. » Mais selon une source qui connaît bien le dossier : « Nokia n'a jamais su intégrer ASN. La technologie utilisée dans les répéteurs, ces appareils installés sur les câbles pour que les signaux puissent circuler sur des milliers de kilomètres, n'est pas la même chez Nokia et chez ASN qui les fabrique au Royaume-Uni. »

<https://www.leparisien.fr/economie/pourquoi-letat-francais-rachete-une-entreprise-de-cables-sous-marins-04-11-2024-PKCYTG6LOFHDXCZEP6SVZ4CMLQ.php>

Cet article est paru dans Le Parisien (site web)

Documents sauvegardés

L'EXPRESS

© 2024 L'Express. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20241119-EWL-ixhrzpasredngbayrcxxlwww4

Nom de la source

L'Express (site web)

Mardi 19 novembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

L'Express (site web) • 1538 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Câbles sous-marins endommagés en mer Baltique : "Le but de la guerre hybride est de semer le doute"

Alexandra Saviana

Deux câbles sous-marins ont été endommagés en mer Baltique. Berlin et Helsinki évoquent la possibilité d'un sabotage, sur fond de tensions accrues avec la Russie.

Le deuxième en deux jours. Un câble sous-marin de télécommunication reliant la Suède à la Lituanie a été endommagé au nord de l'Europe. "Il est essentiel de clarifier les raisons pour lesquelles deux câbles ne fonctionnent pas en mer Baltique", a déclaré ce 19 novembre le ministre suédois Carl-Oskar Bohlin dans un message à l'AFP. Cette annonce fait suite à la déclaration, la veille, selon laquelle un autre câble - cette fois reliant la Finlande et l'Allemagne - avait également été abîmé dans la zone. "Nous pouvons confirmer que l'interruption du trafic Internet n'a pas été causée par un défaut d'équipement mais par un dommage matériel sur le câble de fibre optique, a déclaré Audrius Stasiulaitis", porte-parole de la filiale lituanienne de l'opérateur suédois Telia. Le trafic Internet du câble sous-marin suédois, endommagé depuis dimanche matin, a été conduit vers d'autres liaisons internationales.

Si l'origine précise de ces dégâts reste encore à déterminer, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a déclaré ce mardi qu'un "sabotage" était

probablement à l'origine des dégâts constatés sur les deux câbles de télécommunication. "Personne ne croit que ces câbles ont été coupés par accident [...] Je ne crois pas aux versions des ancres (de bateaux) qui auraient par hasard provoqué des dommages sur ces câbles". L'opérateur du second câble - reliant la Finlande à l'Allemagne -, le finlandais Cinia, a également pointé que "ce type de rupture ne se produit pas dans ces eaux sans impact extérieur". Dès lors, à qui la faute?

Pour tenter d'élucider le mystère, la Finlande et l'Allemagne ont annoncé une investigation concernant la rupture du câble sous-marin entre le port allemand de Rostock et Helsinki. Les deux capitales européennes ont déclaré être "profondément préoccupées" par la situation. "Notre sécurité européenne n'est pas seulement menacée par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, mais aussi par des acteurs malveillants", ont estimé les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de Finlande. Un tel incident suscite immédiatement des soupçons de dom-

mages portés intentionnellement". L'inquiétude européenne n'est pas surprenante : ces derniers mois, les incidents dans la zone se sont multipliés, tous les regards se tournant vers Moscou. Analyse avec Camille Morel, chercheuse associée à l'Institut d'études de stratégie et de défense, auteure de *Les câbles sous-marins. Enjeux et perspectives au XXIème siècle*.

L'Express : Avez-vous été étonnée de la rapidité avec laquelle les ministres allemands et finlandais ont évoqué la possibilité d'un acte malveillant pour expliquer l'endommagement des câbles?

Camille Morel :Rappelons les faits. Deux câbles ont été endommagés à quelques jours d'intervalle, dans une zone très scrutée - la mer Baltique. Des enquêtes ont été diligentées mais, à ce jour, nous ignorons tout de l'origine de ces défauts. Dans les deux cas, nous savons simplement qu'une partie du trafic a été mise à mal, et qu'une partie du flux a été "rerouté" vers d'autres câbles. A l'heure actuelle, il est donc impossible de désigner le ou les auteurs de ces faits

Documents sauvegardés

avec certitude. Toutefois, l'environnement international entraîne évidemment des suspicions.

D'abord, la tension actuelle avec la Russie, compte tenu du conflit en Ukraine, mais aussi des dernières déclarations des pays baltes, notamment, qui craignent des attaques de Moscou. Nous sommes dans un contexte bien particulier, où la menace russe plane.

D'autant que, ces derniers temps, les intimidations se sont multipliées. Il y a cinq jours, un navire russe équipé de missiles de croisière hypersoniques, le Zircon, a traversé la Manche. Ce week-end, notamment, un navire russe, le Yantar, était à proximité des eaux irlandaises. Par le passé, il y a déjà eu des suspicions d'intérêt de ce navire pour les câbles sous-marins. Ces éléments vont peser dans les esprits dans le sens d'un dommage volontaire. Tout l'enjeu va être d'attribuer cet événement à un acteur. Mais nous sommes encore loin d'avoir des preuves de quoi que ce soit.

A-t-on seulement une preuve qu'il s'agisse d'une intervention humaine, ou cela peut-il être un problème technique?

Environ 70 % des endommagements de câbles sous-marins ont des causes naturelles. Cette fois-ci, Cinia a mis de côté la possibilité d'un séisme sous-marin. En dehors de cette hypothèse, cependant, il reste beaucoup de possibilités de dommages autres qu'une intervention humaine. Des pêcheurs peuvent avoir fait des dégâts par accident. Cela peut aussi être un défaut technique. Cela peut-être beaucoup de choses en réalité - on ne sait pas s'il s'agit ou non d'un acte malveillant. C'est bien ce que l'enquête va tenter de définir.

Quel serait l'intérêt pour la Russie d'endommager ces câbles?

Pour la Russie comme pour d'autres pays, s'en prendre aux réseaux de communication est un levier dans le cadre d'un conflit. C'est un moyen de faire pression sur un gouvernement, sur une population. Moscou utilise beaucoup ce levier des communications - qu'il s'agisse de câbles, mais aussi de satellites, de serveurs Internet. Moscou s'en prend couramment aux infrastructures de communication. L'endommagement des câbles serait donc cohérent avec les techniques russes, et leur manière d'agir hybride. J'insiste sur ce dernier point, car tout l'intérêt d'une telle opération est évidemment qu'elle est difficile à attribuer.

Quand un Etat s'essaie à la guerre hybride - ou plutôt aux techniques d'hybridité - il fait le choix de ne pas agir publiquement et ne revendique donc pas son action. Il peut même décider de ne pas mener l'action lui-même, agir par l'intermédiaire d'acteurs non étatiques. Dans le cas qui nous préoccupe, son but ne serait pas de couper un pays de ses communications - les atteintes réalisées sont trop restreintes pour ça - mais de montrer sa capacité d'agir, de nuire. Un pays qui utilise ces techniques veut faire pression et semer le doute dans l'esprit de ceux qu'il attaque.

Berlin et Helsinki ont pourtant évoqué la possibilité d'une intervention russe. Cela signe-t-il un changement de doctrine des Etats européens en la matière?

Depuis 2023, on dénombre une série d'attaques d'infrastructures maritimes au sens large en mer du Nord et mer Baltique visant à endommager des câbles

sous-marins. Les faisceaux d'indices s'étayant un peu plus au fil des mois, les suspicions à l'endroit de Moscou augmentent toujours un peu plus. Or, ces actes ne sont jamais revendiqués formellement : comme je l'ai déjà dit, tout leur intérêt est de rester dans le flou. Les pays européens ont donc eu un changement de philosophie depuis le début du conflit en Ukraine, et sont plus prompts à affirmer leurs soupçons quand se produisent des événements similaires aux endommagements de câbles dont nous parlons aujourd'hui.

Pourtant, les Etats victimes sont malgré tout assez démunis quand il s'agit d'organiser des représailles face à ce type d'attaques.

Effectivement, mais le sujet préoccupe de plus en plus. L'hybridité fait l'objet de discussions dans les cercles européens, avec l'espoir, à terme, de définir une doctrine d'action afin d'avoir une position commune. Plusieurs pays ont appelé à instaurer un service de coopération en matière de renseignement, notamment pour surveiller ces câbles. Mais pour l'instant, ils en restent-là.

Il est important de rappeler que cette éventuelle attaque reste en dessous d'un certain seuil d'intensité. Aucun territoire n'a été coupé du reste du monde. L'auteur éventuel s'en est pris à un flux Internet, qu'il a été possible de récupérer par un autre moyen. Les dommages n'ont donc pas eu de conséquences suffisantes pour entraîner une riposte, à plus forte raison alors que leur auteur n'a pas été désigné avec certitude. Voilà tout l'intérêt de ces attaques hybrides : entretenir l'ambiguïté. La menace plane, mais elle est insaisissable - et donc difficilement arrêtable.

Documents sauvegardés

L'endommagement des câbles nécessite-t-il une technologie particulière? Leur localisation est-elle connue, ou demande-t-elle des efforts de renseignement?

Si les dommages ont lieu proches de la surface, il est possible d'atteindre les câbles avec une ancre ou un grappin. En revanche, si vous voulez être discret, vous pouvez agir dans des endroits plus profonds. Il faut alors utiliser des drones et des robots sous-marins pour intervenir en profondeur.

Mais cela nécessite un investissement plus important en matière de renseignement, afin de savoir avec précision où se trouve la cible. Cette information n'est pas connue du grand public, mais plutôt des opérateurs et de leurs sous-traitants. C'est également le cas des pays à qui appartiennent les eaux territoriales qu'ils traversent. Obtenir une cartographie précise de leur tracé nécessite donc de regrouper toutes ces informations.

Cette volonté de s'en prendre aux infrastructures sous-marines est-elle une nouveauté du conflit ukrainien, ou s'est-elle déjà présentée par le passé?

Elle est au moins aussi ancienne que la Première Guerre mondiale. L'un des premiers objectifs a été de couper les câbles sous-marins allemands à des endroits déterminés afin d'isoler Berlin du reste du monde. A l'époque, cette action avait été d'une tout autre ampleur que les dommages de ces derniers jours : le pays n'avait pas d'autres leviers pour communiquer vers l'international. Plus récemment, le gazoduc Nord Stream avait été endommagé quelques mois après l'invasion russe en Ukraine. L'origine de ces dégâts est toujours aujourd'hui non-élu-

cidée : l'incertitude causée par ce genre d'affaires est toujours un de leurs principaux intérêts.

Note(s) :

Mise à jour : 2024-11-19 17:08

Documents sauvegardés



© 2024 Sud Ouest. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20241119-SOE-289

Nom de la source

Sud Ouest (site web)

Mardi 19 novembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Sud Ouest (site web) • 727
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Régionale

ProvenanceBordeaux, Nouvelle-
Aquitaine, France

La « guerre hybride » secrète des câbles sous-marins en mers Baltique et du Nord

Par SudOuest.fr avec AFP

Ces dernières années, plusieurs incidents suspects ont eu lieu dans la mer Baltique et la mer du Nord. Récemment, deux câbles ont été rompus entre la Finlande et l'Allemagne et entre la Suède et la Lituanie

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les incidents suspects se sont multipliés dans le pourtour de la mer Baltique et de la mer du Nord, à l'image de la rupture de deux câbles télécoms sous-marins ces derniers jours. Ces actions, ciblant notamment les équipements énergétiques et de communication, s'inscrivent, selon experts et politiques, dans le contexte de la « guerre hybride » entre la Russie et les pays occidentaux, dans ce vaste espace bordé par plusieurs membres de l'Otan, où Moscou dispose également de points d'entrée.

Visactu.com Sabotage non élucidé

Le plus spectaculaire des incidents en mer Baltique est sans conteste le sabotage en septembre 2022 des gazoducs russes Nord Stream, jusqu'ici non élucidé. Quatre énormes fuites de gaz précédées d'explosions sous-marines s'étaient produites le 26 septembre 2022

sur Nord Stream 1 et 2, conduites qui acheminaient l'essentiel du gaz russe vers l'Europe.

En août, le Wall Street Journal avait mis en cause l'ancien chef d'état-major ukrainien, une accusation qualifiée de « non-sens absolu » par Kiev. L'incident concernant le gazoduc Balticconnector, reliant la Finlande et l'Estonie, reste également une énigme. Un câble de télécommunications avait également été abîmé entre ces deux pays.

Il avait été fermé le 8 octobre 2023 après la détection d'une fuite qui, selon les autorités finlandaises, avait été provoquée par une intervention extérieure, laissant craindre un possible sabotage. Le même mois, un câble de télécommunications sous-marin entre la Suède et l'Estonie avait été endommagé par « une force extérieure » ou une « manipulation », selon Stockholm.

Brouillages GPS et vols suspendus

Depuis le lancement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les perturbations des signaux GPS se sont intensifiées dans cette zone. En avril, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont averti que le brouillage généralisé du GPS par la

Russie augmentait le risque d'accidents aériens.

À la même période, la compagnie aérienne finlandaise Finnair a suspendu ses vols vers Tartu en Estonie pendant un mois à cause d'interférences GPS, qualifiées par le ministre estonien des Affaires étrangères « d'attaque hybride russe ». Pour répondre à cette menace, l'armée britannique a annoncé en août la construction d'une installation présentée comme l'une des plus grandes en Europe, destinée à préparer ses équipements au risque de brouillages du signal GPS.

« Navire espion » russe

En février 2023, la Belgique avait annoncé avoir ouvert une enquête sur les activités d'un « navire espion » russe repéré en novembre dans des zones de la mer du Nord où se trouvent des parcs éoliens, des gazoducs sous-marins et des câbles de communication.

En avril 2023, la Russie a été accusée par les principales télévisions nordiques de mener un programme d'espionnage dans les eaux d'Europe du Nord, en utilisant plusieurs dizaines de navires militaires et civils pour faire du repérage

Documents sauvegardés

en vue de possibles actions de sabotage. Le Kremlin avait immédiatement balayé des « erreurs » et des accusations « sans fondement ». En juillet 2024, la Finlande avait affirmé soupçonner un navire de recherche russe d'avoir violé son espace maritime.

<https://www.sudouest.fr/international/la-guerre-hybride-secrete-des-cables-sous-marins-en-mers-baltique-et-du-nord-22212669.php>

Une opération russe « inacceptable »

En mai dernier, les garde-côtes estoniens avaient constaté que leurs homologues russes avaient retiré pendant la nuit des bouées placées sur la rivière Narva, qui sépare les deux pays. Le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg avait affirmé sa solidarité à l'Estonie, tandis que le chef de la diplomatie de l'Union européenne (UE) Josep Borrell avait qualifié d'« inacceptable » cette opération russe. Au même moment, un projet de décret russe envisageant d'étendre les eaux territoriales du pays en modifiant les frontières en mer Baltique avec la Finlande et la Lituanie avait mis en alerte ces derniers.

Survols de drone en mer du Nord

En août, des survols de drone ont été constatés plusieurs jours de suite dans une zone industrielle allemande à Brunsbüttel, non loin des rivages de la mer du Nord. Le drone n'était certainement « pas là pour observer le magnifique paysage local, mais parce qu'il y a un parc chimique et une installation de stockage de déchets nucléaires à proximité », avait souligné la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock. Le parquet local avait annoncé l'ouverture d'une enquête pour espionnage avec pour objectif le sabotage.

Cet article est paru dans Sud Ouest (site web)



CÂBLES SOUS-MARINS ENDOMMAGÉS, PRÉPARATION À LA GUERRE...

LES PAYS NORDIQUES EN ALERTE FACE À LA MENACE RUSSE

Ce lundi 18 novembre, deux câbles de télécommunications en mer Baltique ont été endommagés. Un acte de sabotage est soupçonné. De quoi exacerber les tensions déjà très vives entre les pays nordiques et la Russie.

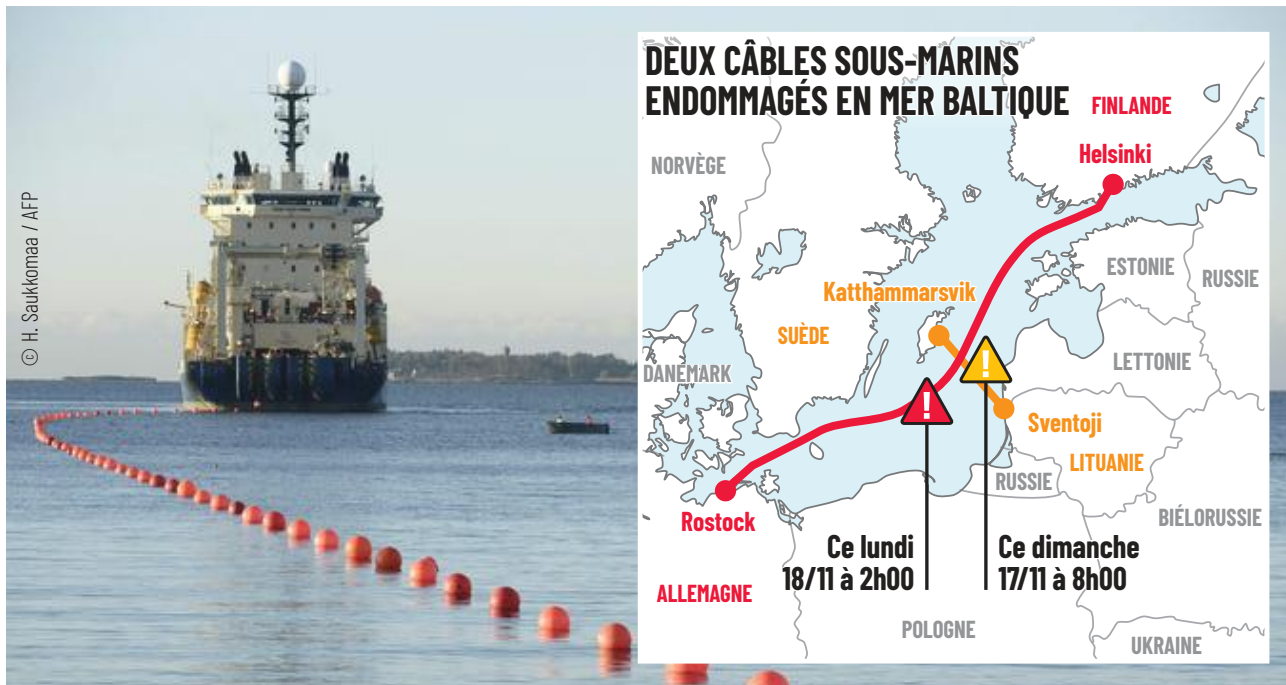
NATHAN DELIE
Journaliste

Ça commence à faire beaucoup. Un second câble sous-marin de télécommunications a été rompu en mer Baltique ce lundi 18 novembre. De quoi laisser penser à une opération de sabotage, comme l'indique le gouvernement allemand.

DES INFRASTRUCTURES CRITIQUES

« Les câbles sous-marins sont l'épine dorsale d'Internet, transportant plus de 95 % des données mondiales. La maîtrise de ces infrastructures devient cruciale car elle confère non seulement une indépendance numérique, mais également une protection contre des risques géopolitiques et cybernétiques », explique Raoul Delcorde, professeur de relations internationales à l'UCLouvain.

Celui qui a également été am-



hybrides », note-t-il.

La mer Baltique cristallise ces préoccupations sécuritaires. « De fait, la Russie conduit dans la région une guerre hybride, contre les pays riverains de la Baltique, désormais tous désignés comme ennemis. Cela va des cyberattaques, du ciblage des infrastructures critiques jusqu'au brouillage du signal GPS de radionavigation

utilisé par l'aviation civile, au risque de possibles accidents aériens. On sait que les services russes ont établi une cartographie des points faibles et des lignes de fracture des pays cibles. Or, les sites vulnérables ne manquent pas dans une mer qui compte de nombreux gazoducs, parcs éoliens et réseaux de câbles », analyse encore Raoul Delcorde.

La crainte de l'encombrant voisin russe est ainsi un des éléments qui a poussé la Finlande et la Suède à rejoindre l'Otan respectivement en avril 2023 et mai 2024. La protection que leur offre l'alliance ne semble toutefois pas avoir pleinement apaisé les gouvernements des pays nordiques. Pour preuve, les citoyens suédois viennent de recevoir une

version actualisée d'une brochure intitulée « Si une crise ou une guerre survient », remplie de conseils afin de se préparer au mieux en cas de conflit.

Les exécutifs norvégiens et finlandais ont publié des livrets du même genre. Une précaution probablement pas inutile dans le contexte très tendu que connaît la région. ■

”

« Les sites vulnérables ne manquent pas dans une mer qui compte de nombreux gazoducs, parcs éoliens et réseaux de câbles »

Raoul Delcorde

PROFESSEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES À L'UCLouvain

bassadeur de Belgique, notamment en Suède, précise que l'UE et l'Otan multiplient les initiatives pour protéger ces infrastructures sous-marines ces dernières années. « En 2022, l'Union européenne a lancé un projet de sécurisation des câbles sous-marins, visant à surveiller de manière proactive ces infrastructures à l'aide de drones et d'autres technologies de surveillance maritime. Mais cela reste un vrai défi sécuritaire dans le cadre de ce que l'on appelle les guerres

« Vladimir Poutine ne s'arrêtera pas de lui-même ! »

Le président russe Vladimir Poutine « ne s'arrêtera pas de lui-même », a martelé mardi le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans une intervention diffusée en vidéo devant le Parlement européen pour marquer le 1.000^e jour de l'invasion russe. « Poutine se concentre sur la victoire. Plus il dispose de temps, plus les conditions se détériorent », a insisté M. Zelensky.

C'est le « meilleur moment » pour « pousser plus fort » contre la Russie, a estimé le chef de l'État ukrainien. « Poutine reste plus petit que les États unis d'Europe. Je vous exhorte à ne pas l'oublier et à ne pas oublier tout ce que l'Europe est capable de faire »,



Zelensky ovationné par le parlement européen. © AFP

a-t-il poursuivi. Selon lui, la Russie n'aura pas de « réelle motivation pour engager des négociations significatives sans incendie dans ses dépôts de munitions sur le territoire russe (...) sans destruction des

bases aériennes russes, sans perte de ses capacités de production de missiles et de drones et sans que ses avoirs ne soient confisqués ».

« LES FONDEMENTS DE NOTRE SOCIÉTÉ EN PÉRIL »

En Belgique, les Affaires étrangères et la Défense ont appelé via un communiqué commun à ne pas oublier cette guerre et à continuer de soutenir l'Ukraine. « La guerre en Ukraine ne se résume pas à un territoire. Cette guerre concerne les fondements de notre société : la liberté, l'égalité, la souveraineté ainsi que le respect du droit international et des droits humains universels. »

De son côté, 1.000 jours après le début de son invasion, le président russe a signé mardi le décret élargissant les possibilités de recours à l'arme nucléaire, juste après que les États-Unis ont autorisé Kiev à frapper le sol russe avec ses missiles à longue portée. « Parmi les conditions justifiant l'utilisation des armes nucléaires figure le lancement de missiles balistiques contre la Russie », selon ce décret.

« Il était nécessaire d'adapter nos fondements à la situation actuelle », a expliqué le porte-parole de la présidence russe, face à ce que Vladimir Poutine considère comme des « menaces » de l'Occident contre la sécurité de la Russie. ■



LIBÉ.FR COP : derrière les blocages financiers, le risque d'un retour de bâton sur la guerre contre les fossiles

L'enlisement des discussions autour de la finance climatique au sommet de Bakou compromet les avancées sur l'autre volet crucial, l'atténuation, c'est-à-dire la baisse des émissions de gaz à effet de serre. Certains pays questionnent le compromis trouvé l'an passé à Dubaï sur la «transition hors des énergies fossiles». PHOTO REUTERS

«Ça légitime tout ce qu'on dit depuis des mois sur l'A69.»

THOMAS DIGARD
du collectif la Voie est libre

C'est peut-être un tournant majeur dans le dossier de l'A69 qui doit relier Toulouse à Castres, selon une information de France 3 Occitanie publiée mercredi. Le rapporteur public vient de rendre son avis sur la série de recours déposés devant le tribunal administratif de Toulouse par les opposants au projet d'autoroute et de leur donner raison. Il préconise d'annuler l'autorisation environnementale de l'A69, confirme à Libé Thomas Digard, du collectif la Voie est libre. Dans un extrait de son rapport publié dans un communiqué de presse du collectif, sa position est motivée par «l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur justifiant la dérogation espèces protégées». Pour la première fois depuis le lancement des travaux et les nombreuses décisions de justice en faveur de la construction de l'A69, un magistrat remet en cause la «RIIPM» (pour raison impérative d'intérêt public majeur) octroyée à l'autoroute, qui permet au concessionnaire de détruire des espèces protégées, des habitats naturels, par le déracinement des arbres ou encore d'artificialiser les sols. «C'est une petite victoire pour nous, souffle Thomas Digard. Ça légitime tout ce qu'on dit depuis des mois : cette autoroute n'est pas suffisamment pertinente et utile à la société pour justifier la destruction d'espèces.» Cet avis crucial pour l'avenir du chantier intervient avant une audience qui doit se tenir lundi pour examiner les recours en annulation. Les juges administratifs seront-ils sensibles aux arguments de leur collègue ? **S.Ga.**

Grève générale en Grèce: «Nous stagnons à 830 euros par mois»

Alors qu'elles tiennent une des banderoles du cortège de tête dans la manifestation, mercredi, à Athènes, deux femmes sortent une pancarte avec ces quelques mots : «Syndicat des travailleurs de l'entreprise Christian Dior.» Elles continuent leur marche, tenant la pancarte d'une main, portant la banderole de l'autre, la colère sur le visage. «L'entreprise Parfum Christian Dior Hellas refuse de se mettre à la table des négociations pour que nous signions une convention collective. Nous avons des années de service et nous sommes payées comme des personnes non qualifiées», explique Anastasia Paramenti, une des deux meneuses, vendeuse. Chaque année, l'entreprise annonce que ses bénéfices ont augmenté, mais nous stagnons à 830 euros par mois», le montant du salaire minimum en Grèce. Chez Christian Dior Grèce, comme dans de nombreuses entreprises ou services publics, l'heure est au ras-le-bol. Les deux grandes confédérations syndicales du pays avaient appelé à une grève générale de vingt-quatre

heures «contre la vie chère, pour la hausse des salaires et la signature de conventions collectives». En Grèce, l'inflation reste élevée. Selon Elstat, l'office grec des statistiques, l'inflation sur un an s'élevait à 2,4% en octobre, après une moyenne de 3,5% en 2024. L'appel a été massivement suivi. Les rideaux des banques étaient tirés. Les écoles et les tribunaux étaient fermés. Les hôpitaux n'assuraient que les urgences. Les ferrys étaient à quai tandis que les transports en commun se sont mis à l'arrêt –sauf le temps d'amener les travailleurs dans le centre-ville. Quelque 19 000 personnes ont manifesté dans le pays, dont 15 000 dans le centre d'Athènes, selon la police. «Le gouvernement ne nous paye que six mois, les six autres, nous sommes au chômage», explique Aris Bardakis, vice-président du syndicat des pompiers saisonniers. «Nous ne gagnons que 850 euros par mois quand nous travaillons. Mais avec la crise climatique, nous devrions être sur le

front en permanence, donc employés à l'année», poursuit le syndicaliste. A quelques pas, une sage-femme, Maria Brikori, est aussi à bout : «Je travaille depuis trente-huit ans dans un des plus grands hôpitaux d'Athènes. Depuis plus de quinze ans, la situation ne cesse de se dégrader. Près de 50% des sages-femmes n'ont pas de contrat fixe.» Elle soupire. «Depuis 2010, les salaires ont baissé...» Pour la confédération générale grecque des salariés, la GSEE, cette grève «constitue la riposte au refus du gouvernement de prendre des mesures pour garantir une vie digne des travailleurs». Il y a quatorze ans, la Grèce traverse officiellement la plus grande crise économique de son histoire. Le pays est surendetté, au bord du défaut de paiement. Le gouvernement signe alors un accord de prêt alloué par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international en échange de mesures à appliquer. Celles-ci portent une marque : l'austérité. Au programme, baisse des

dépenses publiques, des salaires et des pensions, suppression des conventions collectives, dérégulation du travail. Les effets de cette austérité sont encore douloureusement vécus par une grande partie de la population. «Personnellement, j'ai un poste à responsabilités et je gagne encore 1600 euros par mois, mais j'ai perdu environ deux mois de salaire, reprend la sage-femme. Les jeunes qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail touchent moins de 1000 euros!» Pour elle, il n'est pas possible de continuer ainsi. Au quotidien, le sentiment est celui d'un pays qui peine à se relever. Pourtant, le gouvernement affirme que la situation s'améliore. En effet, le taux de chômage est passé de 17,4% en septembre 2019 à 9,3% en septembre 2024, cinq ans après l'arrivée de Kyriakos Mitsotakis au poste de Premier ministre. Mais selon différents experts, cette baisse serait due au vieillissement de la population et à la fuite des cerveaux.

FABIEN PERRIER
(à Athènes)

A lire en intégralité sur Libé.fr

Des câbles sous-marins sectionnés sèment l'eau trouble en mer Baltique

Dans les eaux sombres de la Baltique, passent des câbles et des tuyaux essentiels aux pays européens. Or depuis deux ans, ces infrastructures connaissent une succession de sabotage et d'incidents inexplicables. Les derniers en date remontent aux 17 et 18 novembre. Dimanche, le câble de fibre optique BCS, qui s'étire sur 218 kilomètres entre l'île suédoise de Gotland et la Lituanie, a été sectionné. Puis lundi à 4h04 du matin, le câble C-Lion1, qui relie Helsinki en Finlande à Rostock en Allemagne, a été coupé à son tour. «Nous savons que la Russie a la capacité et la volonté

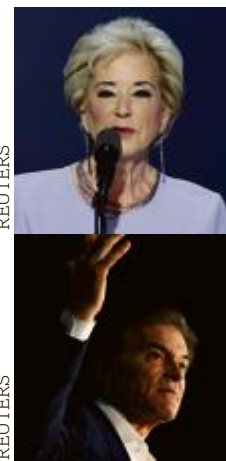
d'opérer des sabotages en Europe. Nous enquêtons sur ce type de dégâts. Il est très improbable qu'il s'agisse d'un accident», a déclaré Antti Häkkinen, le ministre finlandais de la Défense, à Politico. Son homologue allemand, Boris Pistorius, a tenu le même discours. Un navire chinois est pointé du doigt. Le Yi Peng 3, vraquier parti du port d'Oust-Luga en Russie pour rejoindre Port-Saïd en Egypte, se trouvait pile à l'emplacement où le câble a été coupé. Semblant avoir été arrêté par les marins danois, le vraquier est depuis à l'ancre, sous la surveillance ma-

nifeste d'un navire de patrouille. Derrière cette double coupure de câble, dont les effets semblent très limités, nombre d'experts voient se profiler l'ombre russe. En trente ans, la Baltique est passée du statut de mer sous forte influence soviétique à celui de «lac otanien». Tous les pays qui la bordent sont devenus membres de l'Alliance atlantique. Sauf, bien sûr, la Russie, qui bénéficie d'un accès aux eaux au fond du golfe de Finlande et depuis le littoral de l'exclave surmilitarisée de Kaliningrad. La Russie a identifié depuis longtemps la vulnérabilité

que représentent les câbles sous-marins, par lesquels transite le réseau internet mondial. Dès 2017, des représentants de l'Otan indiquaient que les sous-marins russes avaient renforcé leur surveillance des câbles télécoms posés au fond de l'Atlantique Nord. Ces manœuvres hybrides sont particulièrement difficiles à contrer et à prouver. L'enquête parviendra-t-elle cette fois à prendre le Yi Peng 3 de vitesse? La marine danoise a confirmé être «présente dans la zone autour du navire chinois», sans vouloir commenter davantage.

NELLY DIDELOT

Etats-Unis Une ex-patronne du catch et un chirurgien star nommés par Trump



REUTERS

Deux nouveaux portraits entrent en bonne place dans la galerie des horreurs de la nouvelle administration Trump. Le président élu a annoncé mardi la nomination de l'ex-patronne de la fédération de catch WWE Linda McMahon au ministère de l'Éducation, tandis que le médiatique chirurgien Mehmet Oz occupera un poste clé à la Santé. «Nous allons RENDRE L'ÉDUCATION AUX ÉTATS et Linda sera le fer de lance de cet effort», a promis Trump. Le sujet divise les Etats, ceux tenus par les plus conservateurs s'opposant farouchement aux questions liées aux droits des femmes ou

des minorités. Dans le même temps, Trump a annoncé avoir choisi Mehmet Oz pour diriger les Centers for Medicare and Medicaid Services. Le chirurgien star, qui a longtemps disposé de son talk-show, défenseur de l'hydroxychloroquine et ami de Trump, se retrouvera à la tête d'une agence majeure. Il travaillera avec Robert F. Kennedy Jr, à la tête de l'équivalent du ministère de la Santé. (avec AFP et Reuters)

Documents sauvegardés



© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20241122-LMT-6407425

Nom de la source

La Matinale du Monde

Vendredi 22 novembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

La Matinale du Monde • 1173
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Câbles sous-marins endommagés en mer Baltique : pourquoi l'étau se resserre autour du bateau chinois

Par Martin Untersinger, Thomas Eydoux, Liselotte Mas et Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)

Plusieurs jours après les avaries successives de deux câbles de télécommunication sous-marins en mer Baltique, qui ont réveillé les craintes de guerre hybride, un bateau de commerce chinois fait figure, selon les données analysées par *Le Monde*, de principal suspect dans ce possible sabotage inédit.

Depuis mardi 19 novembre en fin de journée, alors qu'il se dirigeait vers la sortie de la mer Baltique, le *Yi-Peng 3*, un vraquier de 225 mètres de long, est immobilisé au milieu du détroit du Cattégat, entre les côtes danoises et suédoises. Sous la bonne garde d'une frégate de la marine danoise : longtemps muettes, les forces armées du royaume ont fini par reconnaître, mercredi, leur présence aux côtés du navire chinois. Contrairement à ce que de nombreuses informations en ligne laissaient croire, le Danemark n'avait pas arraisonné le navire, jeudi en milieu de matinée.

Le ministre de la défense danois restait très prudent, mercredi en fin de journée : « Nous ne connaissons pas encore l'ampleur de l'incident, ni s'il s'agit d'un sabotage », a déclaré Troels Lund Poulsen.

Même précaution côté suédois, alors que les investigations semblent à la main de Stockholm, les deux points de rupture des câbles se trouvant dans sa zone économique exclusive. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, Lin Jian, a pour sa part affirmé que la Chine avait « toujours rempli pleinement ses obligations en tant qu'Etat du pavillon », ajoutant exiger « des navires chinois qu'ils respectent scrupuleusement les lois et les réglementations en vigueur ».

Une enquête de police confiée à l'unité de lutte contre le crime international et organisé, avec l'assistance des garde-côtes et de la marine suédoise, a été rapidement ouverte. « La police et le parquet s'intéressent à un navire qui a été vu sur les lieux en question. Le bateau n'est pas dans les eaux suédoises actuellement », selon un communiqué de la police. D'après des sources de la télévision publique suédoise, l'enquête se concentre particulièrement sur le *Yi-Peng 3*. Pour le comprendre, il faut remonter quelques jours en arrière.

Un navire à la trajectoire très suspecte



Le vraquier chinois « Yi-Peng 3 » (en arrière-plan) au mouillage, sous la surveillance d'un navire de la marine danoise, au milieu du détroit du Cattégat, le 20 novembre 2024.

. Mikkel Berg Pedersen / via REUTERS

C'est de Russie qu'est parti ce vraquier. Sa balise AIS, le système informatique qui lui permet d'être visible par les autres bateaux, pointe dans le port d'Oust-Louga, à une centaine de kilomètres de Saint-Petersbourg, le 10 novembre. Sur une photo satellite prise ce jour-là à 13 h 37 (heure française), il est amarré au vaste port pétrolier et méthanier. Les dimensions du navire et les heures d'émission de sa balise ont permis au *Monde* de l'identifier. Nous sommes alors une semaine avant la rupture des câbles en mer Baltique.

Selon le registre du port et ses données AIS, le *Yi-Peng 3* quitte la zone d'Oust-Louga vendredi 15 novembre peu avant

Documents sauvegardés

13 heures (heure française). « *Il n'y avait absolument rien d'inhabituel au sujet du bateau* », a déclaré au *Guardian* le pilote russe qui l'a manœuvré à la sortie du port, décrivant un navire « *standard* » et précisant que l'équipage était composé de ressortissants chinois. Le vraquier a pris ensuite la direction du large, vers l'ouest puis le sud.

Dimanche, aux alentours de 9 heures du matin (heure française), l'entreprise Telia, responsable du câble BSC, un filin de fibre optique qui relie la Lituanie à l'île suédoise de Gotland, détecte une coupure. Dix-huit heures plus tard, lundi en tout début de matinée, c'est au tour de Cilia, l'entreprise gestionnaire de C-LION1, un câble courant au fond de la Baltique dans un axe nord-sud entre la Finlande et l'Allemagne, de repérer une grave anomalie. Selon les données consultées par *Le Monde*, le *Yi-Peng 3* se trouvait précisément au-dessus des deux câbles lorsque ces derniers ont dysfonctionné.

Il est possible d'identifier précisément le point de rupture du câble BSC : là où s'est immobilisé, jeudi à la mi-journée et depuis plusieurs heures, le *Belos*, un navire militaire suédois dépêché pour contribuer à l'enquête. Equipé de robots sous-marins, il doit notamment capter des vidéos du câble endommagé. Or les données AIS nous permettent de confirmer que le *Yi-Peng 3* est justement passé au-dessus de ce point, dimanche matin entre 8 h 36 et 55 secondes et 9 h 15 et 54 secondes (heure française). C'est dans cet intervalle que le câble a cessé de fonctionner. De légères perturbations du réseau Internet causées par l'avarie du câble ont été détectées peu avant 9 heures. On peut déduire de la vitesse du navire qu'il est passé à l'aplomb du point inspecté par la marine

suédoise à 8 h 51.

Rebelote quelques centaines de kilomètres plus loin. Selon l'autorité finlandaise des télécommunications, les données ont cessé de transiter le long du câble C-LION1 entre 3 h 04 minutes et 22 secondes et 3 h 04 et 33 secondes (heure française). Comme pour le premier câble, il est possible d'identifier le point précis de la rupture : il s'agit de la zone de quelques dizaines de mètres où le *Belos* a manœuvré, de mardi soir à mercredi dans l'après-midi.

Là encore, les coordonnées GPS issues des données AIS du vraquier chinois le placent exactement à la verticale de ce point entre 3 h 02 et 44 secondes et 3 h 05 et 15 secondes, intervalle pendant lequel le câble a été endommagé. En se basant sur sa vitesse, il est même possible d'estimer qu'il s'y trouvait moins d'une minute avant l'avarie du câble.

Une nécessaire autorisation de la Chine

Le *Yi-Peng 3* poursuit ensuite sa route. Il s'immobilise pendant un peu plus d'une heure en milieu de matinée et pour une raison inconnue au large de Karlskrona, à l'extrême sud de la Suède. Le lendemain, toujours en chemin vers la mer du Nord, il franchit le Grand Belt, le détroit qui sépare les deux parties du Danemark. L'instant est capturé par Yörük Isik, un analyste turc spécialiste du trafic maritime. Les clichés, authentifiés par *Le Monde*, montrent le vraquier chinois passant sous le pont aux alentours de midi.

Il est talonné par le *HDMS Hvidbjornen*, une frégate de la marine danoise qui suit sa trace. Plusieurs bateaux militaires se relaient ensuite à ses abords. En fin d'après-midi, il s'immobilise dans les

eaux du Cattégat, à mi-chemin entre la Suède et le Danemark.

La suite des opérations est incertaine, car le navire n'est pas arrêté dans les eaux territoriales danoises. Il est donc impossible de l'arraisonner, a expliqué à la télévision danoise Kristina Siig, professeur de droit maritime à l'université du Danemark du Sud : « *Si nous voulons quand même le faire, nous avons besoin de l'autorisation du pays du pavillon, qui est dans ce cas la Chine. Si la Chine refuse et que nous le faisons quand même, nous risquons de devoir nous expliquer devant la Cour de justice maritime, car le navire est en principe considéré comme un petit morceau de la Chine.* » Les autorités se trouvent désormais face à une situation délicate.

Cet article est paru dans La Matinale du Monde

/pixels/article/2024/11/21/cables-sous-marins-endommages-en-mer-baltique-pourquoi-l-etau-se-resserre-autour-du-bateau-chinois_6407425_4408996.htm
|

Documents sauvegardés

Le Point

© 2024 Le Point.fr. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news:20241126-POR-27082769lpw

Nom de la source

Le Point.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 26 novembre 2024

Le Point.fr • no. 202411 • 755
mots

« Les câbles sous-marins sont des autoroutes de l'information sur lesquelles il faut veiller »

Propos recueillis par Clément Machecourt

INTERVIEW. Les deux câbles sous-marins endommagés par un vraquier chinois en mer Baltique relancent l'intérêt stratégique de ces infrastructures, explique la chercheuse Camille Morel.

Les gouvernements finlandais et allemand ont accusé le Yi Peng 3, un vraquier chinois de 224 m de long, d'avoir saboté deux câbles de télécommunication dans la mer Baltique dimanche 17 et lundi 18 novembre. Le navire suspect est, depuis, immobilisé dans les eaux danoises, sous la surveillance des bâtiments de guerre du pays. Un navire français est parti jeudi 21 novembre de Calais (Pas-de-Calais) pour constater et réparer les dégâts sur le C-Lion1, l'un des deux câbles endommagés.

Accident ou sabotage, l'incident remet sur le devant de la scène l'importance des câbles sous-marins, par lesquels transitent la grande majorité de nos échanges numériques. Une infrastructure vitale et stratégique qui peut, en cas de panne, paralyser des pays de plus en plus connectés, explique Camille Morel, chercheuse en relations internationales, associée à l'Institut d'études de stratégie et de défense de l'université Lyon III et au Centre d'études stratégiques de la marine.

Le Point : Que représente, aujourd'hui, le réseau de câbles sous-marins dans le monde ?

Camille Morel : Il y a environ 500 câbles sous-marins de fibre optique, qui représentent 1,2 million de kilomètres de câbles. Ils ne sont pas posés de manière homogène sur le globe, avec des zones de concentration et d'autres plus délaissées. Les trois grands axes sont les axes Transatlantique, Transpacifique et Europe-Asie passant par le canal de Suez. L'objectif, désormais, est de mieux mailler les marchés émergents comme l'Afrique ou les îles du Pacifique.

À LIRE AUSSI [Câbles sous-marins : la guerre économique qui vaut le coup d'oeil](#) Quelles peuvent être les conséquences directes d'une panne de câble sous-marin ?

L'exemple le plus parlant, ce sont les îles Tonga, en Océanie, qui ont été déconnectées du reste du monde en janvier 2022 après l'éruption d'un volcan qui a endommagé leur seul câble sous-marin. Ce petit territoire s'est retrouvé

isolé et on a pu chiffrer assez précisément le coût de cette panne sur l'économie, ajouté au fait que les communications avec l'extérieur étaient compliquées pour coordonner les secours.

À LIRE AUSSI [Espionnage : l'Europe s'inquiète pour la sécurité de ses câbles chinois](#) Dans le cas que vous mentionnez, c'est un événement naturel qui a endommagé le câble. Comment peut-on saboter une telle infrastructure ?

Ce n'est pas compliqué en soi de couper un câble. Si vous avez un grappin, une ancre ou un filet de pêche, vous pouvez l'endommager assez facilement. En fonction d'où est posé le câble, il va être recouvert de différentes couches : peu ou pas de protection dans les grandes profondeurs, jusqu'à de l'acier dans des zones de faible profondeur avec beaucoup de trafic maritime ; voire ensouillé, c'est-à-dire enterré dans le sable. On peut agir aussi avec des moyens plus sophistiqués et discrets avec des drones sous-marins.

À LIRE AUSSI [Les câbles sous-marins,](#)

Documents sauvegardés

trésors vulnérables À partir de quand les pays se sont-ils rendu compte que ces câbles pouvaient représenter une vulnérabilité ?

Cela dépend des pays. Mais au début des années 2010, les câbles sous-marins qui avaient été laissés sous le contrôle d'acteurs privés repassent de plus en plus dans le domaine de l'État, alors que nos économies sont de plus en plus numérisées. Les géants du Net - Google, Facebook - accélèrent également leur investissement. En 2013, les révélations d'Edward Snowden montrent qu'il y a de la captation d'informations via les câbles. On se rend compte que ce sont de véritables autoroutes de l'information sur lesquelles il faut veiller. Depuis cinq ans, il y a une accélération de la politisation du sujet. Des États prennent des positions individuelles avec des mesures pour protéger un peu plus les câbles, ainsi que des mises à l'agenda dans des instances régionales ou internationales.

À LIRE AUSSI [Internet : le spectre de la menace sous-marine](#) Où en est l'Europe ?

Depuis la guerre en Ukraine, la prise de conscience est là avec notamment le sabotage des gazoducs Nord Stream. Un certain nombre de réflexions se sont faites pour penser la résilience du continent européen et des pistes d'améliorations pour protéger ces câbles. Aujourd'hui, il y a surtout des réunions régulières avec du partage d'informations et de renseignements.

Et, concrètement, comment peut-on mieux protéger les câbles sous-marins ?

On peut envoyer dans des zones précises des drones sous-marins pour inspecter les câbles. Mais la première réponse est

celle de la surveillance maritime pour identifier des navires suspects avant d'éventuellement apporter une réponse politique.

Cet article est paru dans [Le Point.fr](#)

http://www.lepoint.fr/monde/les-cables-sous-marins-sont-des-autoroutes-de-l-information-sur-lesquelles-il-faut-veiller-26-11-2024-2576274_24.php

En mer Baltique, la menace des pétroliers fantômes russes

Des centaines de tankers, dont les propriétaires sont dissimulés derrière des sociétés-écrans, permettent à la Russie d'écouler 60% de son pétrole. Moscou est accusé d'utiliser ces navires pour endommager des câbles sous-marins et lancer des drones

REPORTAGE

TALLINN - envoyé spécial

Le commandant de la marine estonienne Ivo Värk mène une drôle de guerre, sans bataille ni ennemi. En cette matinée grise du 19 septembre, il promène sa haute silhouette le long d'un ancien entrepôt en brique rouge, vestige du commerce hanséatique, sur les quais de la base navale de Tallinn. Son visage est pâle et fatigué. Les dizaines de pétroliers qui mouillent au large de la mer Baltique lui donnent du souci. Ce ne sont que de vieux rafiot à la coque rouillée, souvent chargés de gaz naturel ou de pétrole, qui partent ou reviennent de la Russie voisine, à seulement 200 kilomètres de là.

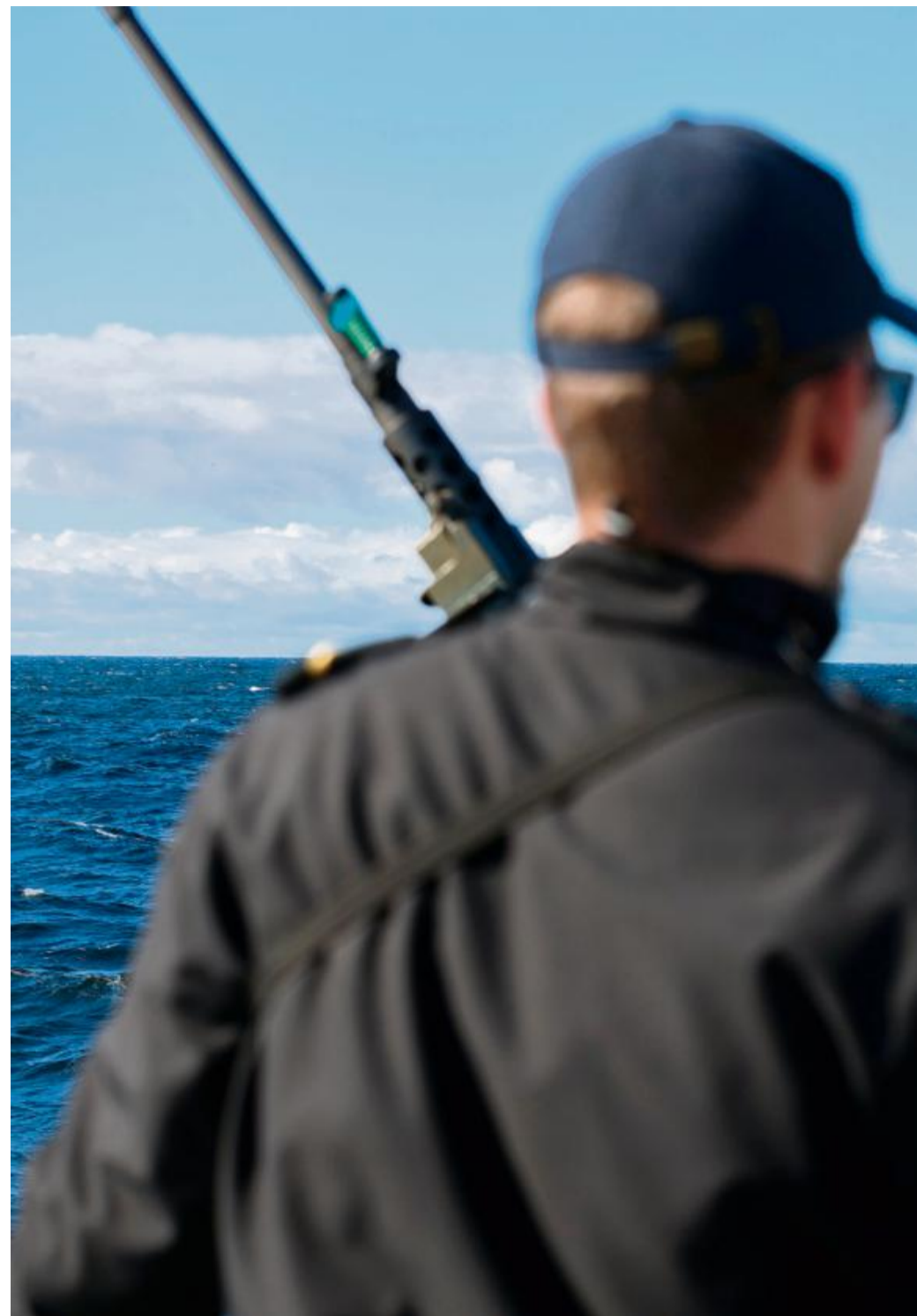
A première vue, rien de vraiment menaçant. « Mais on ne sait pas tout sur eux », avertit Ivo Värk. Si ces navires l'inquiètent autant, c'est parce qu'ils font bien plus que transporter du pétrole russe en contournant les sanctions occidentales. Moscou les utiliserait pour endommager des câbles sous-marins et lancer des drones. Ces navires dits « fantômes » dissimulent l'identité de leurs propriétaires derrière des sociétés-écrans et des pavillons de complaisance, et peuvent disparaître des écrans radars en éteignant leurs systèmes d'identification automatique (AIS). Sollicitée par *Le Monde*, la marine estonienne a accepté qu'un de ses exercices de surveillance soit suivi de l'intérieur. Tout ne s'est pas déroulé comme prévu.

C'est une banale mission que prépare ce matin-là l'*Ugandi*, un chasseur de mines gris, hérissé d'antennes, de radars, et entouré de fusils-mitrailleurs. Certains marins portent les écussons ukrainien et estonien cousus côte à

côte sur leur uniforme. Tous s'activent sur le pont, retirent la housse qui protège le canon avant. Le moteur fait vibrer la carcasse d'acier du navire, les amarres sont larguées. Le voici qui fonce vers les eaux internationales. Habitué à scruter le fond de la mer Baltique à la recherche de mines posées pendant la seconde guerre mondiale, l'*Ugandi* est désormais attentif à ces pétroliers figés dans la houle, qui se profilent à l'horizon. « Nous sommes les yeux de la mer », annonce fièrement la commandante du navire, Greete Mänd. Sa mission consiste, ce matin-là, à vérifier l'identité d'un méthancier donnée par son AIS, qui renseigne son nom, sa position ou encore sa cargaison. Bien souvent, les navires fantômes éteignent ou piratent ce système pour masquer leur identité ou leur destination.

L'ÉTAU S'EST RESSERRÉ

La flotte qui transporte clandestinement du pétrole ne cesse de grossir à mesure que les sanctions occidentales se durcissent contre la Russie, depuis son invasion de l'Ukraine. Le 19 septembre, Bruxelles a dévoilé un 19^e paquet de sanctions et a inclus dans sa liste noire 118 navires supplémentaires, portant le total à 560. Les pays du G7 interdisent, depuis décembre 2023, à leurs entreprises de fournir le moindre service à quiconque transporterait des hydrocarbures russes au-delà d'un certain prix. Une façon de garantir l'approvisionnement en pétrole dans le monde sans provoquer de flambée des cours, tout en réduisant les recettes que la Russie en tire pour alimenter sa machine de guerre. L'étau s'est resserré au cours des derniers mois, avec l'inscription de navires sur des listes noires. « Mais si les sanctions fonctionnaient vraiment, il n'y aurait pas autant de bateaux, malgré le commandant de la

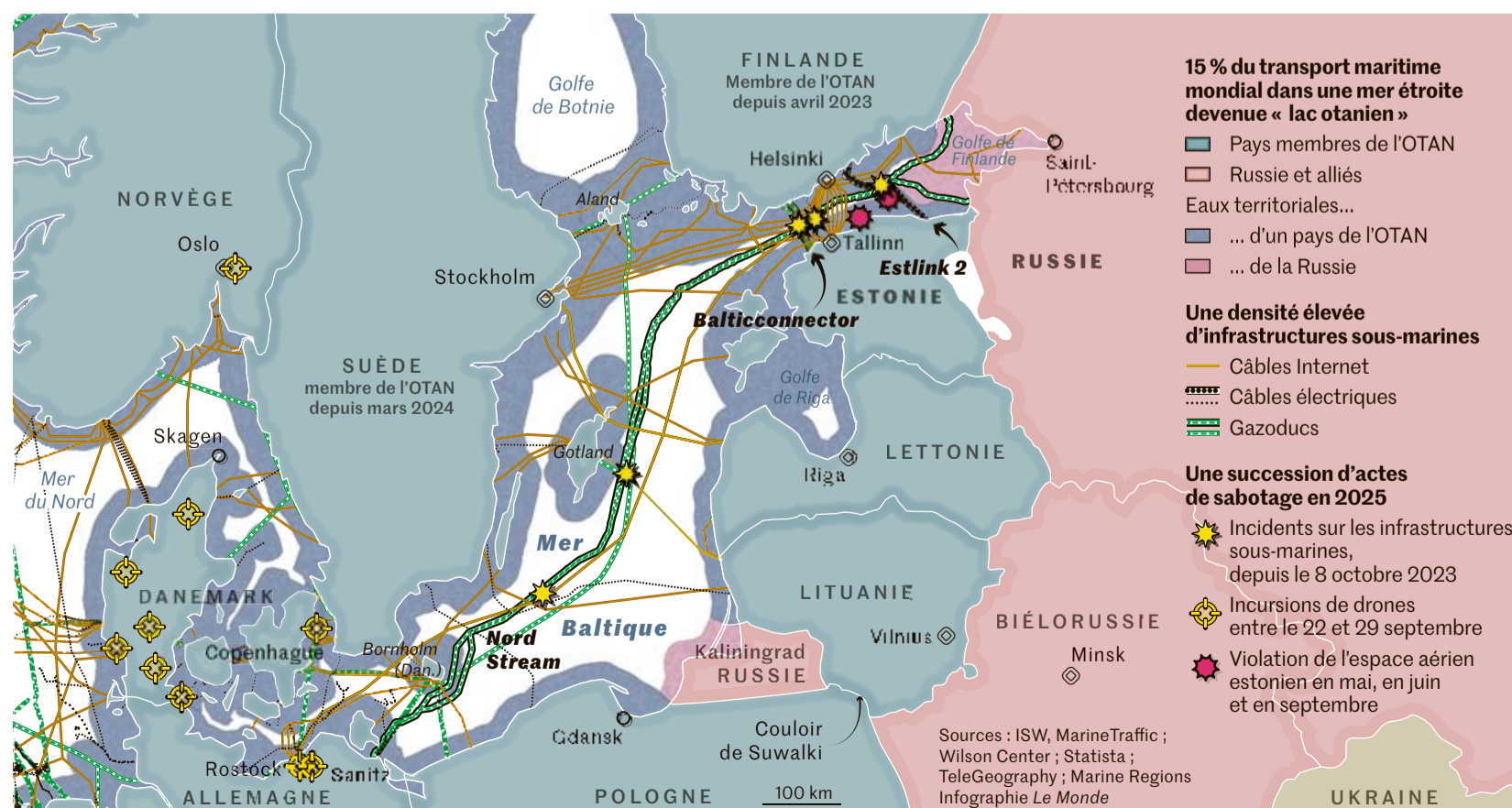


LA FLOTTE FANTÔME SERAIT COMPOSÉE DE 940 NAVIRES AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2025, SOIT 17% DE LA FLOTTE MONDIALE DE PÉTROLIERS

marine estonienne, or le nombre de ceux qui sont sans pavillon d'enregistrement ou avec de faux documents d'assurance ne cesse d'augmenter.» La flotte fantôme était composée de 940 navires au début de l'année 2025, selon les estimations du cabinet S&P Global Market Intelligence, soit 17% de la flotte mondiale de pétroliers. Un chiffre qui a bondi de 45% en un an.

Chaque jour, près de 700 000 barils de pétrole russe passent entre les côtes finlandaises et estoniennes, séparées de quelques dizaines de kilomètres. Soixante pour-cent des exportations de pétrole russe passent ainsi sous les yeux des garde-côtes des pays baltes, scandinaves mais aussi de ceux d'Europe du Nord et de l'Ouest, avec des risques d'accident élevés.

L'âge moyen des navires fantômes est de 20 ans alors qu'il est de 13 en moyenne pour les pétroliers, selon les données de S&P Global Market Intelligence. Ils constituent « un risque sérieux pour la sécurité maritime et l'environnement, car il s'agit souvent de navires anciens, mal entretenus et insuffisamment assurés », peut-on lire dans le rapport annuel de l'assureur Allianz, publié en mai. Ces navires auraient été impliqués dans des dizaines d'incidents depuis 2022, dont des collisions, des pannes de moteur ou des fuites d'hydrocarbure. En cas de marée noire provoquée par un pétrolier non assuré, ce sont les contribuables du pays côtier qui devraient assumer le coût des opérations de nettoyage, très difficiles à mener dans une mer fermée comme la Baltique.



UNIQUE VOIE DE PASSAGE

La menace est montée d'un cran ces derniers mois, avec des navires soupçonnés de sabotage de câbles sous-marins et qui auraient servi à faire décoller, fin septembre, des drones vers les aéroports de Copenhague et d'Oslo, interrompant le trafic aérien pendant plusieurs heures. Selon plusieurs médias danois, le pétrolier *Pushpa* aurait pu servir de plateforme de lancement. Soupçonné de n'être rattaché à aucun pavillon d'enregistrement, il a été arraisonné puis relâché par la marine française fin septembre.

Des drones survolant, à la même période, les sites militaires de Sanitz et de Rostock, où se trouve le siège de la marine allemande, auraient aussi décollé d'un navire fantôme, selon des informations de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, parues le 1^{er} octobre. Pour le chancelier allemand, Friedrich Merz, la Russie est « probablement » derrière cette « menace sérieuse pour [leur] sécurité ». Les gardes-frontières polonais ont enfin annoncé, le 2 octobre, avoir observé un bateau de pêche russe « effectuer des manœuvres suspectes à proximité d'un gazoduc sous-marin » au large de la ville de Wladyslawowo, près de Gdansk. « Nous avons un incident dans la mer Baltique toutes les semaines, presque tous les jours », a affirmé dans la foulée le premier ministre polonais, Donald Tusk.

« La mer Baltique abrite une infrastructure sous-marine importante, un trafic commercial dense et des installations portuaires con-



A bord du chasseur de mines estonien « Ugandi », en mer Baltique, le 19 septembre.



La commandante du navire « Ugandi », Greete Mänd, le 19 septembre. PHOTOS BIRGIT PÜVE POUR « LE MONDE »



Sur la passerelle du chasseur de mines « Ugandi », le 19 septembre.

sidérables, souligne Henrik Praks, chercheur au think tank estonien International Centre for Defence and Security. *Tous les Etats riverains de la Baltique dépendent fortement du commerce maritime pour leurs importations, leurs exportations, et même leur survie.* Un simple coup d'œil à une carte permet de comprendre que cette mer est l'unique voie de passage entre les pays Baltes et l'Europe si jamais le corridor de Suwalki, un minuscule ruban de terre de 65 kilomètres reliant la Lituanie à la Pologne, est fermé ou coupé.

« Le premier signal d'alarme est arrivé en octobre 2023 », se souvient Kadri Peeters, la sous-secrétaire chargée des capacités militaires au ministère de la défense estonien, abrité dans un modeste bâtiment devant lequel ont été posés deux vieux canons sur une pelouse. Ce mois-là, le navire chinois *Newnew Polar Bear* a été soupçonné d'endommager le gazoduc *Balticconnector*, qui relie la Finlande à l'Estonie, ainsi que deux autres câbles sous-marins, en laissant traîner son ancre sur 185 kilomètres au fond d'une mer peu profonde. Le navire est finalement reparti en Chine sans avoir été inspecté. Les autorités de Pékin défendent la thèse de l'accident causé par la météo, et le capitaine du navire a été présenté devant les juges à Hongkong en mai.

Un an plus tard, en novembre 2024, le *Yi-Peng 3*, un autre navire battant pavillon chinois, est à son tour soupçonné d'avoir sectionné avec son ancre deux câbles à fibre optique dans la zone économique exclusive suédoise. Il est immobilisé pendant un mois par la police suédoise, puis libéré.

En janvier, c'est la fin des tergiversations. La Finlande est le premier pays à saisir un navire commercial soupçonné d'avoir endommagé un câble sous-marin. *L'Eagle S*, un pétrolier de la flotte fantôme russe immatriculé aux îles Cook, a endommagé l'*Estlink 2*, l'un des deux câbles électriques reliant la Finlande à l'Estonie, en laissant traîner son ancre sur 170 kilomètres. « Les câbles de télécommunications sont faciles à remplacer, alors qu'il faut au moins six mois pour réparer un câble électrique ou un gazoduc sous-marin », explique Henrik Praks. La rupture de ce câble a entraîné une baisse soudaine de l'approvisionnement en électricité de l'Estonie, dont les tarifs ont flambé de 18 %, avant qu'il

ne soit réparé. Entre octobre 2023 et janvier 2025, 12 câbles ont été endommagés, au cours de quatre incidents, selon le décompte du think tank.

Accident ou sabotage ? L'ambiguïté est totale dans cette guerre hybride. « Une ancre qui traîne au fond des océans crée des vibrations et met le moteur du navire en surchauffe », observe tout de même Henrik Praks, c'est donc étrange que les capitaines des navires aient continué d'avancer. Mais toute accusation reste fragile. « Il est très difficile d'établir un lien entre la flotte fantôme et le sabotage des infrastructures, car nous n'avons pas encore la preuve que ces incidents sont délibérés », admet Ivo Värk. Une incertitude qui paralyse, ou complique, toute réaction. « L'essence même de la guerre hybride consiste à mener des actions que l'agresseur peut facilement nier et dont l'intention est difficile à deviner », explique Andres Kasekamp, professeur à l'université de Toronto, Moscou cherche aussi à diviser les pays membres de l'OTAN sur la manière d'y répondre. »

« RISQUE D'ESCALADE »

« Depuis 2022, chaque incident dans la mer Baltique est devenu une potentielle menace », tranche M^{me} Peeters. Mais le droit maritime international empêche l'Estonie d'arraisonner ou d'arrêter dans les eaux internationales un navire qu'elle soupçonne de faire partie de la flotte fantôme. En décembre 2024, 12 pays, dont l'Allemagne, le Danemark et les pays Baltes, ont donc décidé de renforcer les contrôles en exigeant des navires qu'ils leur fournissent leurs preuves d'assurance, et enquêtent sur ceux qui refusent. La marine danoise indique au Monde avoir effectué 90 inspections, depuis février 2025, au large de la pointe de Skagen et d'en avoir immobilisé cinq « en raison de problèmes liés à la sécurité maritime, à la protection de l'environnement et à celle des marins ».

« Plus vous vous rapprochez des intérêts russes, plus le risque d'escalade est élevé », témoigne Ivo Värk. Le commandant de la marine estonienne l'a appris à ses dépens lorsque, le 15 mai, alors que les garde-côtes estoniens voulaient inspecter à la lisière de leurs eaux territoriales le *Jaguar*, un pétrolier enregistré au Gabon, un avion de combat russe a fait irruption, mettant fin à l'opération. Deux

jours plus tard, Moscou ripostait en arraisonnant un pétrolier grec, le *Green Admirer*, chargé de pétrole de schiste estonien à destination d'Amsterdam, finalement relâché deux jours plus tard.

Les Russes, comme à leur habitude, ont aussi réservé une petite surprise à l'Estonie lors de notre séjour à bord de l'*Ugandi*. A 9 h 58, ce vendredi 19 septembre, trois avions de combat ont surgi dans le ciel estonien. Une incursion « d'une audace sans précédent », selon Tallinn, tant par le nombre d'avions impliqués que par sa durée : les trois MIG-31 russes sont restés sans autorisation dans le ciel estonien pendant douze minutes, avant d'être repoussés par des F-35 italiens de l'OTAN. Prudente, la commandante de l'*Ugandi* a alors décidé de changer de programme en renonçant à s'approcher du méthanier suspect dans les eaux internationales et en rebroussant chemin. La marine estonienne voulait attirer l'attention sur la menace des pétroliers fantômes. Elle a surtout montré que la menace russe la rendait fébrile. « La Russie est prête à défendre ses navires en mer Baltique par tous les moyens disponibles », avait prévenu en mai Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin.

De fait, les navires russes sont sur leurs gardes dans une mer Baltique qui est passée d'un « lac neutre » à un « lac de l'OTAN » depuis que la Finlande et la Suède ont rejoint l'Alliance atlantique en 2023 et 2024. Il suffirait d'un blocus sur ce passage large de seulement une cinquantaine de kilomètres, entre les côtes de l'Estonie et celles de la Finlande, pour que la Russie ne puisse plus exporter une partie importante de son pétrole, ce qui pourrait sérieusement gripper sa machine de guerre. Les revenus des hydrocarbures contribuent à hauteur de 30 % à 50 % au budget de la Russie. « Nous devrions empêcher [les pétroliers de la flotte fantôme] de traverser la mer Baltique », a menacé la première ministre lettone, Evika Silina, le 29 décembre 2024.

Un tel blocage serait une violation à la liberté de navigation protégée par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. « On ne peut pas s'opposer à la liberté de navigation en mer Baltique et la défendre en mer de Chine », ajoute un diplomate européen.

La Russie prend cette menace de blocus très au sérieux et s'inquiète de la hausse du

nombre d'inspections de ses navires. Un article paru en août dans la revue *International Affairs*, qui dépend du ministère des affaires étrangères russe, invite à considérer « la partie orientale de la mer Baltique comme un théâtre d'opérations militaires potentiel, peut-être sous une forme classique, peut-être sous une forme "grise" ». Et de préciser : « Pour la première fois depuis 1941, l'ennemi nous menace dans la Baltique d'un blocus militaire et non plus seulement économique. » Au cours des derniers mois, plusieurs pétroliers ont été escortés par des navires militaires russes.

PAYS BALTES MOINS SEULS

Ivo Värk plaide pour une présence militaire accrue de l'OTAN en mer Baltique « pour assurer une meilleure surveillance et servir de dissuasion ». Le 14 janvier, l'Alliance atlantique a annoncé le lancement de l'opération « Baltic Sentry » pour « renforcer la protection des infrastructures critiques » sur la mer Baltique. Celle-ci mobilise des frégates et des avions de patrouille maritime ainsi qu'une petite flotte de drones navals.

L'Estonie, petit pays de 1,5 million d'habitants, veut aussi renforcer sa flotte qui ne compte pour l'instant que sept navires, dont trois patrouilleurs. Le seul sous-marin qu'elle possède... est une antiquité exposée dans l'immense hangar du Musée de la marine, à quelques encablures de la base navale. Des enfants courent sur sa coque métallique tandis que leurs parents découvrent sur de grands panneaux que, au début du XX^e siècle, « la survie de la République d'Estonie dépendait des routes maritimes avec l'Europe occidentale et la Scandinavie », et que le pays avait imaginé au début des années 1920, avec la Finlande, un blocus pour empêcher la flotte soviétique de pénétrer dans la mer Baltique. Un siècle plus tard, les pays baltes sont moins seuls. Jeudi 2 octobre, lors d'un sommet de la Communauté politique européenne, à Copenhague, Emmanuel Macron a appelé les Européens à franchir « un pas » dans la « politique d'entrave » de la flotte fantôme russe. Le Danemark a aussi annoncé, quelques jours plus tard, le renforcement des contrôles environnementaux des pétroliers qui mouillent au large de Skagen (nord), à la jonction entre la mer Baltique et la mer du Nord. ■

JULIEN BOUSSOU

« LA MER
BALTIQUE ABRITE
UNE INFRASTRUCTURE
SOUS-MARINE
IMPORTANTE,
UN TRAFIC
COMMERCIAL
DENSE ET DES
INSTALLATIONS
PORTUAIRES
CONSIDÉRABLES »

HENRIK PRAKS
chercheur

Documents sauvegardés

LE CERCLE

© 2025 Les Echos. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251020-ECL-01601390641687

Nom de la source

Les Echos - Le Cercle (site web)

Lundi 20 octobre 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Les Echos - Le Cercle (site web) • 1307 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Câbles sous-marins : « La nouvelle guerre froide se joue au fond des océans »

Les câbles sous-marins transportent 99 % du trafic internet intercontinental et 10.000 milliards de dollars de transactions par jour. Leur privatisation par les géants de la Tech et les actes de sabotage croissants posent des défis majeurs de souveraineté, analyse Jean Barrère.

De l'Empire britannique aux géants de la Tech, l'histoire se répète. Une infrastructure invisible est devenue le système nerveux de l'économie mondiale. Chaque jour, ce sont 10.000 milliards de dollars de transactions financières qui y transitent.

Chaque seconde, des millions de vidéos, d'emails, de transactions. Et pourtant, ce réseau est désormais largement privatisé, de plus en plus vulnérable. Alors que les actes de sabotage se multiplient, sa gouvernance est devenue l'impensé de notre souveraineté.

L'hégémonie par le fil, une leçon de l'Empire

En 1866, le premier câble télégraphique transatlantique pérenne ne transporte que des mots. Mais en faisant passer le temps de communication entre Londres et New York de dix jours à quelques minutes, il offre un avantage décisif. L'investissement, colossal - quatre millions de livres sterling, l'équivalent de cinq cents millions d'euros actuels -, obéit à une loi d'airain : des coûts fixes prohibitifs pour un coût marginal quasi

nul. Le résultat est un monopole naturel inévitable.

L'Empire britannique en a fait l'instrument de son hégémonie. Contrôler les tuyaux, c'est contrôler les flux d'information, la finance et la diplomatie. À l'aube du XXe siècle, le Royaume-Uni possède 63 % du réseau câblé mondial. Son premier geste lors de la déclaration de guerre de 1914 ne sera pas militaire, mais infrastructurel : couper les câbles de son rival allemand. La leçon est fondatrice : il n'y a pas de souveraineté sans maîtrise des infrastructures physiques de communication.

Du consortium d'Etats au monopole privé

Aujourd'hui, 99 % du trafic intercontinental transite par un réseau de 1,4 million de kilomètres de câbles en fibre optique. Longtemps, cette artère vitale fut un quasi-bien public, géré par des consortiums d'opérateurs nationaux qui mutualisaient les investissements. Ce modèle, garant d'un certain contrôle étatique, a volé en éclats en une décennie à peine.

Le basculement s'opère en 2012, lorsque

Google déploie son premier câble en propriété exclusive. Le signal est donné. Dix ans plus tard, les géants américains de la Tech - Google, Meta, Amazon et Microsoft - ont pris le contrôle de fait du système, finançant près de 70 % des nouvelles capacités et évinçant les Etats de leur rôle historique. La logique est implacable : générant plus des deux tiers de la bande passante mondiale, il est devenu pour eux plus rationnel de construire leurs propres autoroutes de l'information que de les louer.

Cette intégration verticale a un symbole : le projet Waterworth de Meta. Un câble de cinquante mille kilomètres, le plus long du monde, reliant quatre continents pour dix milliards de dollars, et pour la première fois, en propriété exclusive d'une Big Tech, sans aucun partenaire télécom. La mutation est achevée. Le temps où Internet n'appartenait à personne est révolu. Aujourd'hui, il appartient à une poignée d'entreprises.

L'infrastructure devient une cible

17 novembre 2024, mer Baltique, dix heures. Le câble BCS East-West qui re-

Documents sauvegardés

lie la Lituanie à la Suède cesse de fonctionner. Vingt-quatre heures plus tard, le C-Lion1, entre la Finlande et l'Allemagne, est coupé à son tour. Le tracking maritime pointe le cargo chinois Yi Peng 3, qui venait de quitter un port russe. Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense : « Personne ne croit à un accident. »

Le jour de Noël, quatre câbles sectionnés. Le pétrolier Eagle S de la « flotte fantôme » russe a traîné son ancre sur soixante-deux milles nautiques. Délibéré. Méthodique. Poursuites engagées, mais le tribunal finlandais se déclare incompetent : pavillon des îles Cook. Le message est limpide : nous pouvons couper vos câbles.

En un an, les incidents sont passés de 15 à 46. En février 2024, quatre câbles sectionnés en mer Rouge avaient paralysé 70 % du trafic Europe-Asie, privant cent millions d'Africains de connexion stable. Chaque jour, dix mille milliards de dollars de transactions transitent par ces câbles. Une coupure coordonnée de quelques jours pourrait coûter des centaines de milliards à l'économie mondiale.

L'objectif n'est pas la destruction totale, mais la démonstration d'une capacité de nuisance. La dissuasion par la fragilité. L'OTAN a lancé les opérations Baltic Sentry puis Sentinelle de la Baltique avec drones, frégates et avions. Mais une question reste sans réponse : une attaque contre un câble de Meta est-elle une agression contre une entreprise ou contre les Etats-Unis ? Cette ambiguïté profite aux acteurs hostiles.

Le réveil tardif de l'Europe

Face à cette nouvelle conflictualité, le réveil de l'Europe est tardif mais réel.

Bruxelles déploie un arsenal réglementaire pour cartographier les risques et renforcer la sécurité des infrastructures sur son sol. Mais cette défense reste limitée géographiquement, incapable de s'exercer dans les eaux internationales.

La contre-offensive la plus structurée est venue de Paris. Fin 2024, au terme d'une négociation âpre avec Nokia, l'Etat français a orchestré la prise de contrôle du leader mondial de la fabrication de câbles, Alcatel Submarine Networks (ASN). Cet acte de souveraineté industrielle, finalisé pour une centaine de millions d'euros, vise à sanctuariser un actif jugé vital et à stopper la grande dépossession technologique.

Comme le résumait le général Didier Castres lors de son audition au Sénat : « Les câbles sous-marins sont devenus le centre de gravité de la quasi-totalité de nos activités. » Avec Orange Marine, la France détient désormais le quart de la flotte mondiale capable de poser et réparer ces infrastructures, se repositionnant comme un acteur clé de cette géopolitique des profondeurs.

Souveraineté déléguée, démocratie en danger

Posons la question brutalement : peut-on être souverain lorsque 70 % des infrastructures qui font fonctionner nos hôpitaux, nos banques et nos administrations appartiennent à cinq entreprises américaines ? Lorsque Mark Zuckerberg décide seul du tracé d'un câble de cinquante mille kilomètres qui contourne l'Europe pour relier directement les Etats-Unis à l'Inde, ce n'est pas un choix technique, mais géopolitique. Un choix sur lequel aucun Parlement, aucun citoyen, n'a son mot à dire.

L'histoire du télégraphe nous avait pour-

tant prévenus. En 1866 comme aujourd'hui, celui qui contrôle l'infrastructure contrôle le pouvoir. Car la différence fondamentale, vertigineuse, tient en un mot : légitimité.

L'Empire britannique était un Etat, aussi impérial fût-il. Les GAFAM sont des entreprises privées qui n'ont de comptes à rendre qu'à leurs actionnaires, bien que leur puissance dépasse celle de nombreux Etats. Le sursaut européen, incarné par la reprise d'ASN par la France, est une réponse pragmatique, mais la course est loin d'être gagnée.

Chaque nouveau câble privé renforce une emprise déjà massive. Et déjà, la bataille s'étend à de nouvelles frontières : les routes arctiques, ouvertes par la fonte des glaces, et les constellations de satellites, où des acteurs comme Starlink imposent à nouveau leur hégémonie.

Le temps de l'Internet neutre est révolu. Pour l'Europe, le choix est désormais existentiel : accepter d'être un continent de consommateurs d'infrastructures conçues par d'autres, ou reprendre la main sur les fondations de sa souveraineté. Dans la guerre des profondeurs comme sur l'échiquier mondial, l'histoire ne pardonne jamais l'indécision stratégique.

Jean Barrère est associé chez Accuracy.

Jean Barrère

Encadré(s) :

L'incroyable histoire des câbles sous-marins, des télégraphes à Internet <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/lincroyable-histoire-des-cables-sous-marins-des-telegraphes-a-internet-1352999>

Documents sauvegardés

ENQUÊTE - Les câbles sous-marins, l'autre guerre <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/quand-internet-et-leconomie-mondiale-ne-tiennent-qua-quelques-fils-1906308>

TRIBUNE - Spatial : « Et si l'Europe osait enfin jouer dans la cour des grands ? » <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/spatial-et-si-leurope-osait-enfin-jouer-dans-la-cour-des-grands-2189536>

- 1,4 million de km de câbles sous-marins dans le monde
- 99 % du trafic internet intercontinental transite par ces câbles
- 70 % des nouvelles capacités financées par les GAFAM
- 10.000 milliards de dollars de transactions financières par jour
- 46 incidents recensés en 2024 (contre 15 en 2023)
- 3 fabricants mondiaux dominent le marché : l'américain SubCom, le japonais NEC, et le français ASN (désormais contrôlé à 80 % par l'Etat français)
- 7 navires câbliers français (ASN + Orange Marine) = 25 % de la flotte mondiale

À l'Assemblée, la discussion budgétaire au ralenti

Le volet recettes de la loi de finances 2026 ne sera pas soumis au vote des députés ce mardi. Trop d'amendements en souffrance. Trop de divisions aussi. La menace d'une censure refait surface.

Une méthode Coué... pour l'heure improductive. En ouvrant la huitième journée de débats budgétaires à l'Assemblée lundi, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a voulu mettre la pression sur les députés, les exhortant à adopter une loi de finances « **correspondant aux besoins des Français et dans les délais** ». Peine perdue, pour l'instant. Les divisions restent si fortes que les chances de conciliation s'amenuisent au fil du temps.

« **Si ce budget n'est pas plus juste, nous voterons contre** », prévient le socialiste Olivier Faure, tout en restant ouvert aux négociations. « **C'est un texte de bric et de broc** », commente Sébastien Chenu (Rassemblement national). « **Attention à la sorcellerie fiscale** », alerte le ministre de l'Économie Roland Lescure. « **La partie recettes ne va satisfaire personne** », juge le LR Philippe Juvin, rapporteur général du budget.

Symptôme de ces tensions : aucun parti de gauche n'a participé, lundi après-midi, à la réunion de concertation organisée au ministère des Relations avec le Parlement. Les Insoumis ont été les premiers à la sécher : « **Il n'y a rien à attendre de vous** », a lancé Mathilde Panot à Sébastien Lecornu. Les communistes, les écologistes et les socialistes leur ont emboîté le pas, expliquant « **ne pas vouloir participer à une table ronde en présence du RN** ».

« **À n'importe quel moment** »

En raison de ces blocages, l'examen du projet de loi de finances prend du retard. Sa partie recettes ne sera pas soumise aux suffrages ce mardi (il restait 2 251 amendements à discuter lundi à 21 h 30). Conséquence : après



Les députés poursuivent l'examen du budget. Les discussions traînent en longueur.

PHOTO : STÉPHANE GELIFROU, OUEST-FRANCE

une semaine – s'annonçant mouvementée – dédiée au volet recettes du budget de la Sécurité sociale (du 4 au 9 novembre), les députés reprendront l'étude du projet de loi de finances (recettes et dépenses) le 12 novembre pour une douzaine de jours... avant de transférer la copie aux sénateurs. Qui l'attendent avec impatience pour la réécrire à leur façon.

On voit donc mal – sauf miracle de dernière minute – comment les parlementaires parviendront à s'entendre sur un budget d'ici à la fin décembre. Certains élus, à commencer par Marc Fesneau (MoDem), en viennent

d'ailleurs à regretter l'abandon du 49-3 par le chef du gouvernement. Il aurait permis d'adopter des lois de finances « **de compromis** », sans vote, selon lui. « **Pas question de revenir en arrière** », insiste Amélie de Montchalin.

« **On sait qu'on va nous faire le coup des ordonnances** », juge, de son côté, le sénateur centriste Hervé Marseille. Le gouvernement pourrait ainsi faire passer son texte initial (avec quelques amendements) en contournant finalement le Parlement. Autre solution s'offrant à l'exécutif : faire valider une loi spéciale (comme en

décembre 2024) dans l'attente du vote d'un budget en début d'année prochaine.

Ordonnances ou loi spéciale, des experts de la Constitution estiment que l'issue en sera la même : une censure, puis une dissolution. Un dénouement qui pourrait même survenir plus tôt si le PS décidait de sanctionner Sébastien Lecornu dans les prochains jours. « **On peut chuter à n'importe quel moment** », a d'ailleurs laissé entendre le chef du gouvernement, samedi, à quelques interlocuteurs.

Yves-Marie ROBIN.

La Cour des comptes s'inquiète pour la Sécurité sociale

Dans une note de trente-cinq pages publiée lundi, la Cour des comptes indique qu'en 2025, le déficit global de la Sécurité sociale atteindra 23 milliards d'euros, soit 7,7 milliards de plus qu'en 2024. Cela en raison de « **prévisions de recettes trop optimistes, pour la troisième année consécutive** ».

À l'exception de la branche Famille (allocations familiales, aides au logement, etc.), « **l'ensemble des branches** » de la Sécu est dans le rouge. Dont 17,2 milliards pour la Maladie et 5,8 milliards pour la Vieillesse (retraites et minimum vieillesse).

Les dépenses de santé, définies au sein d'une enveloppe qu'on appelle l'Ondam (1), devaient respecter un plafond de 265,9 milliards, à la suite d'une alerte en juin. Mais la Cour en doute. Elle observe des dépassements, tandis que le déficit des hôpi-



Les hôpitaux enregistrent cette année un déficit financier « jamais atteint ».

PHOTO : KÉVIN GUYOT, OUEST-FRANCE

taux, dont les deux tiers sont dans le rouge, devrait s'élever à « **un niveau jamais atteint** ».

Pour 2026, la progression « **tendanciellement** » des dépenses aboutirait à une

hausse du déficit de l'ensemble de la Sécu « **de 5,7 milliards** ». Mais le scénario envisagé pour l'endiguer est jugé « **fragile** » par la Cour, car il comporte « **de fortes incertitudes** ».

Un nouveau transfert de la dette

Surtout, les perspectives envisagées amènent à ce que chaque année de 2027 à 2029, « **un déficit supplémentaire de 17 milliards environ** » vienne alourdir la dette.

À tel point que l'organisme qui finance la Sécu à court terme, l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), serait exposé à « **un risque de liquidité** ».

Pour éviter la panne de trésorerie, il faudrait que l'Acoss transfère sa dette à un autre organisme, la caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) crée en 1996 pour reprendre

la dette de la Sécu (136 milliards) et l'éteindre dans la durée. Mais un tel transfert suppose de faire passer une loi organique, car on touche à la Constitution.

Alors que la Sécu était revenue à l'équilibre en 2019, elle fête cette année ses 80 ans par un déficit creusé à force de dépenses nouvelles « **non financées** ».

La Cour recommande donc à court terme « **un retour rapide des comptes vers l'équilibre** ». Et à long terme, un « **pilotage et un financement cohérents** », basés sur « **un consensus sur le niveau de ressources à accorder à la protection sociale** ». On n'en a jamais été aussi loin dans l'Hémicycle...

André THOMAS.

(1) Objectif national de dépenses d'Assurance-maladie.

Duralex : 5 millions d'euros de promesses

Pour assurer la poursuite de son redressement, la verrerie, reprise par ses salariés, a lancé une levée de fonds ouverte aux Français.

« **Les Français ont répondu présent. [...] C'est bien la preuve de leur attachement à Duralex.** » À peine 24 heures après son lancement, la levée de fonds de la célèbre verrerie a collecté, lundi, plus de 5 millions d'euros en promesses d'investissements, a déclaré son directeur général François Marciano à l'AFP.

Depuis dimanche, il est possible d'investir à partir de 100 € rémunérés à 8 % par an, « **bloqués pendant sept ans et vous avez une réduction d'impôts de 18 %** », avait-il expliqué quelques semaines plus tôt. Près de 7 000 personnes ont ainsi réservé un investissement, jusqu'à 30 000 € pour l'une d'entre elles.

« **On va faire des frustrés, on s'en excuse même auprès d'eux, mais on ne pouvait pas recueillir plus de 5 millions d'euros** », a estimé François Marciano, assurant que d'autres initiatives seraient prochainement lancées pour permettre aux Français d'investir dans Duralex. « **L'entreprise n'est pas encore sauvée, il nous faut cet argent, notamment pour qu'on puisse continuer de développer de nouveaux modèles et acheter de nouvelles machines.** »

Connue pour sa vaisselle réputée incassable, l'entreprise Duralex avait failli disparaître en avril 2024 avant



L'usine Duralex fabrique des verres et autres récipients à La Chapelle-Saint-Mesmin, dans le Loiret.

PHOTO : JÉRÔME FOUQUET, ARCHIVES OUEST-FRANCE

d'être reprise en coopérative par ses salariés quelques semaines plus tard. Alors que son chiffre d'affaires devrait s'élever à 33 millions d'euros en 2025, l'entreprise doit atteindre la barre des 35 millions d'euros pour retrouver l'équilibre financier, avant d'espérer viser 39 millions d'euros en 2030.

La marque, qui fête ses 80 ans cette année, veut aussi développer de nouvelles collaborations, portée par sa dernière opération avec La Poste et l'animateur Stéphane Bern.

C'est le retour de la pantoufle

Depuis le confinement, elle s'est offert une seconde vie. Du salon à la rue pavée, elle oscille entre confort et accessoire de mode.

Longtemps boudé par les jeunes générations, ringardisé par la communication, le chausson filait un mauvais coton. Jusqu'au confinement. « **Depuis le Covid, en 2020, il y a une recrudescence de ses ventes, qui ont encore progressé en 2024. Il était préférable d'être bien chez soi, et le chausson en est la parfaite incarnation** », constate Clémentine Colin-Richard, présidente de la Fédération française de la chaussure. En 2024, 35 millions de chaussons ont été vendus en France pour un chiffre d'affaires global de 540 millions d'euros, en hausse de 3 % par rapport à 2023.

Ce retour en grâce se poursuit cette année. Il s'explique par l'évolution des styles, adaptés notamment pour toucher un public plus jeune. « **Nous utilisons des matières recyclées, nous fabriquons en France, nous réalisons des collaborations avec les marques du moment et nous avons réinvesti notre communication sur les réseaux sociaux... Autant de sujets qui touchent la jeune génération** », raconte Vincent Rivalin, directeur de la marque Rivalin.

« **On a su se réapproprier les codes de ce côté traditionnel, un peu vieillissant. Les charentaises,**



Le chausson : un accessoire de mode à lui tout seul.

PHOTO : GUILLAUME SALIGOT, O.F.

par exemple, ont longtemps eu une image un peu pantoufles, mais aujourd'hui, elles reviennent avec du léopard, du tartan. Même la distribution a changé : on peut en acheter partout, jusque dans des concept stores », pointe la présidente de la Fédération française de la chaussure.

Autre constat, le chausson sort de la maison. Des modèles de chaussons reprenant les codes du soulier confortable ont participé à son retour. Au point d'être devenu un accessoire de mode à lui tout seul, aperçu sur les podiums de la Fashion Week.

Marie-Caroline ROYET.

Réflexion

« Câbles sous-marins : la guerre invisible des routes du cloud »



Nicolas Dujardin, directeur des opérations du groupe industriel Océinde.

PHOTO : COLLECTION PERSONNELLE

« Le cloud, cet ensemble de serveurs informatiques si utiles au développement d'Internet, a beau évoquer des nuages immatériels, il repose sur des infrastructures bien physiques. Sous les océans, des câbles de fibre optique longent les fonds marins et transportent près de 98 % du trafic internet mondial. Au bout, des centres de données (data centers) stockent et traitent nos informations, et des points d'échange internet (IXP) font transiter les flux entre opérateurs. Cette colonne vertébrale du numérique, invisible du grand public, est devenue un enjeu géopolitique majeur.

Une guerre discrète se joue autour de ces routes du cloud. Qui contrôle ces tuyaux contrôle en partie

l'économie numérique.

Or, aujourd'hui, ce pouvoir se concentre dans les mains de quelques géants privés. Les Google, Amazon, Facebook, Microsoft accaparent plus de 70 % de la bande passante mondiale. Ils investissent massivement dans les câbles : désormais, ils sont propriétaires ou co-financiers d'environ la moitié des liaisons sous-marines. Cela leur permet de choisir le chemin de leurs données sans dépendre des réseaux publics.

« Nos données sont souvent hébergées outre-Atlantique »

En parallèle, le cloud européen s'appuie massivement sur leurs infrastructures. Les États-Unis comptent près de 3 000 data centers, contre seulement environ 300 en France. Nos données sont donc souvent hébergées outre-Atlantique ou par des entreprises américaines, avec les risques que cela implique. La loi américaine « Cloud Act » autorise les autorités des États-Unis à accéder aux données stockées chez ces

entreprises, même si elles se trouvent en Europe.

Les dangers sont multiples. Dépendre d'acteurs extra-européens nous expose à leurs lois et décisions unilatérales. En cas de tensions diplomatiques, nos flux numériques pourraient en pâtir. Autre menace : un adversaire pourrait espionner ou couper ces câbles. En 2025, des coupures mystérieuses de câbles en mer Baltique ont fait craindre des sabotages. Ces scénarios préoccupent sérieusement l'Union européenne (UE) et l'Otan.

Face à ces enjeux, l'Europe réagit. En 2025, la Commission a lancé un plan d'action pour sécuriser les câbles sous-marins : mieux surveiller, réparer plus vite en cas de coupure, et dissuader d'éventuels saboteurs.

L'Europe passe à l'offensive

L'UE cherche aussi à diversifier les itinéraires du cloud. Sa stratégie « Global Gateway » cofinance de nouveaux câbles vers l'Afrique (par exemple le câble Medusa entre la France et la Tunisie) afin que nos données ne

passent plus toutes par les mêmes hubs (centres de distribution) sous contrôle étranger.

Sur le front du stockage des données, l'Europe promet une souveraineté cloud. Le projet Gaia-X et l'essor de fournisseurs européens (OVHcloud, etc.) visent à réduire la dépendance aux clouds d'outre-Atlantique. L'ambition : pouvoir héberger nos données sensibles en Europe, sous juridiction européenne. À l'échelle locale aussi, les initiatives se multiplient. Par exemple, à La Réunion, le groupe Océinde a inauguré, en 2024, un data center neutre nommé Omega-1, et exploite un réseau fibre (Zeop) relié aux câbles sous-marins régionaux. Ce type de projet renforce la résilience et l'autonomie numérique de nos territoires.

Dans cette guerre invisible des données, l'Europe ne peut se permettre de rester spectatrice. Comme pour l'énergie, développer nos propres réseaux et data centers est devenu crucial pour notre sécurité et notre compétitivité. À ce prix, le continent pourra tracer ses routes du cloud souveraines et pérennes. >>>

Le regard de Chaunu



INDUSTRIE LOURDE

En Norvège, la cathédrale du français Nexans qui fabrique des câbles sous-marins



L'industriel français s'apprête à utiliser du cuivre recyclé pour produire ses câbles dédiés à l'électrification.

PIERRICK MERLET

À Halden, Nexans exploite la plus haute usine du pays, spécialisée dans la fabrication de câbles sous-marins haute tension. Une installation stratégique, qui fonctionne sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

PIERRICK MERLET

D'un côté, un bras de la mer de Skagerrak. De l'autre, la forêt norvégienne à perte de vue. Mais au-delà de ce paysage de carte postale, la petite ville balnéaire d'Halden, à la pointe sud-est du pays nordique, est surtout flanquée de deux tours qui dominent son paysage. Avec près de 153 mètres de haut, pour la plus récente des deux, « il s'agit du plus haut bâtiment de Nor-

vège », souligne fièrement le patron français des lieux, Bruno Daguët. Ces deux gratte-ciels sont, ni plus, ni moins, des usines verticales.

Bruno Daguët est depuis trois mois à la tête du site appartenant au groupe français Nexans. « C'est une implantation très stratégique pour nous », insiste Pascal Radue, vice-président de l'entreprise et à la tête de sa division Power Transmission.

Avec près de 1 000 collaborateurs, cette usine figure comme la plus importante du spécialiste de l'électrification via la conception et la production de câbles. Surtout, ce site - qui vient de faire l'objet d'une extension de 34 000 mètres carrés - dispose d'un savoir-faire unique : il est spécialisé dans la fabrication de câbles sous-marins. Des infrastructures de plus en plus stratégiques, dans un contexte géopolitique instable.

Dans l'usine d'Halden, les équipements produits servent tout d'abord à assurer aux parcs éoliens offshore une connexion avec le réseau électrique terrestre, technologie dite CCHT (courant continu haute tension). Nexans fabrique aussi en Norvège des câbles sous-marins pour permettre la connexion énergétique entre deux pays, ou territoires, dans un souci de favoriser la résilience du réseau électrique global (câbles CAHT, pour courant alternatif haute tension). Deux technologies très demandées.

« Nous avons un carnet de commandes de 7,1 milliards d'euros, plutôt tiré par l'Europe, qui nous assure a minima une production jusqu'en 2028, voire 2029 », précise le vice-président Pascal Radue, dans un contexte où l'électrification du monde et des usages s'accélèrent.

Une usine en production continue

Preuve de cette forte demande, derrière les portes d'un bâtiment flamboyant neuf, les grandes bobines de cuivre et d'aluminium s'accumulent par dizaines. Si, pour l'instant, il s'agit uniquement de matières premières neuves, Nexans prévoit demain de faire livrer ici des bobines de cuivre recyclé grâce aux travaux en cours dans sa fonderie de Lens.

À Halden, les unités de production

tourment donc de façon intensive. Le cuivre et ses composants pour le protéger sont notamment assemblés pour le projet « Celtic », la première interconnexion électrique entre la France et l'Irlande. Celle-ci, une fois installée avec ses quatre câbles de 150 kilomètres, permettra de transporter jusqu'à 700 mégawatts d'énergie renouvelable, soit de quoi alimenter 450 000 foyers. Le calendrier de production est des plus serrés : l'usine de Nexans mène en simultané pas moins de sept projets.

« Nous venons tout juste de doubler nos capacités de production avec l'extension, et nous tournons déjà au maximum de nos capacités. L'usine fonctionne en continu, sept jours sur sept et 24 heures sur 24, grâce au roulement permanent de cinq équipes de huit heures. Nous sommes en train d'installer de nouvelles tables tournantes pour augmenter nos capacités de stockage, mais nous pouvons difficilement faire plus car nous manquons désormais d'espace de par la configuration géographique de la zone », relate Bruno Daguët, qui dirigeait auparavant une usine au Qatar pour le compte de Nexans.

Dans ce nouveau site, les machines tournent à plein régime. Les rotatives assemblent le conducteur (cuivre ou aluminium) par tranche de six, dans des dimensions pouvant atteindre jusqu'à 4 500 millimètres carrés. Une fois le conducteur constitué, et après la pose d'une bande de caoutchouc pour le protéger, le câble entre dans un cycle continu de manière automatisé pour l'amener jusqu'aux fameuses tours qui dominent la station balnéaire norvégienne.

Les deux tours en question permettent de poser autour du conducteur, de manière très précise, l'isolant. Dans son cas, Nexans utilise un polyéthylène pur, dans lequel la moindre pollution n'est pas permise. « Si la moindre poussière s'invite dans notre isolant, cela va créer une faille et l'électron va en profiter pour s'échapper et le câble va claquer. Nous préparons cette matière première dans des salles blanches situées en haut des deux tours », détaille Guillaume Masse, le vice-président industriel de Nexans, qui chapote l'activité des différentes usines du groupe.

Pour assurer la pose de l'isolant, l'usine devient verticale, les câbles transitant d'étape en étape, à chaque étage des tours, à la manière d'une câblerie d'ascenseur.

« Le fait de faire ça dans une tour, et non à l'horizontale, nous permet de nous affranchir de la gravité. Ainsi, nous nous assurons que l'isolant est de la même épaisseur tout au long du câble pour éviter toute fragilité future. À l'intérieur de la tour, différentes étapes nous permettent d'alterner le chaud et le froid afin de favoriser la réaction chimique souhaitée et permettre la fusion des cellules entre elles », dé-

crit Guillaume Masse.

Il ne faut pas moins de 10 jours à la tour de vulcanisation pour isoler un patch de 18 kilomètres, tout en sachant que chaque tour dispose de deux lignes de production capables de fonctionner en parallèle.

Un nouveau bateau en construction

Afin d'assurer l'étanchéité du futur câble, Nexans le fait enfin passer dans un « bain » de plomb, fondu à 340 degrés, là encore de manière automatisée. Une fois testé, ce câble n'attend plus qu'à être déployé, alors que chaque mètre de câble peut peser entre 50 et 200 kilos.

Pour ce faire, depuis 2021, l'industriel tricolore jouit d'un actif stratégique : un bateau câblé flambant neuf, l'Aurora de son nom, que *La Tribune* a pu visiter à l'occasion d'une opération de chargement au port d'Halden.

D'une longueur de 150 mètres et d'une largeur de 31 mètres, ce bateau, le deuxième de la flotte Nexans, est conçu spécifiquement pour installer des câbles dans des fonds marins. L'Aurora est capable de transporter jusqu'à 10.000 tonnes de câbles d'alimentation électrique et 500 tonnes de fibre optique.

Doté d'un cabestan de 75 tonnes, ce vaisseau dispose d'une flotte annexe de six embarcations afin de piloter plus finement la pose du câble une fois mis à l'eau. Deux ro-ver, sans pilote, équipent même le bâtiment

pour s'assurer de manière précise de la bonne installation du câble sous-marin.

« La demande d'électrification sur le marché mondial est telle que nous sommes obligés d'investir dans un tel navire, sinon nous serions en situation de vulnérabilité en n'ayant pas à notre disposition un tel équipement. Cela ne nous empêche pas de louer des bateaux similaires pour répondre à des pics d'activité. Mais c'est un actif stratégique que nous devons avoir en notre possession », justifie le vice-président Guillaume Masse.

Si la mise à l'écart surprise en octobre dernier de son directeur général emblématique Christopher Guérin a secoué les marchés, Nexans avance aujourd'hui sûr de ses forces. Alors que l'action en Bourse a accusé le coup après cette annonce, l'industriel a amorcé un lourd investissement, avec la construction d'un nouveau bateau câblé, cette fois-ci doté d'une capacité de charge de 13 500 tonnes. Ce qui portera à trois navires câblés la flotte privée de Nexans, à l'heure où de nouvelles demandes émergent, dans un contexte géopolitique de plus en plus sensible.

Car face aux multiples dégradations volontaires de câbles télécoms sous-marins ces derniers mois, l'industriel français est sollicité sur une mission plus particulièrement : revoir la protection des câbles d'électrification déjà installés. Une nouvelle demande, étudiée de manière très poussée en interne. ▮



À bord, le bateau Aurora est capable de transporter jusqu'à 10.000 tonnes de câbles. PIERRICK MERLET

Documents sauvegardés



© 2026 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news:20260106-LIF-0vakdv2sijph5pj9wi3yd7fiwky

Nom de la source

Libération (site web)

Mardi 6 janvier 2026

Type de source

Presse • Presse Web

Libération (site web) • 894

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Coupures de câbles sous-marins : dans la mer Baltique, pas de trêve pour la guerre hybride

Laurence Defranoux

Depuis fin décembre, la Finlande, l'Estonie, la Suède, la Lituanie et la Lettonie ont été affectées par des pannes sur plusieurs câbles sous-marins. Le «Fitburg», un cargo lié à la Russie qui a laissé traîner son ancre sur des dizaines de kilomètres, a été arraisonné par Helsinki et deux marins placés en détention.

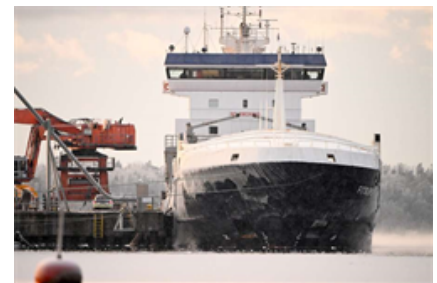
Le jour de Noël 2024, un câble sous-marin électrique reliant la Finlande à l'Estonie était coupé à la minute même où un pétrolier de la flotte fantôme russe bourré d'équipement d'espionnage, le *Eagle S*, naviguait à son aplomb, après avoir laissé traîner son ancre sur 90 kilomètres. Un an plus tard, à la Saint-Sylvestre 2025, c'est le *Fitburg*, un cargo appartenant à un armateur turc, qui a arraché un câble optique du groupe finlandais de télécommunications Elisa qui reliait, là aussi, la Finlande à l'Estonie. Le *Fitburga* été arraisonné par la Finlande dans ce qui semble être un nouvel acte de la [guerre hybride qui fait rage entre la Russie et les pays de l'Otan](#).

Selon la police finlandaise, qui a mené une inspection sous-marine, l'ancre du navire de 132 mètres, parti la veille de Saint-Petersbourg, en Russie, à destination d'Haïfa, en Israël, labourait le fond du golfe de Finlande depuis «*au moins plusieurs dizaines de kilomètres*» avant de toucher le câble d'Elisa. Ce dernier court sur environ 65 km entre Helsinki

et Tallinn à travers ce bras de mer stratégique bordé par la Russie, la Finlande et l'Estonie. La zone est très fréquentée par la «*flotte fantôme russe*», comme on appelle l'armada de pétroliers et de cargos qui permet à la Russie de contourner les sanctions européennes et de mener des opérations d'espionnage militaire sur les pays de l'Otan. Le golfe de Finlande abritant une dizaine de câbles optiques et électriques et de pipelines, la suspicion d'un sabotage a été prise très au sérieux par Helsinki, qui s'est attaché à montrer rapidité et fermeté dans la réponse.

«Entrave aggravée aux télécommunications»

Dans une vidéo tournée comme un film d'action, publiée dimanche 4 janvier par les autorités finlandaises, on voit un commando hélicoptéré des garde-côtes finlandais arraisonner le *Fitburg*, dont la chaîne d'ancre est déployée. Le bateau, qui naviguait sous pavillon de Saint-Vincent-et-les-Grenadines avec quatorze membres d'équipage originaires de Russie, de Géorgie, d'Azerbaïdjan et



Le «Fitburg» dans le port de Kirkkonummi, en Finlande, le 1er janvier.

. Roni Rekoma

du Kazakhstan, transportait de l'acier russe sous sanctions de l'Union européenne. Il a été remorqué dans la journée du 31 décembre jusqu'au port finlandais de Kantvik et une enquête a été ouverte pour «*dommages criminels aggravés, tentative de dommages criminels aggravés et entrave aggravée aux télécommunications*».

Selon la presse locale, un marin russe et un marin azerbaïdjanais, dont on ne connaît pas le rôle sur le navire, ont été placés en détention pour une semaine, et un autre interdit de quitter le territoire. C'est la première fois depuis le début de l'opération de l'Otan «*Baltic Sentry*» («*Sentinelle de la Baltique*»), lancée en

Documents sauvegardés

janvier 2025 pour protéger les infrastructures critiques de la région, bordée par huit pays de l'Otan et la Russie, qu'un navire a été arraisonné par un Etat européen à la suite d'une coupure de câble.

En quelques jours, d'autres incidents sur des câbles transportant le trafic Internet sous la Baltique ont été signalés, qui ne peuvent pas avoir été causés par le *Fitburg*. Selon les autorités lituaniennes, un petit câble optique appartenant au groupe suédois Arelion, reliant par la mer la Lituanie et la Lettonie, deux pays baltes voisins, a été sectionné vendredi 2 janvier. Une enquête a été lancée par Riga. La police lettone, qui avait arraisonné un navire suspect dont le nom n'a pas été rendu public, a déclaré lundi 5 janvier qu'il n'était pas lié à l'incident, sans écarter la possibilité d'un acte délictueux.

Une température de -20 degrés

Le groupe Arelion a également déclaré avoir subi, le 30 décembre, une coupure sur un autre câble reliant la Suède et l'Estonie, un incident qui pourrait, selon le ministère estonien de la Justice et des Affaires numériques, avoir été cette fois causé par des «conditions météorologiques difficiles». D'après les autorités des pays côtiers, les communications n'ont pas été affectées, le trafic de données étant reporté sur le reste du réseau.

La quasi-totalité du trafic Internet mondial repose sur quelques paires de fibres de verre fines comme un cheveu, nichées dans des tuyaux de quelques centimètres de diamètres. Posés sur le fond des mers, presque impossibles à protéger, ils sont très vulnérables aux aléas naturels, aux accidents et au sabo-

tage. Même quand il y a de fortes suspicions d'acte criminel, comme dans le cas du *Fitburg*, il est très difficile, voire impossible, de prouver que l'ancre a été lâchée de manière délibérée. Si l'équipage du cargo a été payé pour le faire, cela permet à peu de frais à un éventuel commanditaire d'obliger les pays européens côtiers à mobiliser des moyens humains, navals et aériens en pleine période de fêtes, par une température avoisinant les -20 degrés, sans que sa responsabilité puisse être engagée.

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/international/europe/coups-de-cables-sous-marins-dans-la-mer-baltique-pas-de-treuve-pour-la-guerre-hybride-20260106_VAKDV2SIPJH5PJ5WL3YD7FIWKY/



Le navire câblé Sophie Germain d'Orange Marine, en novembre 2025. ORANGE

EUROPE

Sabotage de câbles sous-marins : l'Europe est-elle moins vulnérable qu'il n'y paraît ?

Les actes de malveillance répétés en mer Baltique font redouter le scénario d'une panne géante des télécommunications. L'Europe a lancé un grand plan pour améliorer sa résilience. Mais notre continent est déjà capable de réagir rapidement face à ce type d'attaque, comme l'ont rappelé mercredi Alcatel Submarine Networks et Orange Marine au Sénat.

AMÉLIE CHARNAY

Coup sur coup, fin décembre, trois câbles sous-marins de communication ont été sectionnés en mer Baltique. Probablement un sabotage à imputer aux Russes. Il n'en fallait pas moins pour raviver les craintes d'une paralysie géante des télécommunications européenne provoquée un jour par Moscou.

Si des actes de malveillance surviennent effectivement régulièrement dans cette zone et donnent des sueurs froides aux populations locales, l'Europe

a quelques atouts dans sa manche pour faire face à cette guerre d'un nouveau genre. C'est ce que sont venus notamment rappeler les représentants d'Alcatel Submarine Networks et d'Orange Marine, auditionnés ce jeudi 18 février par les sénateurs en commission des affaires économiques.

L'Europe peut s'appuyer sur la flotte française

La première force de l'Union européenne, en cas de sabotage, c'est sa flotte de navires câblés. « *La France dispose à elle seule du*

quart des capacités mondiales», a rappelé Didier Dillard, le président d'Orange Marine. Ceux qui sont chargés de la maintenance peuvent intervenir en moins de 24 heures à l'appel des propriétaires des câbles qui surveillent leurs infrastructures en permanence.

Les équipes partent des entrepôts où sont stockés les câbles. Cinq navires peuvent être mobilisés. Orange Marine vient de Brest, de La Seyne-sur-Mer ou de Catane, en Italie. Alcatel Submarine Networks depuis Calais et Greenwich, en Angleterre. La durée des réparations se fait ensuite en seulement quelques jours. « *Contrairement aux câbles énergétiques, les câbles de télécommunications se réparent vite* », a indiqué Orange Marine.

La redondance, clef de la résilience

Mais que se passerait-il dans le cas de plusieurs coupures majeures et simultanées dans des endroits différents ? « *Nous pourrions mettre à disposition, en plus, nos navires qui font la pose des câbles. Nous sommes prêts à collaborer avec les autorités compétentes pour ce type de scénario d'urgence, à*

condition d'en préciser les modalités ». En clair, Orange veut bien aider mais pas gratuitement ... Et attend d'être rémunéré pour une mission d'urgence qui détournerait ses navires d'une activité commerciale.

Par ailleurs, la meilleure arme de l'Europe pour prévenir ce type d'attaque, c'est de multiplier les câbles. « *La résilience tient d'abord à la redondance du réseau pour rerouter le trafic sur d'autres routes* », a souligné Alain Biston, le président d'Alcatel Submarine Networks (ASN). C'est déjà en partie le cas, puisque l'opérateur finlandais Elisa, victime d'une des coupures récentes en mer Baltique, affirme avoir pu maintenir ses services sans aucune conséquence pour ses utilisateurs. « *Il faut avoir trois à cinq routes pour le même chemin, ce que font déjà les opérateurs en s'échangeant des paires de fibre sur les câbles des uns et des autres* », a encore détaillé le dirigeant d'ASN.

Le plan de l'Europe pour renforcer la sûreté des câbles

Consciente des enjeux sur ces infrastructures critiques, la Commission euro-

péenne vient d'annoncer, ce 5 février, un investissement de 347 millions d'euros pour des projets stratégiques de câbles sous-marins, dont 20 millions pour renforcer les capacités de réparation européennes et avec un fléchage visant prioritairement la mer Baltique.

Elle a aussi publié une boîte à outils pour recommander des bonnes pratiques destinées à prévenir tout un éventail de risques allant des coupures accidentelles (il en survient 3 à 4 par an) à l'espionnage, en passant par des catastrophes naturelles ou des coupures d'électricité. Elle recommande notamment de réduire la dépendance aux fournisseurs non européens, d'enfouir plus profondément les câbles ou d'utiliser des outils de détection avancée et des câbles avec des capteurs pour améliorer leur surveillance.

« *L'Italie a décidé de rendre ses recommandations obligatoires. À charge de chaque État de savoir s'il veut lui aussi les appliquer. En tous cas, les solutions techniques existent* », fait observer Alain Biston. Reste à savoir si la France suivra l'Italie dans cette voie. ▀

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

« Apple ne cherche pas à gagner la course à la taille, mais la course à l'efficacité » (John Plassard)

MAXIME HEUZE

Parfois, en faire moins, c'est mieux ! Alors que les géants de la tech américaine ont investi plus de 300 milliards de dollars dans l'infrastructure d'IA en 2025, un acteur détonne : Apple. Les dépenses d'investissement d'Apple dans cette nouvelle technologie ont diminué de 19 % sur un an pour atteindre 2,37 milliards de dollars au premier trimestre (clos fin décembre 2025) de son exercice décalé.

« *Apple ne cherche pas à gagner la course à la taille, mais la course à l'efficacité* », analyse dans une note John Plassard, économiste chez la banque suisse Cité Gestion.

L'IA, un pari risqué pour les géants de la tech

Il faut dire que la course à l'IA coûte de plus en plus cher. Selon les données de Reuters, Amazon, Alphabet, Microsoft et Meta investiront 630 milliards de dollars en 2026, soit deux fois plus que l'année passée.

Face à des montants colossaux, le moindre grain de sable dans les perspectives de croissance est lourdement sanctionné par les investisseurs. Ainsi, Microsoft a reçu la foudre des investisseurs le 29 janvier, après avoir annoncé une croissance de 36 % de son activité cloud en 2025, contre 40 % attendus. Une très légère sous-performance qui a fait plonger le titre du géant de 12 % en Bourse au lendemain de sa publication de ses résultats.

Une sévère correction qu'a aussi subie Amazon le 6 février après avoir annoncé vouloir investir 200 milliards de dollars en 2026. Un chiffre record qui a inquiété les investisseurs. « *Ils se demandent si les entreprises réussiront à rentabiliser leurs investissements, notamment celles qui empruntent beaucoup* », mettait en garde Antoine Fraysse-Soulier, analyste chez le courtier eToro, dans un entretien accordé à *La Tribune* le 13 février.

Apple se concentre sur l'intégration de l'IA dans ses iPhone

L'entreprise de Tim Cook, elle, se place à rebours de ces frénésies d'investissement. Le

géant se concentre sur l'implémentation des robots conversationnels et des outils de retouche photo intelligents dans ses deux milliards d'appareils éparpillés autour de la planète. Pour cela, il a fait un partenariat avec OpenAI (ChatGPT) pour alimenter son système Apple Intelligence, qui dope les iPhone à l'IA. La firme de Cupertino a aussi signé un accord de 1 milliard de dollars avec Google pour utiliser son robot Gemini (plutôt qu'un modèle interne) pour alimenter la prochaine génération de Siri et d'Apple Intelligence.

« *Si ce pari est correct, Apple pourrait préserver ses marges et éviter les excès du cycle* », note John Plassard. Grâce à sa frugalité, l'entreprise génère un flux de trésorerie disponible supérieur à celui de tous ses concurrents. Et cette gestion au cordeau qui a été récompensée par les investisseurs. Le 30 janvier, au lendemain de la publication de ses résultats du premier trimestre, son action a grimpé de 4 %.

À long terme, en revanche, la stratégie d'Apple divise. « *Si l'infrastructure devient le cœur du pouvoir économique de l'IA, alors les entreprises qui investissent massivement aujourd'hui pourraient prendre une avance difficile à rattraper demain* », met en garde l'économiste de Cité Gestion.

Une mise en garde qui rejoint celle du patron d'Alphabet, Sundar Pichai, qui avait affirmé, en juillet dernier, que « *le risque de sous-investir est considérablement plus élevé que celui de surinvestir* ». ▀

Cables sous-marins : « Nous restons vigilants »

Comment les câbles sous-marins, vitaux pour les flux mondiaux de données, s'adaptent-ils aux soubresauts géopolitiques ?
Décryptage avec le Brestois Jean-Louis Le Roux, directeur des réseaux internationaux chez Orange.

Propos recueillis
par Guillaume Bietry

Les câbles sous-marins en fibre optique sont critiques pour les télécommunications mondiales. De quoi parle-t-on ?

D'un réseau de 1,3 million à 1,4 million de km de câbles, assurant 99 % du trafic mondial de données. Si on compte en nombre de câbles, il y en a plus de 400, dont 40 gérés par Orange, ce qui représente 450 000 km de fibres. Nous sommes à la fois propriétaire ou copropriétaire de ces infrastructures et armateur, grâce à la flotte de notre filiale Orange Marine, qui compte sept navires câblés (dont le Pierre de Fermat, à Brest, NDLR).

Quels sont les enjeux autour de ces infrastructures ?

Dans un contexte où le trafic croît de 20 à 30 % par an, nous devons en permanence ajouter de nouveaux câbles et remplacer les câbles de faible puissance. Le transport de données entre continents est vital : on estime à 10 000 milliards de dollars la somme des transactions financières quotidiennes passant par les câbles sous-marins. S'ils s'arrêtent, on arrête l'économie mondiale.

Le réseau est stratégique. Les tensions géopolitiques, depuis le début de la guerre en Ukraine notamment, ont-elles des impacts sur son fon-



Jean-Louis Le Roux est le directeur des réseaux internationaux du groupe Orange. Basé entre Rennes et Paris, il pose ici avec un échantillon de câble sous-marin en fibre optique. Photo David Brunet/Le Mensuel de Rennes

tionnement ?

Sur les 400 câbles en activité dans le monde, on compte entre 150 et 200 coupures par an, en moyenne. Principalement à cause d'événements naturels (glissements de terrain, séismes...) ou accidentels (chaluts qui se prennent dans les câbles...). C'est l'essentiel. Mais, depuis 2024, on observe des coupures qui sont très probablement du sabotage. On parle d'à peu près cinq cas par an. Cela ne nous empêche pas de dormir mais nous restons très vigilants, avec une surveillance.

Orange a-t-il subi des sabotages ?

Non. La plupart ont eu lieu en mer Baltique, qui est une zone de conflit (depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, NDLR). Orange n'a pas de câble là-bas.

Sabotage ou pas, quelles sont les conséquences d'une coupure ?

Le réseau est dimensionné pour supporter plusieurs pannes à la fois, il y a toujours plusieurs chemins pour aller d'un point A à un point B. Quand

un câble tombe, le trafic est automatiquement rerouté, donc l'utilisateur ne se rend compte de rien. Ensuite, les bateaux interviennent. C'est là qu'on peut voir les effets des tensions géopolitiques.

C'est-à-dire ?

Entre l'Asie et l'Europe, par exemple, la plupart des câbles transitent par la zone de la mer Rouge. Ils passent par le large du Yémen jusqu'à Suez et ensuite Alexandrie et la Méditerranée. Quand il y a une panne, la réparation est très longue parce qu'il faut l'accord des zones sous autorité houthis (mouvement rebelle yéménite pro-iranien, NDLR). Cinq coupures de câbles accidentelles sont intervenues là-bas, en septembre, nous venons tout juste d'en réparer deux.

La situation géopolitique vous conduit-elle à faire évoluer la façon dont vous concevez le réseau ?

Nous multiplions les routes et nous réfléchissons à éviter de plus en plus certaines zones. Pour le câble Sea-Me-We-6, qui reliera Singapour à

Marseille en 2027, nous avons choisi d'éviter le Yémen en passant par le désert de l'Arabie saoudite et en faisant une ligne droite dans le désert jusqu'à Suez, avec un tronçon terrestre de 2 000 km.

Le conflit en cours au Moyen-Orient a-t-il eu des conséquences sur vos opérations ?

Non, nous avons des points de présence importants dans les pays du Golfe mais ils n'ont pas été touchés. Nous suivons ça comme le lait sur le feu. Nos opérations ont été placées sous surveillance renforcée.

La France est-elle souveraine en matière de câbles sous-marins ?

Oui, on le peut dire. La France a deux flottes de sept navires pour la pose et la maintenance des câbles : celle de notre filiale Orange Marine et celle d'Alcatel Submarine Network (ASN). Elles représentent un quart de la flotte mondiale. Le pays est aussi souverain sur la fabrication des câbles, avec des entreprises comme ASN ou Nexans.

En bref

Inquiétudes chez Obvios le spécialiste breton de la 5G privée



Photo Jérôme Bouin

Le spécialiste de la 5G privée Obvios, filiale de l'Institut de recherche technologique (IRT) B-Com, joue son avenir. Malgré un soutien récent de l'État (11,3 millions d'euros en 2025), l'absence de ventes menace l'entreprise située à Lannion (22) et à Rennes. Interrogée, B-Com confirme, par la voix d'une porte-parole, « une situation financière compliquée » pour la filiale née en 2023. « Le décollage de la 5G privée en France et en Europe se fait attendre, Obvios n'a pas réalisé de ventes à ce stade », poursuit-elle. L'entreprise emploie 42 salariés sur ses sites. Une procédure de consultation auprès du comité social et économique (CSE) va débiter. « Aucune décision n'a été prise sur l'avenir de la société, assure B-Com. La procédure va être lancée très prochainement et suivre son cours. »

Chute en Bourse : Accor dément être impliqué dans la traite d'êtres humains

Le groupe hôtelier français Accor, dont l'action a chuté de plus de 8 % à la Bourse de Paris, jeudi matin, après avoir été la cible d'un rapport défavorable d'une société financière, a démenti « fermement être impliqué dans la traite d'êtres humains ou d'enfants » et a annoncé « une enquête interne ». Un rapport du vendeur à découvert Grizzly, société financière qui parie à la baisse sur le cours d'une action, accuse des hôtels russes du groupe Accor d'avoir accueilli des enfants ukrainiens destinés à l'adoption russe et d'autres hôtels du groupe dans d'autres pays d'accueillir de la prostitution. Ce rapport fait également état d'un « lien direct présumé entre le PDG d'Accor, Sébastien Bazin, et Jeffrey Epstein ».

La BCE maintient son principal taux directeur inchangé à 2 %

La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu jeudi, pour la sixième fois d'affilée depuis juillet, son principal taux directeur à 2 %, malgré la flambée des prix liée à la guerre au Moyen-Orient, s'estimant « bien placée » pour maintenir l'inflation autour de l'objectif de 2 %. Comme anticipé par les observateurs, le taux de dépôt a été maintenu, et le Conseil des gouverneurs s'est dit « déterminé à garantir la stabilisation de l'inflation à l'objectif de 2 % à moyen terme », selon un communiqué de l'institution.

Shein : la marketplace ne sera pas suspendue en France

● La marketplace de Shein, où sont vendus les produits des partenaires de la plateforme asiatique, n'a pas été suspendue, jeudi, par la justice française, comme le réclamait le gouvernement après la découverte de produits illicites, dont des poupées pédopornographiques, désormais retirés.

La cour d'appel de Paris a confirmé le jugement en première instance, estimant, dans un communiqué, que « le dommage qui avait justifié l'action de l'État n'existait plus ».

Mais également « qu'il n'était justifié ni d'un dommage actuel ni d'un dommage futur certain », rejetant de fait l'argument de l'État qui considère comme systémique le risque que de tels produits se retrouvent sur la plateforme.

Une demande « disproportionnée »

La société ISSL, qui gère le site, « avait réagi avec promptitude pour retirer les produits litigieux de la vente et avait mis en place des mesures de

contrôle de ses produits et des vendeurs ayant accès à sa marketplace », a encore fait valoir la cour. La justice considère le blocage total de la place de marché « disproportionné » et portant atteinte à la liberté d'entreprendre. Toutefois, elle a jugé « justifié » de « maintenir l'interdiction » - posée par le tribunal judiciaire de Paris en première instance - de vendre de nouveau des produits pornographiques licites pour adultes sans filtre d'âge.

L'affaire avait débuté cet automne,

avec le signalement sur la plateforme réservée aux vendeurs tiers de Shein de poupées sexuelles à l'apparence de fillettes mais aussi d'armes de catégorie A et de médicaments interdits. Après la découverte de ces produits illégaux, Shein, fondé en Chine et désormais basé à Singapour, avait bloqué spontanément l'ensemble de sa marketplace en France, le temps de faire « un audit complet » et de corriger les « failles », avant de la rouvrir progressivement début 2026.